



Éclairer, informer, relier les citoyens
pour faire progresser le bien commun,
dans le respect de la dignité de chacun.



RSE

RESPONSABILITÉ
SOCIÉTALE D'ENTREPRISE
2021

Revue entièrement éco-responsable
Papier recyclé intérieur et couverture
Vernis acrylique recyclable pour la couverture
Encres végétales



Le mot du Président du Directoire



«Éclairer, informer, relier les citoyens pour faire progresser le bien commun, dans le respect de la dignité de chacun» : cette mission qui nous guide chaque jour dans nos choix éditoriaux et d'entreprise, est au cœur du présent rapport. Chaque année, dans ces pages, nous faisons le bilan des actions qui concourent à la réalisation de la mission de Ouest-France dans les domaines sociaux, environnementaux, de société, de gouvernance... Ce bilan est une étape essentielle car elle permet de nous situer et d'évaluer le progrès à accomplir. C'est pourquoi les indicateurs et plans d'action que nous présentons ici sont suivis dans le temps et mis à jour chaque année afin que chacun puisse apprécier nos performances et la tenue de nos objectifs.

L'importance de notre mission et de nos engagements nous a encore été rappelée cette année avec vigueur par l'actualité locale, nationale et internationale.

D'abord, la poursuite de la crise sanitaire – ainsi que l'isolement des plus fragiles et la diffusion des fausses informations qui l'ont accompagnée – nous ont de nouveau mis au défi de nourrir le lien social, de faire parler ceux que l'on n'entend pas assez et d'être accessibles à tous. Pour relever ce défi, nous avons privilégié les actions concrètes en relation directe avec les lecteurs. Ouest-France vous répond, le Courrier des lectrices et des lecteurs ainsi que les podcasts « Paroles de sans voix » ⁽¹⁾ sont des illustrations de notre volonté d'être toujours plus dans la proximité.

De même, les 10 000 articles relatifs à l'environnement et publiés dans Ouest-France en 2021 sont le reflet de la préoccupation croissante des Français à l'égard du changement climatique. Cette préoccupation, Ouest-France la partage. En sa qualité d'acteur engagé bien sûr, mais aussi en sa qualité d'entreprise émettrice de carbone. Les kilomètres que nous parcourons toutes les nuits pour

acheminer le journal, l'énergie, l'eau et le papier que nous consommons pour le produire mais aussi pour le diffuser sur les supports numériques impactent l'environnement. Notre objectif est clair : réduire cet impact afin de proposer à nos lecteurs un journal bas carbone, en cohérence avec nos convictions. Le plan d'actions que nous avons adopté cette année doit nous permettre de tendre vers cet objectif. Il est détaillé dans le présent rapport.

Les événements en Ukraine, nous ont rappelé combien une presse libre et indépendante est le corollaire d'une vraie démocratie. Quelques mois avant l'intervention du conflit, « l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste » - actionnaire unique du Groupe - a souhaité engager un travail d'analyse du schéma actionnarial et de gouvernance du Groupe SIPA Ouest-France. Il s'agissait de s'assurer de la pertinence de ce schéma pour nos activités d'information, trente ans après sa mise en place. Les conclusions en ont confirmé l'efficacité et nous ont également amenés à le conforter en procédant à des ajustements pour nous rapprocher des meilleures pratiques de gouvernance (séparation des pouvoirs exécutifs et de contrôle, limite d'âge pour exercer les mandats de dirigeant et d'administrateur, féminisation des instances, ...).

L'actualité nous apporte un éclairage sans concession sur les défis que nous avons à relever et sur le niveau d'exigence et de professionnalisme que nous devons nous imposer. La rigueur de l'information, la proximité, le lien social, la protection de ce(ux) qui nous entoure(nt) et l'indépendance éditoriale constituent nos repères. Il est de notre devoir de les faire vivre et de progresser pour que notre journal remplisse pleinement sa mission et demeure un acteur engagé durablement, au cœur de la Cité.



1. En partenariat avec Reporter citoyen et le CFPJ, en lien avec l'association Georges Hourdin, ATD Quart Monde et le Secours catholique.

Louis Échelard
Président du Directoire de Ouest-France et Directeur de la publication

SOMMAIRE



SYNTHÈSE DES ENJEUX DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

4



GENÈSE, VALEURS ET ENGAGEMENTS DE OUEST-FRANCE

10

Genèse et engagements historiques du Journal

11

Une gouvernance au service de l'indépendance et de la mission

12

Valeurs, raison d'être et déontologie

15



ACTIVITÉS, MODÈLE ÉCONOMIQUE ET ENJEUX CONCURRENTIELS

18

Principales activités de l'entreprise et modèle économique

19

Les chiffres clés 2021

22

- La diffusion papier et numérique
- Le chiffre d'affaires de la société Ouest-France
- Les charges d'exploitation et les résultats

Les risques économiques, concurrentiels et informatiques

26

- L'évolution du secteur d'activité et la stratégie de Ouest-France
- Le risque informatique et de cyberattaque
- Notre engagement de protection des données personnelles

La loyauté des pratiques

33



NOTRE RESPONSABILITÉ SOCIALE

34

Politique sociale de l'entreprise

36

Les chiffres clés 2021

37

Actions et engagements sociaux

38

- Organisation du travail
- Relations sociales et organisation du dialogue social
- Santé et sécurité
- Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et formations
- Égalité professionnelle



NOTRE RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE 48

Stratégie et engagements de l'entreprise en matière de développement durable 49

Actions en faveur de la transition écologique et de la prévention de nos risques environnementaux 50

- Prévention des risques environnementaux et des pollutions
- Efficience du dispositif industriel
- Optimisation des implantations immobilières du journal
- Mobilité des collaborateurs
- Gestion et réduction des déchets
- Contributions à la sobriété numérique

Initiatives et engagements éditoriaux pour l'environnement 67

- Une montée en puissance des contenus
- Des rubriques et supports dédiés qui s'étoffent
- Des podcasts sur l'environnement



ENGAGEMENTS ET PARTENARIATS AVEC LES MONDES ASSOCIATIF, ÉDUCATIF ET CITOYEN 70

Ouest-France, acteur du lien social 71

- Des événements pour accompagner les professionnels et les citoyens
- La relation avec les lecteurs et "Ouest-France & vous"
- Les initiatives éditoriales

Les engagements et actions de Ouest-France pour la citoyenneté et la solidarité 82

- Europe Presse Solidarité
- "Les albums de notre histoire"
- L'opération « Remplissez la hotte du Père Noël »
- Ouest-France Solidarité



ANNEXE : BILAN CARBONE 86



ANNEXE : DONNÉES SOCIALES 92

SYNTHÈSE DES ENJEUX DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE





L'identification des principaux risques extra-financiers tient compte des différents dispositifs réglementaires applicables à Ouest-France, notamment la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), le Code du travail, les obligations relevant du Comité Social et Économique (CSE), ainsi que des rapports des sociétés d'assurances et d'inspections périodiques en matière d'environnement, de santé et de sécurité. Les principaux risques extra-financiers présentés dans le présent rapport ont fait l'objet d'une validation par le Directoire de Ouest-France, puis par le Conseil de Surveillance.

Pour ses activités principales d'éditeur, d'imprimeur, de diffuseur, de distributeur de journaux quotidiens et

d'éditeur de sites de presse, Ouest-France a identifié certains risques sociaux, environnementaux et économiques significatifs.

Ces risques sont sélectionnés en fonction de leur impact financier ou de leur incidence sur l'activité de l'entreprise. Ils sont évalués de manière régulière par la Direction.

Enfin, une veille permanente est assurée par l'équipe Recherche et Développement qui analyse la concurrence, le comportement des lecteurs et de la population en général ; elle peut, sur demande, effectuer des analyses spécifiques sur tel ou tel secteur ou dossier.

ENJEUX & RISQUES ASSOCIÉS	OBJECTIFS DE OUEST-FRANCE	PARTIES DANS LA DPEF	INDICATEURS* DE PERFORMANCE 2021
Gouvernance			
Garantir l'indépendance du Journal	S'appuyer sur une structure actionnariale et de gouvernance protectrice de l'indépendance de Ouest-France Garantir un niveau de performance économique suffisant pour s'assurer une autonomie financière	Genèse, valeurs et engagements de Ouest-France Une gouvernance au service de l'indépendance de la mission p. 12 à 15 Activités, modèle économique et enjeux concurrentiels Principales activités de l'entreprise et modèle économique p. 18 à 21	• Chiffre d'affaires de diffusion • Chiffre d'affaires publicitaire • Charges d'exploitation • Montant des investissements réalisés
Économique			
Faire vivre l'offre de Ouest-France avec l'évolution des usages des lecteurs	Proposer de nouveaux services numériques payants et développer le nombre d'abonnés grâce au numérique Améliorer en continu le journal papier Adapter nos méthodes pour améliorer la qualité des contenus	Activités, modèle économique et enjeux concurrentiels Principales activités de l'entreprise et modèle économique p. 18 à 21 Les risques économiques, concurrentiels et informatiques p. 26 à 32	• Niveau de la diffusion payante • Nombre d'abonnés papier et numérique • Audience numérique du Journal
Faire face à la concurrence des géants du numérique	Faire appliquer la loi française qui prévoit une rémunération pour l'exploitation des contenus publiés par nos rédactions Améliorer le lien direct entre les lecteurs et Ouest-France, sans intermédiaire	Activités, modèle économique et enjeux concurrentiels Les risques économiques, concurrentiels et informatiques p. 26 à 32 Engagements et partenariats avec les mondes associatif, éducatif et citoyen Ouest-France, acteur du lien social p. 70 à 81	• Nombre de directs thématiques réalisés par Ouest-France & vous • Nombre de courriers-emails reçus pour la rubrique Courriers des lecteurs • Nombre de gratifications abonnés LaPlace
Assurer la protection des données personnelles des lecteurs et des collaborateurs	Être transparent dans le traitement des données personnelles Réaliser un traitement des données conforme à la réglementation Traiter toutes les demandes de droits	Activités, modèle économique et enjeux concurrentiels Les risques économiques, concurrentiels et informatiques p. 26 à 32	

ENJEUX & RISQUES ASSOCIÉS	OBJECTIFS DE OUEST-FRANCE	PARTIES DANS LA DPEF	INDICATEURS* DE PERFORMANCE 2021
Diminuer la vulnérabilité face aux risques de cyberattaques RISQUE INFORMATIQUE	Mettre à jour régulièrement la politique de sécurité informatique Auditer les pratiques, mesurer la performance et l'efficacité de la politique mise en œuvre	Activités, modèle économique et enjeux concurrentiels Les risques économiques, concurrentiels et informatiques p.26 à 32	• Pourcentage de salariés sensibilisés à la cybersécurité • Nombre de tests phishing réalisés auprès des salariés
Lutter contre la corruption RISQUE CORRUPTION	Éviter les escroqueries et détournements Mettre en place des mesures de détection et de prévention des faits de corruption ou de trafic d'influence	Activités, modèle économique et enjeux concurrentiels La loyauté des pratiques p.33	

Social

Améliorer la qualité de vie au travail RISQUE SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL	Déployer et faire vivre une politique qualité de vie au travail tournée vers la prévention et la prise en charge	Notre responsabilité sociale Les chiffres clés 2021 p.37 Actions et engagements sociaux p.38 à 47	• Effectif inscrit au 31/12/21 et répartition par âge et genre • Embauches au cours de l'année considérée • Départs CDI au cours de l'année considérée • Nombre total d'heures de formation
Prévenir les risques extérieurs susceptibles de perturber l'entreprise et ses activités RISQUES EXTÉRIEURS	Sécuriser les implantations du Journal Assurer la sécurité des salariés Protéger les activités de l'entreprise Réagir systématiquement en cas de menace sur les individus, les activités ou les biens	Notre responsabilité sociale Actions et engagements sociaux p.38 à 47	• Nombre de rondes • Nombre d'interventions d'urgence (alertes incendies, inondations, pollutions, coupures de gaz)
Réduire le risque de grève RISQUE DE GRÈVE	Faire vivre le dialogue social	Notre responsabilité sociale Actions et engagements sociaux p.38 à 47	• Nombre d'accords collectifs signés • Nombre de réunions du CSE • Nombre de réunions du Comité de Groupe • Nombre de jours d'absence injustifiée pour grève

ENJEUX & RISQUES ASSOCIÉS	OBJECTIFS DE OUEST-FRANCE	PARTIES DANS LA DPEF	INDICATEURS* DE PERFORMANCE 2021
Protéger contre le risque de pandémie RISQUE DE PANDÉMIE	Appliquer une politique préventive et active contre les risques pour la santé Appliquer un dispositif de protection des salariés contre le risque pandémique	Notre responsabilité sociale Actions et engagements sociaux p.38 à 47	• Approvisionnements en produits d'hygiène
Lutter contre la discrimination RISQUE DE DISCRIMINATION	Sensibiliser les recruteurs aux risques de discrimination, y compris inconsciente, à l'embauche	Notre responsabilité sociale Actions et engagements sociaux p.38 à 47	• Index égalité femmes/hommes

Environnement

Éviter la pénurie de papier RISQUE DE PÉNURIE DE PAPIER	Gestion prudente des stocks et gestion diversifiée des approvisionnements Utiliser du papier à faible impact environnemental Diminuer la consommation de papier	Notre responsabilité environnementale Actions en faveur de la transition écologique et de la prévention de nos risques environnementaux p.50 à 66	• Consommation de papier journal • Évolution du taux de gâche
Prévenir le risque de pollutions accidentelles RISQUE DE POLLUTION ACCIDENTELLE	Veiller à la conformité environnementale des installations industrielles	Notre responsabilité environnementale Actions en faveur de la transition écologique et de la prévention de nos risques environnementaux p.50 à 66	• Tonnage de déchets dangereux produits • Part des déchets valorisés • Consommation d'eau • Consommation de gaz • Consommation de carburant • Consommation d'encre noire et couleur par tonne de papier consommé • Kilomètres parcourus pour les déplacements professionnels

ENJEUX & RISQUES ASSOCIÉS	OBJECTIFS DE OUEST-FRANCE	PARTIES DANS LA DPEF	INDICATEURS* DE PERFORMANCE 2021
Lutter contre le risque incendie RISQUE INCENDIE	Mettre en place un corpus de mesures préventives et d'équipements de lutte contre les incendies	Notre responsabilité environnementale Actions en faveur de la transition écologique et de la prévention de nos risques environnementaux p. 50 à 66	• Nombre d'extincteurs révisés
Informier et agir sur le changement climatique RISQUE CLIMATIQUE	Informier les lecteurs sur les enjeux du changement climatique Mesurer l'empreinte climatique de l'entreprise Définir un plan d'action pour diminuer l'impact des activités de l'entreprise	Notre responsabilité environnementale Initiatives et engagements éditoriaux pour l'environnement p. 67 à 69 Annexe du bilan carbone p. 86 à 91	• Nombre d'articles consacrés à l'environnement • Bilan carbone de l'entreprise : émissions de CO2 de scope 1, 2 et 3 

Sociétal

Demeurer acteur du vivre ensemble RISQUE DÉMOCRATIQUE	S'engager auprès des citoyens et des acteurs du vivre ensemble Maintenir et développer des relations responsables avec nos partenaires	Engagements et partenariats avec les mondes associatif, éducatif et citoyen Ouest-France, acteur du lien social p. 70 à 81	• Nombre de participants aux événements organisés par le service événements • Opérations organisées par Ouest-France Solidarité • Interventions auprès des scolaires
--	--	---	--

Cette déclaration de performance extra-financière se base sur les données 2021 de la société Ouest-France, de l'ensemble de ses rédactions locales et de son site d'impression La Chevrolière.

Le restaurant Ouest-France (interentreprises) ne faisant pas partie du périmètre, les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire ne sont pas détaillées ici, mais nous pouvons noter l'existence du Nutriscore et du Carbone Score depuis le 5 octobre 2020.

Les thématiques citées à l'article L225-102-1 du code du commerce « Lutte contre la précarité alimentaire, respect

du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable» sont exclues du périmètre de ce rapport, car considérées comme non pertinentes au regard de l'activité de Ouest-France.

À long terme, nous sommes convaincus que les performances économiques de l'entreprise, gages de sa pérennité et de son indépendance éditoriale, évolueront favorablement si les performances extra-financières sont avérées.

* Les indicateurs mentionnés en rouge sont ceux audités dans le cadre de la DPEF par KPMG.

GENÈSE, VALEURS ET ENGAGEMENTS DE QUEST-FRANCE



Le général de Gaulle
Président du Gouvernement provisoire
de la République Française

QUEST-FRANCE

BRETAGNE -- NORMANDIE -- MAINE -- ANJOU -- POITOU

1^{re} ANNÉE

Journal Républicain du matin

NUMÉRO 1

Le numéro : 1 fr. 50

Lundi 7 Août 1944

LA BRETAGNE DÉLIVRÉE DE L'ENVAHISSEUR

Rennes accueille avec enthousiasme ses libérateurs

*L'entrée de nos alliés américains dans la capitale bretonne
a donné lieu à d'indescriptibles manifestations populaires*

Enfin libres !

Enfin, nous voici libres ! Après quatre ans d'oppression et de servitude, nous avons de nouveau le droit d'être des Français et de le proclamer.

Que d'heures cruelles et odieuses ont été tissées ces quatre années ! Vols, ruines, assassinats, déportations, la brutalité du vainqueur provisoire ne nous a rien épargné. Certains oseraient le dire « corrects », ces barbares scientifiques. Leur correction, ils nous en ont donné, aux dernières heures de leur domination, une preuve irréfutable, par les destructions sauvages — et militairement inutiles — qu'ils ont infligées à la capitale de la Bretagne.

Et ils ne sont pas, hélas ! les seuls auteurs de nos souffrances. Le spectacle répugnant de certaines complicités n'aura pas été la moins cruelle de nos épreuves morales. Ces complicités, il faudra qu'il en soit fait justice. Non dans la colère ni dans la haine, mais dans la dignité des formes légales. Laissons-en la soin aux tribunaux réguliers. Ne déformons pas notre joie par des actes de vengeance impulsive : la justice d'un peuple libre doit être sereine et sans passion.

En ces premières heures de la délivrance, notre pensée va d'abord à notre patrie, à notre France bien-aimée, plus chère encore à nos cœurs parce qu'elle a été meurtrie. Car les Bretons sont Français, Français avant tout, malgré les sophismes d'une clique d'arrivistes et d'imposteurs à qui l'armée allemande a servi de sac-femme, de marionnette et de nourrice. Ils sont Français justement parce qu'ils sont Bretons. Ils sont aussi fiers de Jean Bart que de Surcouf, de Pasteur que de Lavoisier, de Lamartine que de Chateaubriand, parce que toutes ces gloires sont françaises et que, par conséquent, elles sont à eux. Et c'est d'un cœur gonflé de joie

Vendredi 4 août 1944... Une date qui marquera dans les annales de la vieille capitale bretonne : la date de la Libération.

Après plus de quatre années de longues souffrances, stoïquement supportées, grâce à l'espoir que nourrissait chacun de connaître un jour cette heure tant attendue, le jour s'est enfin levé de la délivrance.

Vendredi 4 août 1944... Les Allemands ont abandonné la ville ; les Alliés sont arrivés.

Rennes est délivrée ; Rennes enfin, dont le cœur n'a jamais cessé d'être français, peut enfin laisser exploser sa joie et manifester son allégresse... Les drapeaux à croix gammée ont été arrachés des mâts où ils flottaient encore et remplacés par des drapeaux tricolores.

Rennes, cette fois, a retrouvé son vrai visage de grande ville française.

Tout au long de cette route d'Antrain qui sera désormais pour elles une voie triomphale, les troupes américaines, défilèrent durant les journées et les nuits de mardi, mercredi et jeudi. Aux portes de la ville, à Maison Blanche et à Saint-Lau-

rent, la bataille faisait rage, les premiers éléments blindés de la colonne, ayant rencontré la un puissant élément de résistance. Les Allemands allaient-ils donc défendre Rennes et obliger les Alliés à un combat de rues dans la belle et historique capitale de la Bretagne. Désireux de ménager la ville, le commandant allié ajournait l'attaque décisive, se contentant de débiter Rennes et de l'encercler. On sait que les Allemands n'eurent point personne ne s'en étonnera — les mêmes généraux scrupuleux et se li-

vrèrent, dans la nuit de jeudi à vendredi, à une destruction systématique qui endommagea surtout les quartiers d'habitation et fit, pour de longs mois, des milliers de sans-abris.

Cependant, de la Normandie aux portes de Rennes, les Américains tissaient la vaste toile d'araignée dans laquelle devaient se faire prendre, ou se servir pourrir dans les jours qui vont suivre, les derniers éléments de l'armée nazie.

(La suite en 4^e page).

Un télégramme du Commissaire de la République de la Région de Rennes au général de Gaulle

Le Commissaire de la République de la Région de Rennes au Général de Gaulle, Chef du Gouvernement provisoire de la République française :

« Au moment où je viens de prendre mes fonctions, je tiens à vous assurer de mon respectueux dévouement et des sentiments de loyalisme de l'immense majorité de la population bretonne à l'égard du Gouvernement provisoire de la République. »

« La Bretagne délivrée vous attend. »

LE GORGEU.



Genèse et engagements historiques du Journal

Créé en 1944 à la Libération, Ouest-France s'inspire des valeurs de la Résistance et de son prédécesseur L'Ouest-Éclair créé en 1899.

C'est un journal engagé, au service de la démocratie, de la justice, de la liberté et du respect de la personne. Au cours de son histoire, Ouest-France s'est mobilisé contre la peine de mort, pour l'amélioration des conditions de vie carcérale, pour la liberté de l'enseignement et pour la construction de l'Europe comme moyen de la paix.

Ouest-France s'est développé pour devenir rapidement

le premier quotidien en France, diffusé dans douze départements du Grand Ouest.

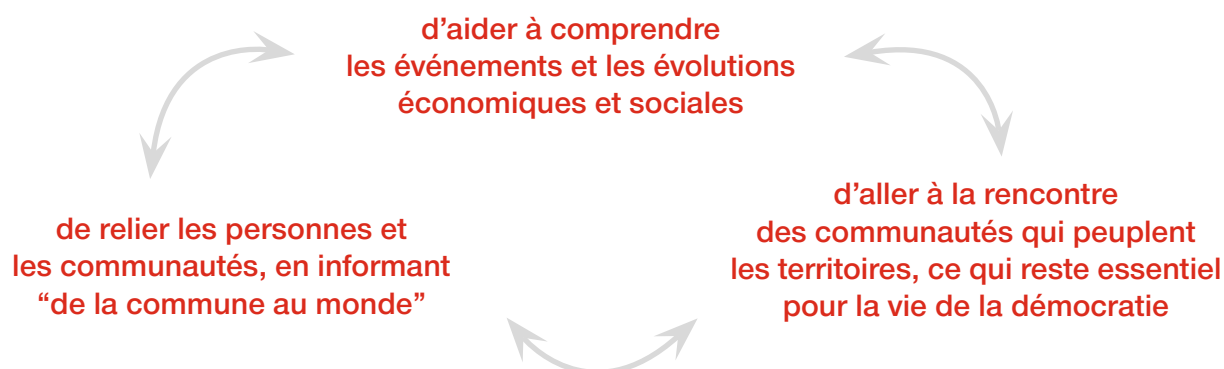
Ouest-France a pour vocation de permettre et de faciliter l'accès à une information de qualité au plus grand nombre.

En tant que journal populaire, Ouest-France consacre ses efforts au maintien d'un prix de vente le plus bas possible et à l'accomplissement de la mission du Groupe SIPA Ouest-France au service de ses lecteurs : « **éclairer, informer, relier les citoyens pour faire progresser le bien commun, dans le respect de la dignité de chacun** ».

La mission du groupe SIPA Ouest-France :

“**Éclairer, informer, relier les citoyens pour faire progresser le bien commun, dans le respect de la dignité de chacun.**”

Dans sa mission d'information, Ouest-France veut être un repère pour les lecteurs, tout en multipliant les contrôles de qualité et de véracité de l'information, afin :



L'éthique de l'information fonde le contrat de confiance qui lie chaque jour le journal et le site internet avec ses lecteurs et internautes.

C'est en combinant toutes les dimensions de l'information, en les développant intelligemment et en les associant à des services nouveaux que Ouest-France doit être en mesure

d'animer, de fédérer et de rassembler les communautés.

Cette mission d'animateur de la démocratie signifie s'adapter aux nouveaux usages et développer de nouveaux contenus et services, y compris en associant des partenaires au sein de sa plateforme numérique ouest-france.fr.

Une gouvernance au service de l'indépendance et de la mission

Trente ans après la réforme des structures du Groupe qui avait conduit à la création de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste (ASPDH) et de la Société civile SIPA, les membres du Bureau de l'Association ont souhaité tester avec le concours d'une autorité extérieure et de cabinets de conseil, la robustesse juridique de cette organisation.

Leurs conclusions ont confirmé la pertinence des structures en place. Elles ont aussi dans le même temps suggéré de procéder à des ajustements pour se rapprocher des meilleures pratiques de gouvernance qui prônent entre autres :

- ▶ Une séparation des pouvoirs exécutifs et de contrôle.
- ▶ Une limite d'âge pour exercer les mandats de dirigeant et d'administrateur.
- ▶ Une féminisation des instances.
- ▶ Une réduction de la durée des mandats des administrateurs.

Dans cette optique, au cours de l'année 2021, le Conseil d'Administration de l'Association a proposé un certain nombre de modifications qui ont été adoptées lors des Assemblées Générales organisées le 24 juin et le 28 septembre.

Le 1^{er} octobre 2021, un nouveau Conseil d'Administration de l'APSDH, composé de 14 membres, a pris ses fonctions :

- David Guiraud, Président
- Dominique Quinio, Vice-Présidente
- Bertrand Badre, Vice-Président
- Christine Blanc-Patin, Trésorière
- Denis Boissard, Secrétaire
- Benoît Le Goaziou, Secrétaire
- Olivier Bonsart, Administrateur
- Annabel Desgrees Du Lou, Administratrice
- Christophe Hutin, Administrateur
- François Le Goaziou, Administrateur
- Laurence Mehaignerie, Administratrice
- Gabriel Petitpont, Administrateur
- Anne-Marie Quemener, Administratrice
- Marie-Trinité Touffet, Administratrice

Jeanne-Françoise Hutin a été nommée Présidente d'Honneur, un titre également attribué depuis 2019 à Jacques Duquesne, Président de l'Association de 1997 à 2019.

Par capillarité, la gouvernance de la société SIPA a été modifiée. L'Assemblée des associés a confirmé, le 1^{er} octobre 2021, Louis Échelard et Patrice Hutin dans leurs fonctions de cogérants et nommé, en remplacement de Michel Camdessus, Bertrand Badre cogérant. Celui-ci étant membre du Bureau de l'Association, il sera le lien entre le Conseil de l'ASPDH et la Gérance de SIPA.

À l'instar de la pratique dans les sociétés commerciales, les associés de SIPA ont également doté la société de quatre Comités dont les membres sont nommés pour trois ans.

“ Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste ”



Le Comité stratégique

Déjà en place, il a été resserré autour des membres du Bureau et du Président de l'Association pour le Maintien de l'Indépendance de Ouest-France (AMI).

Composition :

- Georges Coudray, Président
- David Guiraud
- Dominique Quinio
- Christine Blanc-Patin
- Denis Boissard
- Benoît Le Goaziou

Missions :

- ▶ Analyser et statuer sur les orientations stratégiques proposées par les Gérants dans la perspective de les soumettre à la collectivité des associés ainsi que de suivre la marche des affaires.
- ▶ Examiner les dossiers d'investissements et de partenariats stratégiques de la société et de ses filiales.

Le Comité d'Audit

Composition :

- Christine Blanc Patin, Présidente
- Benoît Le Goaziou
- Xavier Gauvain

Missions :

- ▶ Examiner, avant leur présentation à la collectivité des associés, le budget prévisionnel annuel, les comptes annuels, le rapport de gestion, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes consolidés de la société.
- ▶ Examiner les comptes annuels et le budget prévisionnel des filiales et participations significatives.
- ▶ Assurer le suivi de l'exécution du budget prévisionnel annuel de la société.
- ▶ Assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ainsi que, le cas échéant, de l'audit interne en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière de la société.
Formuler des recommandations relatives à la sélection des commissaires aux comptes.

Le Comité des Nominations et des Rémunérations

Composition :

- Françoise Malrieu, Présidente
- Olivier Bonsart

Missions :

Ce comité formule des recommandations ou avis aux Gérants et/ou à la collectivité des associés sur :

- ▶ La nomination, le renouvellement, la révocation ou le licenciement et la détermination de la rémunération fixe des gérants de la société.
- ▶ La nomination, le renouvellement, la révocation ou le licenciement et la détermination de la rémunération (fixe, variable, exceptionnelle), en ce compris l'attribution de tout outil d'intéressement, des mandataires sociaux dirigeants et des membres d'administration et de surveillance des filiales.
- ▶ La rémunération des cadres des filiales dont la rémunération excède 250 000 €.
- ▶ La détermination de la rémunération des membres des Comités.
- ▶ Le plan de succession des mandataires sociaux dirigeants et des principaux cadres dirigeants de la société et des filiales.

Le Comité RSE

Composition :

- Valérie Cottreau, Présidente
- Laurence Mehaignerie
- Aurélien Ollivry

Missions :

Chargé de la responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, quant à lui, doit :

- ▶ Examiner les questions relatives à la RSE de la société et des filiales.
- ▶ Veiller à la prise en compte des enjeux environnementaux et sociétaux des activités
- ▶ Analyser l'information extra-financière de la société et des filiales.
- ▶ S'assurer du respect des valeurs de la société, en son sein et dans les filiales.
- ▶ Faire toute recommandation en vue d'améliorer la politique RSE et la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux.

Un groupe construit au fil des ans autour de Ouest-France :

Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste

SIPA

49,7 %	100 %	100 %	100 %	100 %	Variable	51,2 %
20 minutes*	Publihebdos	Journaux de Loire	Ouest-France	Intrasipa	Participations	Sofiouest
20minutes.fr	actu.fr 77 hebdomadaires Presse de la Manche 15 hebdomas gratuits Régie publicitaire	Courrier de l'Ouest Maine-Libre Presse-Océan	ouest-france.fr Pôle Mer Éditions Ouest-France Magazines	Expertises groupe	API 366 Syllabs Digitika Saoiti France Live	Innovations technologiques Capital développement Immobilier
			Additi Solutions Médias & Communication Sites d'annonces Régie publicitaire Radios, Affichage			

* En contrôle conjoint avec le groupe Rossel.

Des structures au service de la mission :

**L'Association pour le Soutien
des Principes de la Démocratie
Humaniste**

L'**actionnaire** porte les valeurs et les engagements éthiques. Il garantit juridiquement l'indépendance.

SIPA

La **structure holding** s'assure du respect des valeurs. Elle garantit l'indépendance économique et s'assure de la réalisation de la mission.

Ouest-France

Les **entités opérationnelles** déploient leur projet dans le respect des valeurs de l'actionnaire et de leur charte éditoriale.

Ouest-France s'appuie ainsi sur une organisation et une gouvernance singulières qui ont été mises en place pour garantir cette indépendance essentielle à l'exercice de son métier.

L'autre condition indispensable à cette indépendance est de parvenir à un modèle économique équilibré pour n'être redevable d'aucun créancier. Ces deux conditions guident la direction de Ouest-France et du Groupe.

Ouest-France s'impose donc un niveau maximum d'efficacité économique fondé sur :

- des **charges d'exploitation maîtrisées** ;
- des **recettes optimisées** tout en limitant les hausses tarifaires du journal afin de demeurer accessible à tous les foyers, y compris les plus modestes. Le prix du journal n'a pas augmenté en 2020 et en 2021. En l'absence d'actionnaires à rémunérer, la jonction de l'économie du papier et du numérique suffit pour continuer à investir et poursuivre sur la voie du développement. Cela, malgré un contexte d'érosion de la diffusion et de baisse des recettes publicitaires de 42 M€ en 10 ans ;

- un **résultat suffisant pour financer les investissements indispensables** à sa pérennité et à la préparation de son avenir ; à savoir maintenir une enveloppe annuelle minimale de 20 millions d'euros d'investissements.

Cette exigence d'efficacité économique préserve le journal des pressions sur ses contenus, y compris en matière publicitaire. Une publicité qui ne respecte pas les valeurs de Ouest-France peut ainsi être refusée, quels que soient les budgets associés.

“ Une organisation et une gouvernance singulières. Un modèle économique équilibré pour n'être redevable d'aucun créancier. ”

Valeurs, raison d'être et déontologie

Les valeurs fondatrices de Ouest-France sont portées par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste (ASPDH).

Elles sont à la fois un système de contraintes qui tempèrent l'écriture et une invitation à aller plus loin pour mieux servir les lecteurs.

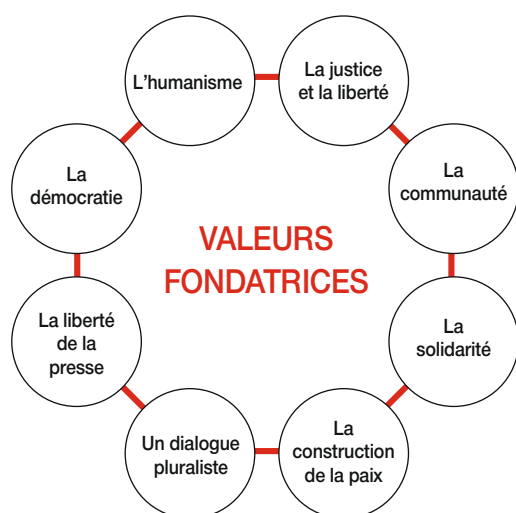
Les valeurs font de Ouest-France un Journal exigeant avec lui-même qui veut informer sans nuire aux personnes et être l'animateur du débat démocratique.

Elles ont été consignées dans une charte mise à jour au mois de novembre 2019, transmise à l'ensemble des collaborateurs du Groupe et accompagnée d'une lettre du Président de l'ASPDH rappelant que « **nous sommes les dépositaires de ces valeurs et qu'il nous revient non seulement de nous y conformer mais surtout de les faire vivre** ».



“ Dire sans nuire, Montrer sans choquer, Témoigner sans agresser, Dénoncer sans condamner. ”

Charte des valeurs de l'actionnaire



De ces valeurs et engagements découlent des principes concernant le traitement de l'information, dont l'Association est également garante :



Dans ses relations avec ses lecteurs, Ouest-France s'interdit ainsi certaines pratiques et met en avant une charte qui lui est propre et qui cimente le contrat de confiance avec les lecteurs : « **Dire sans nuire, Montrer sans choquer, Témoigner sans agresser, Dénoncer sans condamner** ».

Pour garantir la conformité de ses contenus avec ses valeurs, Ouest-France s'est doté d'un corpus déontologique qui rassemble les repères éthiques

de son approche de l'information. La charte « **Écrire dans Ouest-France** » exprime plus particulièrement cette intention (cf encart ci-dessous).

Au-delà de l'information, Ouest-France doit participer à la vitalité du tissu économique et social. Grâce à l'information, le journal peut relier les personnes, les communautés, propager les bonnes idées et faire en sorte que les communes, les associations, les entreprises, bénéficient de l'expérience des autres.

La réflexion sur les valeurs est une façon de s'interroger sur son travail et de débattre dans les Rédactions pour mieux progresser. Ouest-France est avant tout un « journal pour tous ». Alors que le monde est de plus en plus complexe, Ouest-France a ainsi l'ambition de rendre l'information accessible à tous, sans exclusion. Cela suppose un effort constant pour une écriture plus simple, plus concrète, plus accessible. Ouest-France ne peut être le journal de tous, et notamment des enfants, que s'il refuse toute forme de vulgarité et de violence. Il ne peut aider ses lecteurs à comprendre les autres

qu'en évitant les propos définitifs ou trop incisifs qui alimentent les préjugés. (...) Les corps intermédiaires – piliers de la démocratie – ont de plus en plus de mal à saisir et à rendre compte de la diversité des opinions. La crise de confiance envers les élites de toutes sortes nous pousse à inventer des contenus nouveaux pour donner la parole aux sans-voix. C'est vrai dans les villes, où notre souci de pluralisme doit nous conduire à une couverture constante et patiente des quartiers, mais aussi en milieu rural. Cela passe par le respect de la parole, du ton et des expressions de nos interlocuteurs.

Le mot du Rédacteur en chef

“

Le journalisme, au service de la démocratie

À Ouest-France, nous entendons exercer un journalisme de responsabilité, conscient des conséquences de ses écrits, rigoureux, relatant des faits vérifiés, précis, utiles à la compréhension des lectrices et des lecteurs. Ce journalisme de proximité, populaire, accessible à tous, informant de la commune au monde permet aux lectrices et aux lecteurs de se situer dans leur environnement immédiat et de comprendre les évolutions du monde.

Ces valeurs sont celles portées par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste qui contrôle le Groupe SIPA Ouest-France. Leur respect par notre Rédaction fonde la confiance entre Ouest-France et ses lectrices et lecteurs. La confiance ne se décrète pas. Elle se mérite.

Ouest-France est particulièrement attentif aux dimensions sociales et environnementales de sa



© Thomas Brégaris, Ouest-France

mission. La Rédaction doit jouer pleinement son rôle. Nous voulons promouvoir un journalisme à l'écoute des attentes, mettant en commun les idées, les talents, les belles initiatives, notamment celles au service du développement durable.

”

François-Xavier Lefranc



© Ouest-France

ACTIVITÉS, MODÈLE ÉCONOMIQUE ET ENJEUX CONCURRENTIELS



Principales activités de l'entreprise et modèle économique

La SA Ouest-France assure l'édition de journaux d'information et de sites internet, 7 jours sur 7.

Pour assurer sa mission, Ouest-France s'appuie sur :

- ▶ **619** journalistes répartis sur sa zone de diffusion (**12** départements) et à Paris.
- ▶ **2 200** correspondants œuvrant essentiellement dans le Grand Ouest.
- ▶ Un réseau d'une **cinquantaine** de correspondants pigistes à l'étranger permettant de couvrir l'actualité de plus de **60** pays dans le monde.
- ▶ Des fournisseurs de contenus (AFP, Météo, partenaires serviciels...).
- ▶ Des transporteurs pour acheminer chaque nuit les exemplaires imprimés auprès des dépositaires.
- ▶ **45** dépôts centraux de presse pour distribuer les exemplaires, auprès des diffuseurs et des abonnés grâce aux équipes de porteurs.
- ▶ Différents canaux de conquête clients (porte à porte, GMS, foires et salons, téléphone, e-mailing, sites internet, articles payants...) ou de commercialisation (diffuseurs, kiosques numériques...).

Ce dispositif alimente les colonnes du journal papier, la plateforme internet ouest-france.fr nuit et jour et les offres dérivées (édition France, l'Édition du soir, Panorapresse...).

L'activité du journal a également des impacts positifs indirects sur l'emploi.

La distribution du journal aux **368 000** abonnés portés au 31 décembre 2021 est assurée par des dépositaires qui emploient **4 500** porteurs de presse salariés dont **90** vendeurs colporteurs de presse indépendants, pour assurer **3 700** tournées de portage journalières.

Fort de son ancrage sur le terrain, Ouest-France s'associe aussi à de nombreux partenaires et événements en lien avec son territoire et ses valeurs : 24 h du Mans, Les Vieilles Charrues, le Marathon Vert, le Festival Transmusicales, le Triathlon de la Baule, le Festival Interceltique de Lorient...

Enfin, Ouest-France confie la commercialisation de ses espaces publicitaires papier et numériques au Groupe Additi, spécialisé dans la publicité locale.

En 2021, le groupe Additi, avec l'ensemble de ses filiales, a réalisé un chiffre d'affaires de **89** millions d'euros, en progression de 24 % par rapport à l'année 2020, bousculée par la pandémie de Covid-19. Du côté de la publicité nationale, la régie #366 a réalisé, en 2021 pour Ouest-France, un chiffre d'affaires de **15,6** millions d'euros.

En 2021, vendu **1,10 €** lundi / mardi / mercredi / jeudi / samedi, **1,35 €** le vendredi et **1,20 €** le dimanche, le journal Ouest-France demeure l'un des titres de presse quotidienne régionale les moins chers de France, permettant ainsi au plus grand nombre d'avoir accès chaque matin à une information de qualité. Son portage dans des zones rurales isolées permet à une population parfois âgée de continuer d'accéder à l'information : une présence locale qui répond à un fort besoin de lien social.

Notre modèle d'affaires

INFORMER ET

1 Collecter, vérifier, hiérarchiser l'information

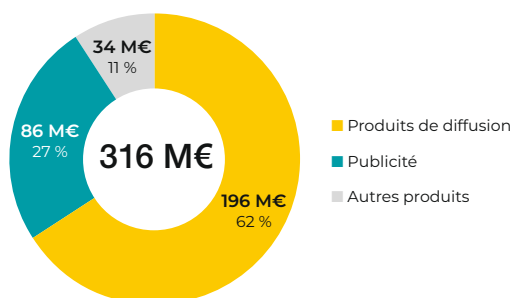


- ✓ 619 journalistes dans 12 départements et Paris
- ✓ 2 200 correspondants
- ✓ 50 correspondants dans le monde
- ✓ Les agences de presse
- ✓ 30 partenaires de contenus sur www.ouest-france.fr

2 Collecter et mettre en forme la publicité



- ✓ Additi, régie publicitaire locale : 750 salariés
- ✓ 366, régie publicitaire nationale
- ✓ 5 000 annonceurs dans 13 secteurs d'activité
- ✓ 230 000 annonces légales traitées chaque année
- ✓ 2,1 millions d'annonces immobilières, automobiles, emploi...



Répartition du chiffre d'affaires 2021

Fonctions

Distribution
+ transport

0,50 €

Rédaction

0,38 €

Administration

0,20 €

Fabrication

0,17 €

Papier

0,12 €

Informatique

0,14 €

TVA

0,02 €*

* TVA arrondie.

support,

3 Produire des publications



Des **publications papier** – le journal quotidien, le Dimanche Ouest-France, des magazines – et des **publications numériques**

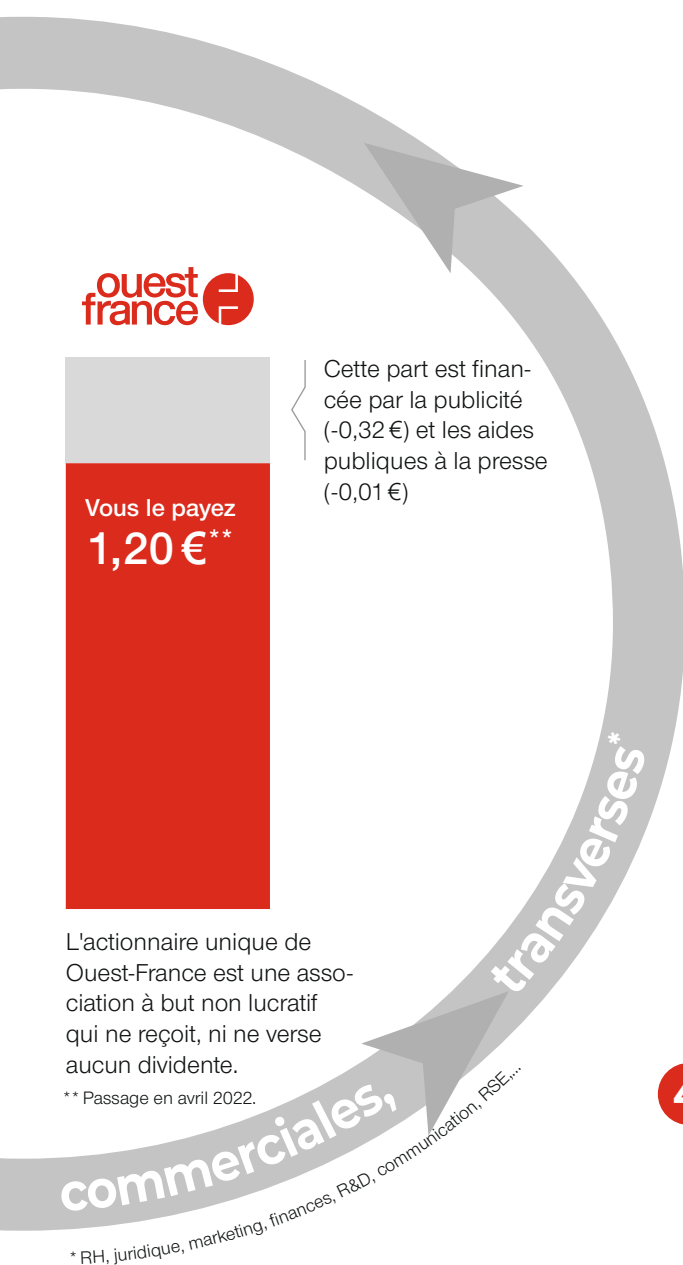
Sur le papier :

- ✓ 3 centres qui impriment 641 000 exemplaires chaque nuit
- ✓ 41 éditions locales
- ✓ 31 500 tonnes de papier consommé en 2021

En numérique :

- ✓ 24h/24h – 7j/7j
- ✓ Studios vidéos et podcasts

RELIER LES CITOYENS



5 Atteindre le plus grand nombre de citoyens



Nos lecteurs :

- ✓ **5 millions** de personnes en contact de lecture avec Ouest-France chaque jour
- ✓ **400 000** abonnés papier
- ✓ **156 000** abonnés purs numériques et papier + numériques
- ✓ **140 millions** de visites mensuelles sur www.ouest-france.fr
- ✓ **1/3** de notre audience dans le Grand Ouest et **2/3** sur le reste du territoire

Mais aussi :

- ✓ Des centaines de milliers d'exemplaires diffusés gratuitement chaque année dans les établissements scolaires, dans les établissements pénitentiaires et dans les structures sociales (Secours Populaire, Croix Rouge...)
- ✓ Des événements pour le grand public et pour les professionnels : Spi Ouest-France, Ethique et technologies du futur, Assises économie de la mer...

4 Diffuser l'information



Les supports de diffusion :

- ✓ Le journal papier et la plateforme www.ouest-france.fr
- ✓ Une application et une liseuse Ouest-France
- ✓ Les suppléments et hors-séries, L'Edition du Soir
- ✓ Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Twitch, Snapchat...)

La distribution du journal :

- ✓ **45** dépositaires
- ✓ **4 500** porteurs salariés des dépositaires
- ✓ **3 700** tournées de portage chaque jour
- ✓ **6 500** magasins qui diffusent le journal

Les offres :

- ✓ **1,20 €** en vente au numéro depuis avril 2022
- ✓ 3 offres d'abonnement : de **1 €**/semaine à **32 €**/mois
- ✓ Des offres BtoB : Panorapresse, Explore, « Les albums de notre Histoire »

Les chiffres clés 2021

Chaque mois, **21 millions de personnes sont en contact avec la marque Ouest-France***, via le journal, le site ou l'application. Cela représente plus de 5 millions

de personnes par jour. L'année 2021 a confirmé la confiance et la fidélité des lecteurs à l'égard de Ouest-France.

La diffusion papier et numérique

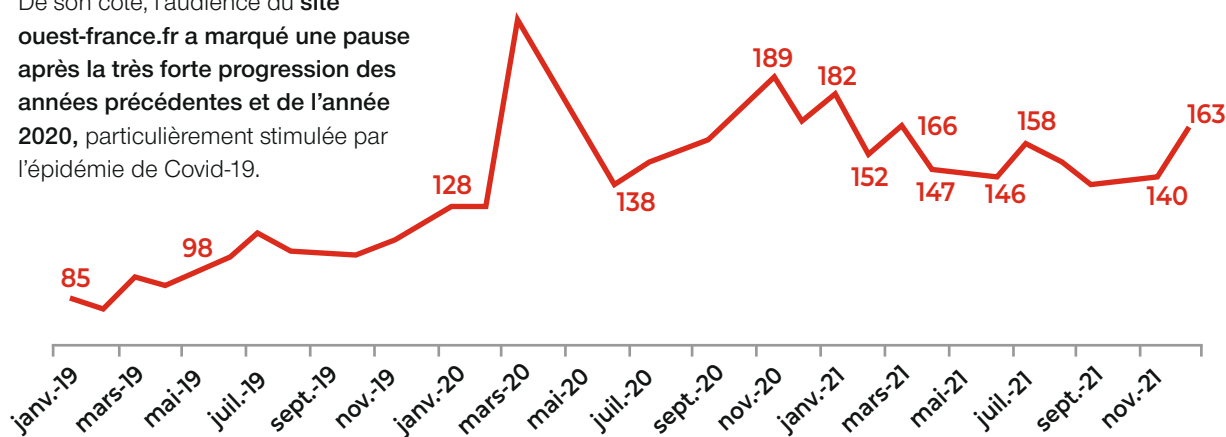
“ **Les abonnements numériques se sont développés de 30 % en 2021.** ”

Ouest-France est le premier quotidien payant de France avec une diffusion de **641 000 exemplaires par jour** en 2021. Malgré le recul des ventes au numéro, la diffusion individuelle payée du journal a été quasi-stable (**- 0,1 %**) en 2021 grâce au développement des abonnements numériques (+ 30 %).

Diffusion quotidienne moyenne du journal Ouest-France en 2021 (source : ACPM) :

ouest france	Moye. fin 12/2021	Var. n-1	%
Vente fidélisée papier	402 681	- 12 256	- 3,0 %
Versions numériques ind.	88 711	+ 20 647	+ 30 %
Vente au numéro papier	96 705	- 8 906	- 8,3 %
Diffusion individuelle payée	590 097	- 515	- 0,1 %
Ventes diverses	39 077	+ 9 345	+ 3,1 %
Gratuits	12 022	- 603	- 5 %
Diffusion ACPM totale	641 196	+ 8 228	+ 1,3 %

De son côté, l'audience du **site ouest-france.fr** a marqué une pause après la très forte progression des années précédentes et de l'année 2020, particulièrement stimulée par l'épidémie de Covid-19.



* Source : l'étude OneNextGlobal de 2021 classe Ouest-France en 4^e position des marques de médias en France avec 21 363 000 personnes touchées au cours des 30 derniers jours (papier et numérique). Ce chiffre était de 21 638 000 personnes en 2020.

Top 10 des sites d'Actus et d'Information Généraliste

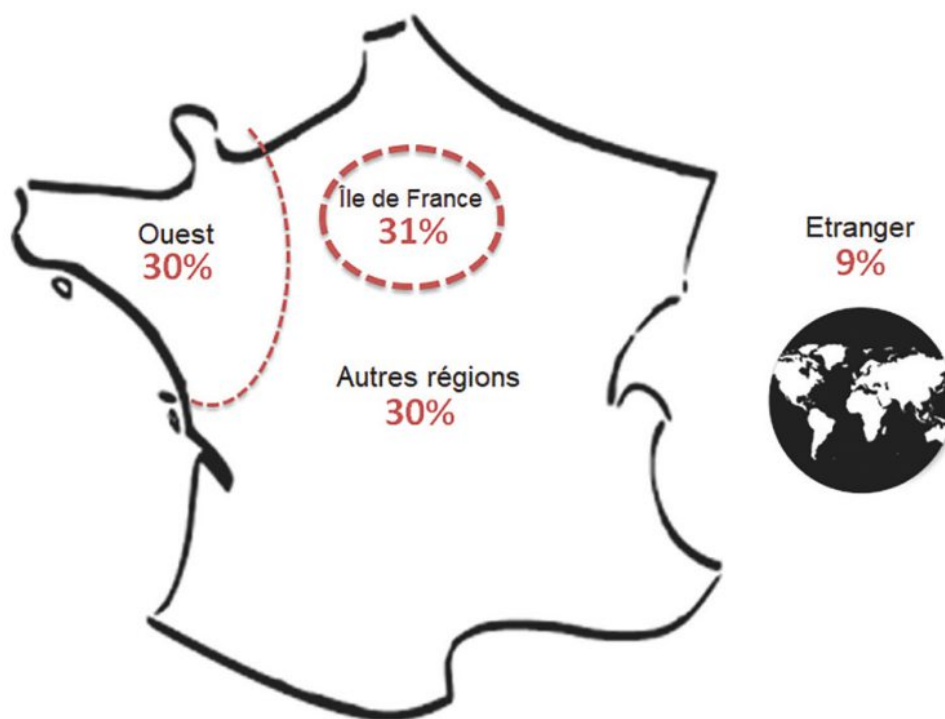


Rang	Sites	Visites sur l'année 2021	Moyenne des visites par mois sur l'année 2021
1	Le Figaro.fr	1 820 573 673	151 714 473
2	Ouest-France.fr	1 677 527 599	139 793 967
3	Franceinfo.fr	1 652 823 765	137 735 314
4	BFMTV.com	1 541 878 412	128 489 868
5	Le Monde.fr	1 336 914 847	111 409 571
6	20 Minutes.fr	1 000 505 172	83 375 431
7	Le Parisien.fr	947 735 947	78 977 996
8	Actu.fr	933 965 215	77 830 435
9	LaDepeche.fr	629 448 924	52 454 077
10	Boursorama.com	534 368 486	44 530 707

Source ACPM - Année 2021.

L'audience numérique de Ouest-France a atteint en moyenne **140 millions de visites** mensuelles en 2021,

ce qui positionne le journal à la deuxième place des sites d'actualité et d'information généraliste français.

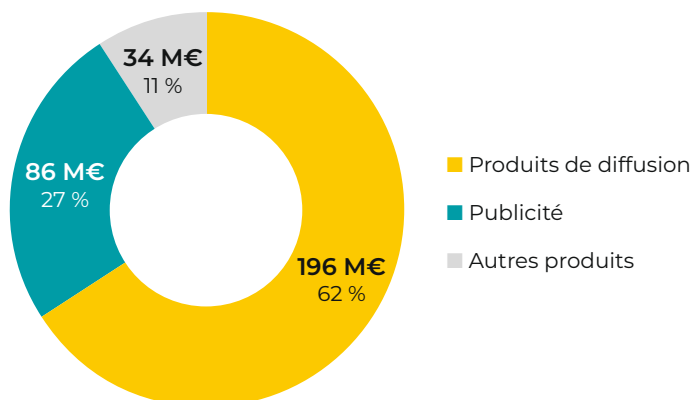


Le succès d'audience de la plateforme vient récompenser le travail de la rédaction et de l'ensemble des équipes qui entendent poursuivre cette dynamique en proposant aux lecteurs de nouveaux contenus numériques, services et formats éditoriaux - vidéos, podcasts, etc.

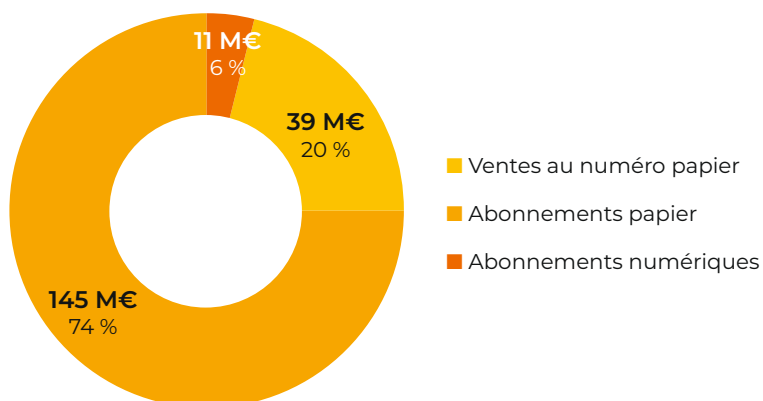
Ces performances d'audience permettent à Ouest-France de compter désormais 156 000 abonnés numériques et "papier et numérique" (soit + 15 % sur un an) qui profitent chaque jour d'une richesse éditoriale unique.

Le chiffre d'affaires de la société Ouest-France

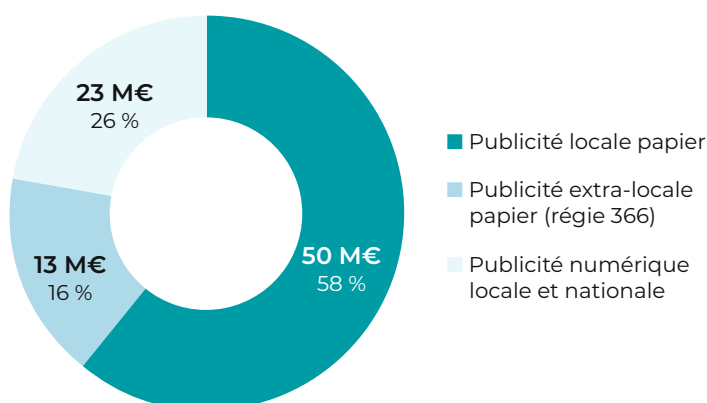
Le chiffre d'affaires de la société Ouest-France a atteint 316 millions d'euros en 2021 :



La vente de journaux et d'information qui peut se faire à l'unité (ventes en magasins), par abonnement, sous forme papier ou numérique, constitue la première source de revenus de Ouest-France. Elle a représenté **196 millions d'euros** en 2021 :



La publicité (papier ou numérique) constitue la deuxième source de revenus dans l'économie de Ouest-France. Le chiffre d'affaires publicitaire brut a atteint **86 millions d'euros** en 2021 :



Ouest-France observe, année après année, une progression forte de ses revenus de publicité numérique qui s'appuient sur la formidable dynamique d'audience du site ouest-france.fr et sur son double rayonnement, local et national.

Après une forte baisse en 2020, la publicité du journal papier a rebondi de 6 % en 2021.

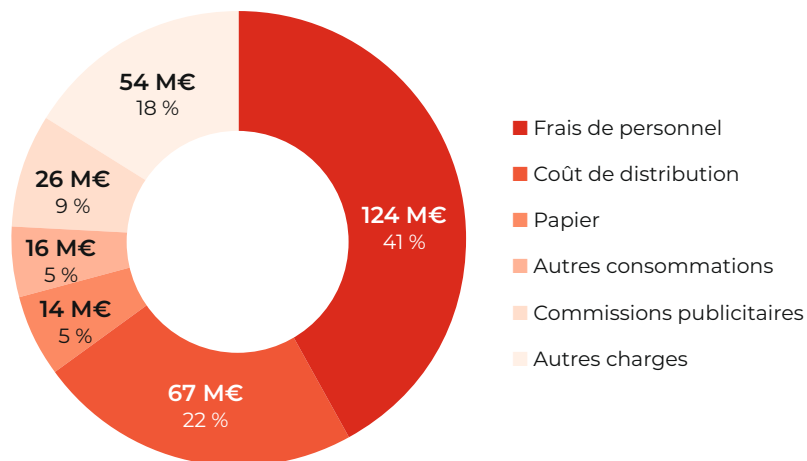
De son côté, la publicité extra-locale qui propose l'ensemble de l'offre de la Presse Quotidienne Régionale aux acteurs nationaux est restée dynamique.

Les charges d'exploitation et les résultats

Les charges d'exploitation de Ouest-France concernent par ordre d'importance décroissante :

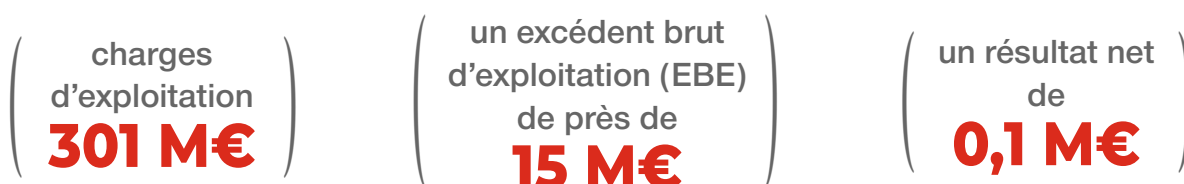
- Les frais de personnel
- Les coûts logistiques
- Le papier et les autres consommations industrielles (plaques, encres, etc.)
- Les commissions de la régie publicitaire
- Ainsi que d'autres charges diverses

Les charges **d'exploitation** (hors amortissements) ont représenté **301 millions d'euros** en 2021.



Cela représente une hausse de 15 millions d'euros vs 2020, dont 7 millions d'euros de frais de personnel,

3 millions d'euros de frais publicitaires et 5 millions d'euros de frais divers.



La hausse des coûts d'exploitation observée en 2021 (+ 15 millions d'euros) a été supérieure à la hausse du chiffre d'affaires (+ 10 millions d'euros).

En conséquence, **l'excédent brut d'exploitation (EBE) de près de 15 millions d'euros est en recul de 5 millions d'euros** par rapport à l'année précédente : ce niveau d'Excédent Brut d'Exploitation ne permet pas à Ouest-France de financer ses investissements estimés à 20 millions d'euros par an avec une priorité dans 3 domaines : l'informatique, l'industrie et les bureaux.

Avec les dotations aux amortissements et aux provisions, le **résultat d'exploitation** de Ouest-France ressort à **-5,4 millions d'euros**.

Après prise en compte du résultat financier, des autres produits et charges non opérationnels et de l'impôt sur les sociétés, le **résultat net** de la société Ouest-France s'établit à **0,1 million d'euros** pour l'exercice 2021.

Chiffre d'affaires	315,7 M€
Salaires, charges et taxes	124,2 M€
Autres charges d'exploitation	176,6 M€
Excédent brut d'exploitation	14,9 M€
Amortissements et provisions	-20,3 M€
Résultat d'exploitation	-5,4 M€
Résultat financier	-0,8 M€
Résultat exceptionnel	6,4 M€
Impôt sur les sociétés	-0,1 M€
Résultat net	0,1 M€

Les risques économiques, concurrentiels et informatiques

L'évolution du secteur d'activité et la stratégie de Ouest-France

Les journaux de presse d'information politique et générale sont aujourd'hui confrontés au bouleversement de leur chaîne de valeur et au déséquilibre de leur modèle économique : leurs **revenus de diffusion**, le premier pilier de revenus, sont en érosion significative en raison de la

dégradation du nombre de points de vente et de l'évolution des usages, sans que l'essor de la diffusion numérique ne parvienne pour l'instant à compenser totalement ces pertes en valeur.

L'évolution de la diffusion individuelle payée du **journal papier** entre 2011 et 2021 :

	2011	2021	% évolution en 10 ans
Ouest-France	710 000	501 000	- 29 %
Le Figaro	225 000	110 000	- 51 %
Le Monde	220 000	96 000	- 56 %

Le deuxième pilier historique de revenus, la **publicité papier**, subit une diminution structurelle depuis 15 ans. Entre 2006 et 2021, les investissements des annonceurs dans la presse papier sont passés de 4,9 à 1,8 milliards d'euros.

De son côté, la **publicité en ligne** se développe

fortement. Elle représente 64 % du marché publicitaire mondial – contre 52 % en 2019 – et 59 % du marché français en 2021, selon Magna / IPG Mediabrands. Mais la valeur et la croissance de la publicité digitale sont essentiellement captées par les géants mondiaux du numérique (Google, Facebook et Amazon).



Les entreprises de presse d'information politique et générale sont confrontées aux deux phénomènes suivants :

- La puissance technologique ("advertising", "data", outils de mesure, expertise) et d'audience inégalable des grandes plateformes numériques (réseaux sociaux et moteurs de recherche) leur permet de capter **86 % du marché de la publicité en ligne en Europe¹** auprès d'annonceurs souvent captifs.
- Le marché publicitaire numérique fait intervenir un nombre significatif d'acteurs intermédiaires dans les domaines technologiques et de traitement de données dont les rémunérations en cascade obèrent le revenu revenant aux médias et aux sites internet et applications mobiles de la presse d'information politique et générale.

En parallèle, pour assurer leur mutation numérique, les entreprises de presse doivent investir en continu et à des niveaux soutenus.

Face à ce constat, la stratégie de Ouest-France et l'orientation des actions pour les quatre prochaines années (2022-2025) sont les suivantes :

1. Concentrer et accélérer les investissements afin de générer les résultats économiques suffisants pour pérenniser l'entreprise :

- Poursuivre sans relâche l'amélioration du journal papier (qualité du contenu, horaires).
- Développer les abonnements aux nouvelles offres numériques payantes grâce au développement de l'audience et de l'engagement, en utilisant au mieux la data collectée.
- Créer de nouvelles offres numériques et événementielles pour les entreprises et les collectivités.
- Accélérer la mise en marché de nouvelles offres de publicité print et numériques.
- Élaborer de nouveaux services aux associations grâce à l'évolution du service Infocale.
- Mettre en œuvre les technologies et les processus les plus efficaces pour être en mesure de rendre nos services d'information accessibles au plus grand nombre, en cohérence avec notre positionnement d'informateur populaire.
- Poursuivre la construction d'un écosystème d'information et de services capable de proposer une navigation fluide entre les différents sites du Groupe.
- Nouer des partenariats externes en vue d'enrichir l'écosystème avec des contenus et des services utiles pour des lecteurs et internautes.

2. Améliorer la variabilité des coûts :

- En matière d'impression : adapter les capacités d'impression à la baisse structurelle de la diffusion papier et optimiser les productions entre les imprimeries du Groupe.
- En matière de portage : faire évoluer le système d'information afin d'améliorer l'efficacité du dispositif de distribution et de réduire ses coûts.
- En matière de publicité : optimiser l'organisation de la fabrication de la publicité papier et numérique et proposer aux annonceurs des services d'achat de publicité en ligne.
- Concernant les autres coûts : poursuivre leur réduction au rythme de 3 % en deux ans (édition, pagination, locaux, effectifs, frais généraux...).

3. Adapter les méthodes et les organisations pour innover en continu dans le souci permanent du lecteur en mettant en œuvre :

- Une démarche de développement de la culture de l'innovation à travers un programme de formation aux méthodes de l'innovation « Déclic ».
- Une stratégie de gestion des ressources humaines qui renforce les compétences des collaborateurs et leur mobilité fonctionnelle.

(1) Étude du cabinet Magna Global.

Le risque informatique et de cyberattaque



© Marc Olivier, Ouest-France

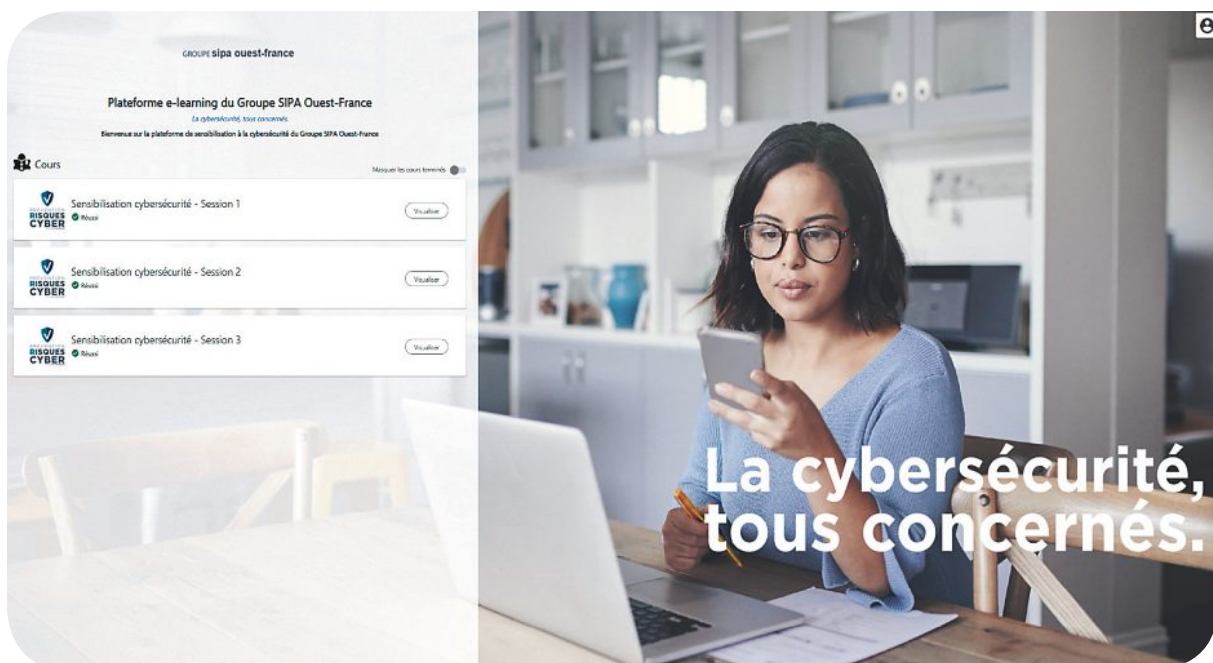
Pour bien protéger son système d'information, il est indispensable de bien le connaître et d'avoir conscience de ses vulnérabilités.

Dans cette optique, une analyse du risque basée sur la méthode EBIOS Risk-Manager a été réalisée en 2020 pour partager cette connaissance et définir la **feuille de route de l'entreprise pour les années 2021-2022**. Son objectif est d'élever au niveau maximum les remparts de protection et de les concevoir sans adhérence entre eux pour éviter tout effet domino. Une série de mesures ont d'ores et déjà été mises en œuvre pour atteindre cette cible :

- ▶ Afin d'assurer son pilotage et son déploiement, une direction du Groupe est dédiée à la Sécurité des Systèmes d'Information. Elle peut s'appuyer sur une filière Sécurité des Systèmes Informatiques interne, au plus près des équipes techniques et des directions métiers pour mettre en place les outils techniques et les campagnes de sensibilisation et d'information nécessaires à la protection face au risque cyber.
- ▶ Les filtres paramétrés sur les outils techniques de protection périmétrique ont été resserrés pour

une meilleure gestion des flux externes entrants et sortants. Les filtres paramétrés sur les serveurs de messagerie ont également été amplifiés.

- ▶ Des outils de protection en profondeur des postes clients et des serveurs ont été déployés. Ils permettent la surveillance et la détection des activités malveillantes et, dans certains cas, la remédiation. Un support externalisé supervise l'ensemble de cette activité en 24/7.
- ▶ Une analyse systématique du risque cyber a été intégrée dans :
 - La gouvernance des projets informatiques : elle permet de traiter le risque très en amont, dans la définition même du projet.
 - La relation contractuelle avec les partenaires du Groupe : un avenant dédié à la sécurité des systèmes d'information engage ces tiers dans un niveau d'exigence renforcé.
- ▶ Une campagne dite « Zéro-Trust » a été déployée pour sécuriser la connexion des utilisateurs grâce à une nouvelle politique de mot de passe et au



La plateforme e-learning du Groupe SIPA Ouest-France.

déploiement d'un double facteur d'authentification pour accéder à la suite Office365.

- Un programme de sensibilisation est proposé à l'ensemble des utilisateurs : les douze premiers modules reprennent les fondamentaux de « l'hygiène informatique » et sont accessibles en libre-service sur une plateforme de e-learning :

- le travail à distance
- le principe du bureau propre
- l'hameçonnage
- le piratage psychologique ou ingénierie sociale
- les mots de passe
- les appareils mobiles
- le courrier électronique
- le bon usage d'internet

- l'usurpation d'identité
- voyager en toute sécurité
- les réseaux sociaux
- la confidentialité sur le web

À fin décembre 2021, 61,7 % des collaborateurs de Ouest-France avaient suivi la première session.

Deux campagnes de tests « Phishing » ont renforcé cette sensibilisation face au risque majeur de l'hameçonnage. 90 % des attaques commencent par un email.

Enfin, un programme de communication est diffusé sur l'intranet Groupe Inventons Demain pour informer les utilisateurs de l'actualité cyber interne ou externe et pour diffuser des tutoriels.



Notre engagement de protection des données personnelles



“ La nécessité d'une mobilisation générale pour atteindre le meilleur niveau de conformité. ”

Une exigence partagée par tous

La protection des données personnelles constitue pour Ouest-France un engagement majeur et la conformité au RGPD une exigence essentielle.

Depuis 2018, Ouest-France a mis en place une organisation pour la protection des données qui s'appuie sur un « délégué à la protection des données » ou « DPO » désigné auprès de la CNIL pour l'ensemble des sociétés et filiales du Groupe.

Rattaché au Président du Directoire, le DPO veille, en toute indépendance, au respect de la réglementation sur les données personnelles et pilote la conformité. En ce sens, il informe et conseille les directions et filiales Ouest-France, sensibilise leurs salariés et vérifie la conformité des traitements de leurs données personnelles.

Pour assurer l'efficacité de son action, un budget propre et une équipe dédiée lui ont été affectés.

Le déploiement de l'organisation de la protection des données Ouest-France s'est opéré par la désignation progressive d'un réseau de correspondants du DPO, appelés « Référénts DPO » et « Relais Référénts DPO » au sein de l'ensemble des directions et des différentes filiales qui contribuent à la diffusion et au maintien des bonnes pratiques RGPD.

Aujourd'hui, l'organisation de la protection des données repose sur une gouvernance solide, pilotée par le DPO et impliquant la participation active des acteurs clés suivants :

Acteurs clés	Rôles
Plus d'une trentaine de référents DPO et de relais référents DPO	Ils assurent la remontée des sujets liés aux données personnelles et diffusent les bonnes pratiques au niveau des Directions
Les DSI et le RSSI Groupe	Ils apportent leur expertise sur les aspects liés à la sécurité des traitements de données
La Direction juridique du Groupe	Elle prend en charge avec le DPO la conformité juridique des traitements de données personnelles
Les chargés de mission	Ils accompagnent le DPO dans ses missions quotidiennes

Cette organisation traduit la volonté du Président du Directoire de Ouest-France et Directeur de la publication,

d'assurer « une mobilisation générale pour atteindre le meilleur niveau de conformité ».

Un suivi opérationnel de la conformité

Ouest-France a privilégié une prise en compte opérationnelle de la protection des données personnelles, organisée sur la base des huit activités types identifiées par la CNIL, à savoir :



Pour répondre aux exigences du RGPD, entré en application en mai 2018, Ouest-France a dans un premier temps concentré ses efforts sur la réalisation d'un plan de mise en conformité de ses traitements de données personnelles.

Désormais, la plupart des actions de Ouest-France portent sur le maintien de la conformité des traitements de données personnelles, dans un contexte législatif, réglementaire et technique très évolutif et contraignant (Directives CNIL, fin des cookies tiers, transferts de données hors de l'Union européenne, etc.).

Ouest-France a par exemple :

- Renforcé l'organisation et revu sa procédure de réponse aux demandes de « droit à l'oubli » de personnes citées dans des articles ou apparaissant dans des photos diffusées sur ouest-france.fr. La rédaction s'attache pour chaque demande à opérer une mise en balance des intérêts entre les droits fondamentaux au respect de la vie privée et à la protection des données à caractère personnel, d'une part, et le droit fondamental à la liberté d'information, d'autre part.
- Intégré les enjeux RGPD dans les fiches projet, permettant aux équipes métier de recueillir l'avis

du DPO et de prendre en compte les mesures de protection des données dès la phase de conception des projets.

- Associé le DPO au séminaire de rentrée de la direction, afin de diffuser au sein des directions le bilan des actions menées, les problématiques et les orientations à prendre vis-à-vis de la protection des données.

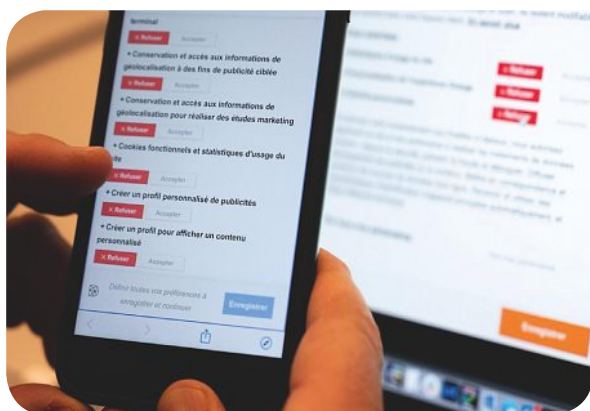
Le DPO présente chaque année le bilan des actions réalisées et adresse ses recommandations aux instances représentatives et opérationnelles, aux responsables de traitements et aux référents DPO.

En 2021, Ouest-France a construit son propre outil d'auto-évaluation du niveau de maturité en gestion de la protection des données, sur le modèle de la CNIL.

Cette auto-évaluation a permis de confirmer, par activité type, l'atteinte d'un certain niveau de connaissance, de compétence et de maturité sur la conformité au RGPD, selon les critères de la CNIL, et d'identifier les points à améliorer, intégrés au plan d'action 2022.

L'objectif de Ouest-France est d'atteindre, pour chacune de ces huit activités, un processus dit « contrôlé ». Cette auto-évaluation sera réévaluée en 2022.

2021, une année marquante pour les cookies



© Lucie Weiger, Ouest-France.

L'année 2021 a été particulièrement marquée par :

- Un durcissement de la réglementation applicable aux dépôts de cookies (recommandations CNIL du 17 septembre 2020 à prendre en compte au plus tard le 31 mars 2021) et des actions fortes de la CNIL dans ce domaine (condamnations multiples de sociétés françaises et américaines et envois de nombreuses mises en demeure).
- Les conséquences de la décision de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) du 16 juillet 2020 invalidant la décision d'adéquation du Privacy Shield, sur lequel les entreprises se fondaient pour légitimer le transfert de données personnelles vers les États-Unis.

Dans ce contexte, Ouest-France a réalisé d'importantes modifications de ses sites internet et applications pour la mise en conformité de ses CMP (plateformes de gestion des consentements aux cookies), de ses politiques de cookies et de ses documents juridiques.

Des propositions sont également à l'étude pour optimiser le suivi de la conformité des nombreux partenaires intervenant dans le cadre des opérations de publicité ciblée.

L'abandon de Google Analytics

Conscient des risques de transferts de données illicites vers les États-Unis résultant du recours à l'outil de mesure d'audience Google Analytics, Ouest-France a pris l'importante décision de cesser son utilisation pour l'ensemble de ses sites en le remplaçant par un outil de

mesure d'audience vérifié et exempté de consentement par la CNIL.

Cette décision marque la volonté de Ouest-France de positionner la protection des données personnelles de ses lecteurs au cœur de ses exigences.

Près de
60
fenêtres
de consentement
mises à jour

Plus de
6
mois
de travail

Plus de
140
sites internet
vérifiés et suivis

“ La volonté du Groupe de positionner la protection des données personnelles de ses lecteurs au cœur de ses valeurs. ”

La loyauté des pratiques



Les relations avec des intervenants extérieurs peuvent recouvrir un risque de corruption ou de déloyauté. Ouest-France s'interdit de recourir à toute pratique qui ne serait pas conforme aux normes légales, françaises ou européennes.

Pour ce faire, le Groupe SIPA s'appuie notamment sur :

- Une procédure d'engagement financier et de contrôle interne qui constitue des mesures efficaces pour éviter les escroqueries et les détournements.
- La loi dite « Sapin II » du 9 décembre 2016 qui a doté la France d'un dispositif de lutte contre la corruption. Cette loi prévoit une obligation, pour les Sociétés ou Groupes d'une certaine taille, de mettre en place des mesures de détection et de prévention des faits de corruption ou de trafic d'influence (article 17).

Fin 2018, le Groupe SIPA Ouest-France a mis en place, avec l'appui du Cabinet Fidal, un groupe de travail ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif anticorruption conforme aux prescriptions de la loi et aux exigences inhérentes au Groupe. Il a pris plusieurs mesures telles que :

- L'organisation de réunions d'information et de sensibilisation des membres du Codir et des mandataires sociaux du Groupe aux faits de corruption ou de trafic d'influence.
- L'animation :
 - De trois ateliers comprenant une formation suivie d'un "workshop" destinée à identifier les risques majeurs de corruption ou de trafic d'influence. Les cadres dirigeants et certains salariés exposés des filiales du Groupe ont été conviés à ces ateliers.

“ **Ouest-France s'interdit de recourir à toute pratique qui ne serait pas conforme aux normes légales, françaises ou européennes.** ”

- D'un atelier de formation et d'auto-évaluation des équipes de la rédaction afin d'identifier et d'évaluer les risques d'exposition aux faits de corruption attachés aux activités journalistiques.
- de réunions avec le groupe de travail pour la conception de la cartographie des risques.

Suite à ces réunions et ateliers, plusieurs risques majeurs d'exposition du Groupe SIPA Ouest-France aux faits de corruption ou de trafic d'influence ont été identifiés et une analyse des causes et des conséquences a été effectuée au travers d'une cartographie détaillée des risques d'exposition aux faits de corruption.

La survenance de la crise sanitaire ayant retardé le déploiement complet du processus, il reste désormais à assurer sa mise en œuvre avec :

- Un code de Conduite Anticorruption annexé à tous les règlements intérieurs.
- La procédure relative au dispositif d'alerte professionnelle.
- Le règlement intérieur du Comité "Anticorruption" du Groupe.

NOTRE RESPONSABILITÉ SOCIALE



L'entreprise est exposée à plusieurs risques sociaux qu'elle entend prévenir grâce à une politique et un dialogue social riches et réguliers. Ces risques concernent plusieurs domaines :

Le risque de grève

Un arrêt de travail collectif peut interrompre la parution du journal, ce qui empêche la diffusion d'informations quotidiennes parfois essentielles (avis d'obsèques, actualités majeures par exemple) et fragilise l'économie de l'entreprise. Pour pallier ce risque et préserver un cadre de travail épanouissant pour les salariés, la société entretient un dialogue social permanent avec les Institutions Représentatives du Personnel.

Les interventions extérieures

Certains événements extérieurs à l'entreprise peuvent mettre en péril la diffusion du journal et de l'information (exemples : blocages d'imprimeries, actions terroristes). Ouest-France met tout en œuvre pour minimiser ce risque en lien avec les autorités autant que de besoin.

Le risque de pandémie

Les années 2020 et 2021 ont parfaitement illustré les conséquences d'une pandémie pour les salariés de l'entreprise, pour la chaîne de production du journal et son économie. La généralisation du télétravail, le déploiement accéléré d'outils collaboratifs, la mise en œuvre stricte du protocole sanitaire national et l'adaptation de l'outil de production ont permis de protéger les salariés de l'entreprise et de maintenir la parution et la distribution du journal.

Le risque de discrimination

Afin de prévenir ce risque qui peut concerner toutes les entreprises, Ouest-France met en place des actions de prévention, notamment auprès des recruteurs, populations les plus susceptibles de s'y trouver confrontées.

L'accompagnement au changement

Les mutations que vit le secteur des médias entraînent depuis plusieurs années des changements de fond dans les organisations de travail et les activités. Cette évolution appelle une vigilance particulière quant à l'accompagnement des salariés de Ouest-France.

Politique sociale de l'entreprise



La politique sociale de Ouest-France se construit dans un environnement économique, social et technologique fortement et durablement évolutif :

- ▶ Une proposition éditoriale, appuyée sur une stratégie numérique ambitieuse qui ouvre des perspectives de développement et d'évolution de notre modèle économique tout en confortant le journal.
- ▶ Un contexte de transformation de l'entreprise qui se traduit par des évolutions d'organisations, une évolution des métiers et des compétences.
- ▶ La nécessité de s'appuyer sur des compétences requises identifiées, à partir d'une évaluation des besoins d'activité précisés.
- ▶ Des effectifs importants proches du départ en retraite.
- ▶ Une politique de l'alternance à parfaire.
- ▶ Des risques de santé au travail, accentués par un contexte de transformation et qui justifient une démarche de prévention.
- ▶ Un équilibre à trouver entre les ressources permanentes et ponctuelles.
- ▶ L'expérience du télétravail.

Dans ce contexte, la politique sociale de l'entreprise s'articule autour de l'enjeu clé suivant : disposer des compétences utiles à nos besoins d'activité grâce à une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences (GPEC) et une politique de recrutement active.

“ La politique sociale de Ouest-France se construit dans un environnement économique, social et technologique fortement et durablement évolutif ”

Cet objectif se traduit dans les faits par une anticipation des départs en retraite et des embauches en CDI notamment dans les rédactions (120 embauches en 2021-2023), la création de nouveaux emplois et de nouvelles compétences (plan Elan numérique qui se traduit par 26 créations de postes), une politique volontariste en matière d'alternance (plus de 6,5 % des effectifs en moyenne depuis 2015) et compte tenu de ce contexte de transformation, une politique de prévention des risques psychosociaux en ligne avec les dispositions réglementaires.

L'entreprise attache également une importance à la formation qui concerne tous les métiers de l'entreprise, et ce quel que soit l'âge du collaborateur. Elle permet de mettre à niveau de manière régulière le personnel.



Les chiffres clés 2021

L'effectif total

1 615
salariés
(+ 3 % vs 2020)
dont **1 377** CDI
et **238** CDD

44,7 %
de femmes*
(44,1 % en 2020)

55,3 %
d'hommes*
(55,9 % en 2020)

Effectif moyen mensuel

1 593

Depuis 2018, l'entreprise a engagé un mouvement de réduction du nombre de salariés en CDD à la rédaction. Entre 2019 et 2021, 123 journalistes ont été embauchés en CDI dont 57 en 2021.

Répartition par catégories professionnelles*

619
journalistes
(+ 6,9 % vs 2020)
dont **46 %**
de femmes

426
cadres
(+ 7,6 % vs 2020)
dont **43 %**
de femmes

200
ouvriers
(- 9,5 % vs 2020)
dont **13 %**
de femmes

132
employés
(- 2,9 % vs 2020)
dont **91 %**
de femmes

L'âge moyen*

48 ans et 6 mois
(49 ans en 2020)

Journalistes : 46 ans - Cadres : 48,5 ans - Ouvriers et employés : 53 ans

Les embauches et départs

2 068
embauchés
dont **1 06** CDI
et **1 962** CDD

60
départs

L'absentéisme

16 941
jours d'absence
annuels
(- 15,2 % vs 2020)

Les rémunérations

78,4 millions €
masse salariale
annuelle

soit **+ 3,93 %**
entre 2020 et 2021

4 552 €
salaire mensuel brut
moyen permanent

4 880 €
pour les hommes
4 116 €
pour les femmes

* Effectif total en CDI. Tous les effectifs sont exprimés au 31 décembre 2021.

Pour plus de détails, les tableaux et graphiques sont annexés en fin de rapport.

Actions et engagements sociaux

Organisation du travail

Une charte des ressources humaines

“**Réussir ensemble,
se réinventer,
être ambassadeur.**”

Au mois de novembre 2019, le Président de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste, a transmis la Charte des Valeurs portées par l'Association à l'ensemble des salariés du Groupe.

En résonnance avec ce socle fondateur, une charte des Ressources Humaines a été établie afin d'adapter la politique RH des sociétés du Groupe aux besoins de sa stratégie de transformation et autour d'un cap et de fondamentaux communs.

Cette charte, qui s'applique à tous les salariés de Ouest-France, fixe une trajectoire fondée sur trois objectifs



clés : «**réussir ensemble**», «**se réinventer**», «**être ambassadeur**». Elle décline également les principes et actions concrètes qui doivent présider aux relations humaines et de travail.

L'organisation du temps de travail

Quatre conventions collectives ont cours dans l'entreprise :

- Cadre de la presse quotidienne régionale
- Employé de la presse quotidienne régionale
- Journaliste
- Ouvrier de la presse quotidienne régionale

		Durée contractuelle	Nombre de jours de congés payés	Congé d'âge	RTT
Employé	< 50 ans	35 h/semaine	29		5
	< 55 ans			1	
	≥ 55 ans			2	
Ouvrier	< 50 ans	35 h/semaine	29		entre 3 et 9 selon le secteur
	< 55 ans			1	
	≥ 55 ans			2	
Cadre	< 50 ans	39 h/semaine	34		15
	< 55 ans			1	
	≥ 55 ans			2	
Journaliste	Ancienneté < 8 ans	39 h/semaine	32		22 j. si coef. < 163
					16 j. si coef. ≥ 163
	Ancienneté ≥ 8 ans		37		22 j. si coef. < 163
					16 j. si coef. ≥ 163

Charte des ressources humaines du Groupe SIPA OF

Des principes fondateurs

La politique des Ressources Humaines du groupe SIPA Ouest-France s'inscrit dans le plan de développement à dix ans **«Inventons Demain»**. Elle s'appuie sur les valeurs fondatrices du groupe incarnées par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste et dont chacun se doit d'être porteur.



Diversité & égalité des chances

Promouvoir la diversité

Une politique volontariste est menée pour renforcer la diversité dans les entreprises du Groupe.

L'accès des femmes aux postes de direction est un des objectifs prioritaires de la politique RH.

Dans tous les domaines de la politique RH Groupe, les décisions sont prises sans la moindre distinction de sexe, d'orientation sexuelle, de religion, de nationalité ou d'origine ethnique, de situation de handicap, d'orientation politique ou syndicale.

Garantir l'égalité des chances

La politique de promotion repose sur le mérite. Cette politique est un marqueur de l'équité et de la justice sociale.

Nos entreprises permettent aux salariés, par le développement de leurs compétences, d'occuper pleinement leur poste et/ou d'évoluer vers d'autres postes.

Un bon dosage est recherché entre les promotions internes et les recrutements extérieurs.



Dialogue & respect

Entretenir le dialogue

Le dialogue social avec les partenaires sociaux fait partie de l'ADN de notre Groupe.

Il permet à nos entreprises de s'adapter aux évolutions économiques et techniques sans en altérer la cohésion sociale.

Respecter les hommes et les femmes

Une politique des relations humaines se développe dans le respect mutuel de l'ensemble des salariés mais aussi des partenaires et personnes extérieures. L'acte fondateur d'une relation respectueuse démarre dès l'accueil réservé aux nouveaux embauchés.

Le respect s'étend aussi aux domaines de la santé et de la sécurité au travail qui nous concernent tous, et dont nous sommes acteurs.

La politique de protection des données personnelles développée par le Groupe s'applique pleinement aux données des salariés.



Solidarité, confiance & loyauté

Notre politique des ressources humaines s'inscrit dans un comportement social et environnemental responsable.

Être solidaire des hommes et des organisations

La solidarité s'exprime entre collaborateurs d'un même service, mais également entre les différents services, ainsi qu'entre les entreprises du Groupe.

Préserver la confiance

Des relations confiantes sont indispensables à la communauté de travail. Les actes essentiels des Ressources Humaines s'effectuent dans un souci de transparence.

La loyauté implique également que chacun soit transparent dans ses relations avec les autres. Elle nécessite enfin d'œuvrer pour la défense des intérêts de l'entreprise et du Groupe.

Le télétravail

© Philippe Renault, Ouest-France



Cette expérience a permis aux salariés et à l'entreprise d'expérimenter cette organisation de travail et d'identifier les conditions de mises en œuvre adaptées à l'entreprise et à ses métiers.

Tirant parti de ces enseignements, la direction et les organisations syndicales représentatives ont signé, le 27 juillet 2021, un accord d'entreprise relatif à la mise en place du télétravail régulier au sein de l'entreprise, sur une période d'un an.

Alors que des négociations relatives au télétravail avaient été engagées au sein de Ouest-France pour encadrer la pratique du télétravail régulier, la survenue de la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19 a nécessité la mise en place d'un télétravail exceptionnel à partir de mars 2020.

L'exercice du télétravail est actuellement ouvert jusqu'à six jours par mois dans la limite de deux jours par semaine maximum sur une même semaine, pour l'ensemble des salariés de l'entreprise. Une enquête sur le télétravail a été déployée pour en mesurer les effets.

Les règles de mobilité interne

Ouest-France fait application des règles de mobilité en vigueur dans le Groupe SIPA Ouest-France, formalisées au mois de novembre 2019 et mises à disposition des salariés sur l'intranet "Inventons Demain". Elles concernent l'évolution vers un autre poste ou un poste similaire dans une autre société du Groupe, associée ou non à une mobilité géographique. Ces règles concernent l'ensemble des collaborateurs en CDI.

Cette politique de mobilité interne vise à offrir aux collaborateurs des perspectives d'évolution afin d'enrichir leurs parcours professionnels. Elle doit également apporter des solutions pour les entreprises du Groupe et leurs salariés dans les adaptations nécessaires aux marchés et pour la prévention des conséquences des mutations économiques connues et à venir.

La direction et la rédaction de Ouest-France mettent aussi en œuvre chaque année un vaste plan de mutations destiné à maintenir la dynamique rédactionnelle, tant pour les journalistes eux-mêmes que pour les lecteurs. Les journalistes qui rejoignent la rédaction adhèrent



Chaque année, de 15 à 20 % de l'effectif total de la Rédaction est concerné par une mutation, soit 80 à 100 journalistes.



au principe de cette mobilité périodique. Le plan leur permet de changer de zone géographique au sein des 58 rédactions et agences et des 110 services qui les composent, mais aussi de fonction (localier, secrétaire de rédaction, reporters sportifs), ou encore de statut au sein de la hiérarchie de la rédaction (de localier à chef de rédaction, en passant par chef d'agence, de rédaction, d'édition, de service...). La mutation géographique ou fonctionnelle est aussi une source de promotion salariale.

L'application d'une nouvelle convention collective pour les ouvriers, employés, cadres de la PQR

Depuis 1^{er} janvier 2022, les ouvriers, employés et cadres de la presse quotidienne régionale (PQR) bénéficient d'une nouvelle convention collective : « **la convention collective nationale de la presse quotidienne et hebdomadaire en régions** ».

Cette nouvelle convention collective, en attente d'extension, a été signée le 9 août 2021 par les

organisations patronales et syndicales SPHR, SPQD, SPQR, FILPAC CGT.

L'élaboration de ce nouveau texte constitue une opportunité d'adapter aux réalités sociales et économiques actuelles, un socle social construit et pensé au 20^e siècle.

Relations sociales et organisation du dialogue social

Réunions des nouvelles instances représentatives du personnel et des commissions

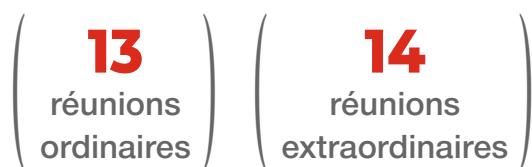
► Le Comité de Groupe

En 2021, les modalités de fonctionnement et le périmètre des sociétés représentées au sein du Comité de Groupe ont été ajustés conformément aux évolutions des structures du Groupe SIPA Ouest-France. Un nouvel accord unanime est venu entériner ces évolutions.

Au cours de l'année, quatre réunions se sont tenues. Divers sujets ont été abordés dont la formation des élus lors de la première année de prise de mandat, l'emploi, la GPEC, le télétravail, la comparaison des modèles sociaux, les mutualisations, les politiques commerciales et industrielles et la gouvernance.

► Le Comité social et économique

Le CSE a tenu 27 réunions en 2021 :



Les réunions extraordinaires du CSE portaient sur les thématiques suivantes :

- Information consultation :
 - sur le projet de rupture conventionnelle du contrat de travail du médecin du travail
 - sur le projet rédactions locales - SR Régions
 - sur le projet Sport 2021
- Présentation de l'outil de gestion des temps Kelio
- Présentation de l'outil de gestion des entretiens Poplee

- Présentation du rapport Syndex sur le fonctionnement et l'organisation de la DRH
- Adaptation des règles sanitaires dans le cadre de la Covid-19
- Avis sur le projet de déménagement provisoire dans un nouveau bâtiment des salariés de la Tour

Les représentants de proximité se sont également réunis une fois par mois, à l'exception du mois d'août, sur le site de La Chevrolière.

► Les commissions et comités

Plusieurs commissions ont permis de traiter de sujets spécifiques :

- La commission santé sécurité conditions de travail et ses sous-commissions
- La commission formation
- La commission égalité
- La commission rédaction
- La commission œuvres sociales
- La commission des marchés

Le comité restaurant s'est également réuni en 2021.

► Les réunions de négociation

En 2021, plusieurs thématiques ont fait l'objet de réunions de négociation avec les délégués syndicaux, sans nécessairement donner lieu à la signature d'un accord :

- NAO 2021 (cinq réunions)
- Égalité professionnelle (cinq réunions)
- Télétravail (trois réunions)
- Frais de santé (une réunion)

Bilan des accords collectifs et décisions unilatérales

Plusieurs thématiques ont fait l'objet d'un accord signé des organisations syndicales en 2021 (trois accords et un avenant signés) :

- 27 janvier : avenant à l'accord d'entreprise relatif au régime complémentaire frais de santé
- 22 mars : accord relatif aux services GA Calligramme (studio), Studio graphique et Suppléments
- 27 juillet : accord d'entreprise relatif à la mise en place du télétravail
- 8 décembre : accord plan de modernisation de l'outil industriel

Deux procès-verbaux de désaccord ont été signés sur les thématiques NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) et égalité femmes-hommes.

Des mesures unilatérales ont été mises en œuvre par la direction. Des décisions unilatérales ont également été mises en œuvre concernant le versement d'indemnités d'activité partielle complémentaire.

Enfin des négociations ont été engagées sur les thématiques suivantes :

- Gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP)
- Fonctionnement du CSE
- Restructuration des imprimeries de Ouest-France

En 2021, 143 personnes ont participé à des arrêts de travail, des débrayages ou mouvements de grève générant au total 163 jours non travaillés.

Santé et sécurité

Depuis le début de l'année 2021, le Service de Prévention et de Santé au Travail est rattaché à la société de moyens du Groupe, Intrasipa. Composée de deux infirmiers, un médecin du travail a rejoint l'équipe au mois de décembre, suivi d'une assistante à temps partiel en janvier 2022. Le Service de Prévention et de Santé au Travail assure le suivi d'environ 1 300 collaborateurs présents sur le site de Rennes, répartis au sein des entreprises Ouest-France, Edilarge, Intrasipa, Ouest-France Multimédia, Infomer et Publihebdos.

Au cours de l'année écoulée, la poursuite de la gestion de la crise sanitaire a mobilisé les infirmiers qui ont, entre autres :

- Contribué à la production de documentation en lien avec le service des ressources humaines
- Rendu des visites régulières dans des services où leur présence était nécessaire (rotatives, expéditions, rédaction, direction commerciale et marketing, direction logistique et distribution) afin de sensibiliser et accompagner les équipes sur site
- Informé sur les campagnes de vaccination contre le coronavirus et la participation à celles-ci, permises par l'arrivée d'un médecin du travail en fin d'année
- Suivi des situations de Covid-19 (cas et cas contact), dépisté des personnes symptomatiques et géré la logistique associée



En parallèle, les infirmiers ont continué à accueillir, soigner, écouter, prévenir les salariés, mais aussi alerter la hiérarchie - après accord des salariés concernés - dès que nécessaire. En cas d'absence de médecin référent chez des salariés de l'entreprise, l'équipe les oriente vers des professionnels de santé. Cette mission de conseil et d'orientation passe également par la diffusion d'informations relatives à la santé au travail. Le guide "*La prévention des troubles musculo squelettiques*" diffusé en 2021 auprès de tous les salariés du Groupe en est une illustration.

Dans le cadre de leur mission, l'équipe a participé à douze CSE, neuf CSSCT, deux visites d'inspection de la CSSCT, quatre sous-commissions de la CSSCT pour chacun des trois secteurs et deux enquêtes conduites par la CSSCT. Les personnels ont été associés à l'élaboration des plans de leur futur espace de travail qu'ils devraient investir fin 2022.

En 2021, le Service de Prévention et Santé au Travail a continué d'accompagner les salariés durant les différentes vagues de l'épidémie, en les recevant chaque fois que cela s'est avéré nécessaire. Les salariés se sont présentés pour les motifs suivants : traumatismes classiques (chutes, accidents de travail, accidents de trajet, plaies), symptômes en lien avec l'épidémie de coronavirus, souffrance morale, ...

Durant cette même période, les infirmiers du Service de Prévention et Santé au Travail ont avancé dans la modernisation du service, telle que prévue par la loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social



et à la sécurisation des parcours professionnels (dite loi El Khomri), en élaborant notamment des protocoles de délégations infirmiers.

Indépendants, les membres du Service de Prévention et de Santé au Travail sont aussi des interlocuteurs importants pour l'évolution des organisations.

Politique de santé et sécurité hors crise sanitaire

La direction de Ouest-France a engagé au début de l'année 2021 une démarche de prévention des risques accompagnée par un cabinet spécialisé ayant adhéré à la charte régionale de prévention des risques psychosociaux (RPS), le cabinet PENNEC.

Cette démarche a pour but d'évaluer les facteurs de risques existants afin de mettre en œuvre des plans d'action pertinents et adaptés.

Un comité de pilotage a été constitué afin de suivre cette démarche, intégrant des membres de la DRH, le Service de Prévention et Santé au Travail, le service social, et des partenaires sociaux.

La première étape du diagnostic a été réalisée avec l'organisation de près d'une quarantaine d'entretiens collectifs (focus groupe) regroupant 254 salariés volontaires de tous les secteurs de l'entreprise. Ces groupes, animés par le cabinet PENNEC, ont permis une large expression des salariés au plus près des réalités concrètes de travail en garantissant la confidentialité des échanges. Le 8 octobre 2021, le cabinet PENNEC a présenté un rapport intermédiaire d'évaluation des RPS pour la rédaction et les autres secteurs (hors industrie, DRH) devant le comité de pilotage. Le 14 décembre 2021, une synthèse des trois rapports a été présentée au CSE.

L'analyse des risques par le cabinet PENNEC a porté sur les points suivants :

- Les facteurs de risque et les situations problèmes repérées
- Comment « agir sur »
- Les pistes de travail identifiées et les préconisations
- Une synthèse par périmètre (« focus Groupe »)
- Les préconisations pour développer une démarche de prévention pro-active

Des groupes de travail « Risques psychosociaux », animés par le Cabinet PENNEC, ont ensuite été créés.

Ils sont composés de représentants de la direction des ressources humaines, de managers, de membres du Service de Santé au Travail et de représentants du personnel.

Trois objectifs ont été définis :

- Partager le diagnostic évaluatif et les préconisations du cabinet PENNEC
- Hiérarchiser les principaux facteurs de risques psychosociaux actifs
- Identifier les premières pistes d'action de prévention à conduire dès le second semestre 2022

Promotion de la pratique d'activités physiques et sportives

Depuis 75 ans, l'Union Amicale Sportive de Ouest-France (UASOF), association régie par la loi 1901, a pour but de promouvoir et organiser la pratique d'activités sportives, culturelles et de loisirs pour les salariés de Ouest-France. A ce jour, elle compte 21 sections sportives et culturelles et regroupent 1 600 adhérents.

Les 21 sections :

Sport : badminton, équitation, gymnastique, VTT, voile,

fitness, karting, 2 sections football, moto, ski, cross, tennis de table, cyclotourisme, golf, natation.

Culture et loisirs : bibliothèque, bricolage, musique, vidéo, retraités.

Afin de concourir au financement et au fonctionnement de l'UASOF, le CSE accorde chaque année une subvention au bureau de l'association qui la redistribue aux différentes sections.

Risques extérieurs

Ouest-France se doit de prendre des mesures nécessaires pour prévenir les risques extérieurs susceptibles de perturber son activité et ses organisations.

Pour ce faire, la sécurité des sites industriels, de Chantepie, Nantes, Angers ainsi que les Rédactions de Nantes et Rennes centre-ville est gérée soit en direct avec la présence sur site soit via l'intervention d'une société spécialisée qui a assuré en 2021 : 5 390 rondes, l'accueil de 2 131 livraisons et de 2 454 visiteurs. Plus de 1 500 badges ont été produits pour l'accès au site ou aux salles à accès limité.

L'équipe des agents intervient en urgence en cas de déclenchement d'une alarme incendie ou en cas d'intrusion. En 2021, 16 incidents d'urgence (alarme incendie, inondations, fuite de gaz...) pour Ouest-France ont eu lieu dont 5 interventions de secours à victime en dehors des heures d'ouverture du Service de Prévention et Santé au Travail. Par ailleurs, 2 interventions sur le site de Sofiouest et 4 interventions sur le site d'Additi ont eu lieu.

L'entreprise mène un vaste chantier de rénovation de ses locaux. L'accueil des prestataires extérieurs est cadré par la formalisation de permis-feu pour les travaux avec risque d'étincelles (96 permis-feu en 2021).

Les services prévention, bâtiment et achats ont élaboré 105 plans de prévention en vue de l'accueil de ces entreprises.

Le plan de sécurisation des sites se prolonge en relation avec les travaux et l'évolution des sites industriels dus à la modification de l'organisation de la fabrication.

Au niveau des bâtiments, un budget est consacré chaque année à des travaux d'amélioration des conditions de travail. En 2021, ce budget s'est élevé à 4,37 millions d'euros. Les principales opérations ont été les suivantes :

• À Rennes

Rénovation de la façade Nord, sécurisation des quais du stockage et des expéditions, rénovation de différents bureaux ;

• Dans les rédactions

Réaménagements et rénovation de bureaux à Caen, Nantes, Paris, transfert à Brest et Vannes des équipes dans de nouveaux locaux.

Chaque année un budget est également consacré aux achats des équipements de protection individuelle (EPI). En 2021, il s'est élevé à 61 000 € dont 62 % étaient consacrés à la protection contre le Covid-19 (38 000 €). En 2020, le montant s'était élevé à 661 000 € dont 638 000 € dédiés à la crise sanitaire et 30 000 € en 2019.

Accidentologie

En 2021, Ouest-France a décompté treize accidents de travail générant des arrêts de travail, soit un chiffre sensiblement identique à celui de 2020 et inférieur à l'année 2019 (20 accidents). L'année 2021 a également

été marquée par cinq accidents de trajet à l'origine d'un arrêt de travail. Ajoutons enfin qu'une demande de reconnaissance de maladies professionnelles a été validée cette année.

Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et formation

Démarche de GPEC

En 2018 puis en 2021, les partenaires sociaux se sont rencontrés pour rédiger un nouvel accord GPEC. Cet accord s'inscrit dans la continuité d'une démarche entamée en 2008 par la signature d'un premier accord à Ouest-France, accord renouvelé en 2014, après la signature d'un accord de branche en décembre 2011. Quatre réunions ont permis d'aborder les thématiques suivantes :

- Gestion prévisionnelle des emplois : outils permettant de référencer et suivre l'évolution des métiers.
- Les outils de la formation professionnelle, de la gestion de carrière et de la mobilité.
- La gestion des parcours professionnels spécifiques : « seniors », représentants du personnel.

En parallèle, plusieurs démarches ont été engagées :

- La mise en place d'outils d'analyse et de suivi : la cartographie des emplois donne une répartition des emplois par famille professionnelle et par métier. Pour chaque emploi, une fiche identifie la finalité de l'emploi, ses missions principales et les compétences nécessaires pour l'exercer. Pour chaque famille professionnelle, un livret d'analyse prospective, mis à jour annuellement en lien avec la stratégie de l'entreprise, donne une vision globale de l'évolution des métiers à trois ans.
- La mise en œuvre d'un processus itératif de mise à jour et d'évolution des fiches emploi.
- L'évolution du dispositif d'entretiens professionnels et annuels.

Formation



© Philippe Renault, Ouest-France

Ouest-France considère la formation comme un élément essentiel de la politique de ressources humaines ; aussi l'entreprise continue à investir dans ce domaine.

En 2020, compte tenu du contexte de confinement et du manque de recul sur les formations à distance, de nombreuses sessions de formation avaient été reportées.

En 2021, l'accompagnement des salariés par la formation est revenu au niveau de celui d'avant la crise Covid-19. Le format des formations proposées s'est diversifié : présentiel, e-learning, classes virtuelles.

Pour accompagner les salariés dans la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise, trois axes prioritaires de formation ont été déclinés : l'axe transformation - innovation - digital, l'axe management et l'axe spécificités et expertise métier.

17 790
heures totales
de formation

11,02
heures de formation
par salarié

Égalité professionnelle

Égalité entre les femmes et les hommes

En avril 2010, un accord de branche sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les entreprises de la presse quotidienne régionale a été signé au niveau du Syndicat National de la Presse Quotidienne Régionale (SPQR). Il s'applique donc à Ouest-France et constitue le texte de référence en matière d'égalité femmes/hommes.

En application de cet accord de branche, un premier accord d'entreprise a été signé le 29 septembre 2011 à Ouest-France. Le dernier accord date de 2016. La négociation d'un nouvel accord initiée fin 2019, a été repris en 2021 après une suspension liée au contexte sanitaire. Un plan d'action unilatéral a été mis en œuvre. La négociation d'un nouvel accord est revue en 2022.

Parmi les thèmes de négociation listés dans le Code du travail, les partenaires sociaux en ont retenu cinq pour lesquels des engagements ont été pris :

- La mixité dans l'emploi
- La rémunération
- La promotion professionnelle
- La formation
- L'articulation entre l'activité professionnelle et l'exercice de la responsabilité familiale

La réunion annuelle de la commission égalité professionnelle assure le suivi de l'accord.



© Philippe Renault, Ouest-France

En matière de rémunération, la Direction s'est engagée à étudier chaque situation qui lui serait signalée, au regard de la fiche d'emploi, du parcours des salariés dans l'entreprise et, à contraintes professionnelles équivalentes, à accorder immédiatement un rattrapage salarial aux femmes et aux hommes pour lesquels, à parcours équivalent, un écart serait avéré et non justifié.

À cet égard, l'index de l'égalité femmes/hommes calculé sur les données 2021 montre que des mesures d'augmentation et de promotion favorables aux femmes ont bien été engagées pour résorber l'écart salarial entre les femmes et les hommes.

Index égalité femmes-hommes

Les indicateurs	Notes	Commentaires
1 - Indicateur d'écart de rémunération	37/40	Un écart de rémunération est constaté en faveur des hommes
2 - Indicateur d'écart de répartition des augmentations individuelles	20/20	Un écart d'augmentation est constaté en faveur des femmes
3 - Indicateur d'écart de répartition des promotions	15/15	Un écart de promotion est constaté en faveur des femmes
4 - Nombre de salariés ayant bénéficié d'une augmentation dans l'année suivant leur retour de congé maternité	15/15	Les femmes ont été augmentées pendant ou à leur retour de congé de maternité dès lors que des augmentations sont intervenues pendant cette période
5 - Nombre de salariés du sexe sous-représenté parmi les 10 plus hautes rémunérations	5/10	Les femmes sont sous-représentées parmi les salariés les mieux rémunérés
TOTAL	92/100	

Politique de lutte contre le harcèlement et les agissements sexistes



La loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel prévoit la désignation d'un référent ou une référente harcèlement depuis le 1^{er} janvier 2019. Son rôle est d'orienter, d'informer et d'accompagner les salariés en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes.

En lien avec la lutte contre la discrimination au travail basée sur le genre, ses missions peuvent notamment porter sur :

- La réalisation d'actions de sensibilisation et de formation auprès des salariés et du personnel encadrant.
- L'orientation des salariés vers les autorités compétentes.
- La mise en œuvre de procédures internes visant à favoriser le signalement et le traitement des situations de harcèlement sexuel ou d'agissements sexistes.
- La réalisation d'une enquête interne suite au signalement de faits de harcèlement sexuel dans l'entreprise.

À Ouest-France, les référents (Entreprise et CSE) travaillent en binôme et en concertation avec le Service de Prévention et Santé au Travail.

Actions réalisées par le Groupe :

- Élaboration de la notice d'information « Prévention du harcèlement sexuel » (prévue à l'article L. 1153-5 du code du travail). La communication de ce document a été faite par voie d'affichage et sur l'intranet de l'entreprise. Il a été également diffusé par courriel auprès des stagiaires et CDD d'été ainsi que des responsables de service pour une large diffusion auprès de l'ensemble des salariés.
- Élaboration d'une « Procédure interne de signalement et de traitement de faits de harcèlement sexuel et d'agissements sexistes à Ouest-France ».

Ces documents ont été élaborés conjointement avec le concours des Responsables Ressources Humaines et le service Relations Sociales et validés par la DRH.

Emploi et insertion des personnes handicapées

Sur la base de la stratégie définie par la Direction des Ressources Humaines, un référent handicap a été nommé en 2021 pour être garant et mettre en œuvre une politique handicap globale et volontariste couvrant le recrutement, l'intégration et le maintien dans l'emploi des salariés en situation de handicap. Il mène des actions en partenariat avec les acteurs internes et externes du champ du handicap, assiste les salariés, managers et Service de Prévention et Santé au Travail dans la démarche d'adaptation de poste, informe les salariés sur le statut RQTH et les aide à l'obtenir, déploie un plan

de communication et des actions auprès des salariés et des managers pour les sensibiliser sur le handicap et convaincre du bien-fondé de la démarche.

De nombreux aménagements ont été réalisés en lien avec le Service de Prévention et Santé au Travail. Ils concernent aussi bien des salariés en situation de handicap que des salariés qui pourraient le devenir. Ces aménagements concernent les horaires, les postes de travail, la mise à disposition d'équipements adaptés comme une voiture, un siège, une souris, des horaires de travail spécifiques ...

NOTRE RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE



Stratégie et engagements de l'entreprise en matière de développement durable

Les attentes de nos parties prenantes (abonnés, annonceurs, collaborateurs, candidats, fournisseurs...) sont grandissantes sur les sujets RSE. L'année 2021 a été marquée par la création d'un poste dédié à 100 % à la RSE afin de mener des projets à impacts positifs en interne et externe. Le recrutement d'une "cheffe de projets développement durable et engagement

Groupe" illustre la volonté du Groupe SIPA Ouest-France d'accélérer sur ces sujets de transformation de l'entreprise.

La stratégie de Ouest-France en matière de RSE s'articule autour de trois objectifs clés :

**Adopter une démarche
conforme à ses valeurs
et à son identité**

**Fédérer les salariés,
les lecteurs et nos partenaires
autour d'un objectif commun**

S'évaluer pour progresser

Cette stratégie s'appuie notamment sur les résultats d'un audit effectué sur l'ensemble des sites de Ouest-France.

Entre 2019 et 2021, dans la continuité des actions déjà engagées par Ouest-France de longue date (Labels Imprim'Vert, PEFC, actions de solidarité, partenaires de l'Economie Sociale et Solidaire...), l'entreprise a initié une pluralité de projets environnementaux très concrets (rubrique « Notre Planète », généralisation du tri sélectif et valorisation des masques, mise à disposition de vélos et VAE, constitution d'un réseau de référents internes...), afin de poser les fondations d'un projet plus ambitieux.

En cohérence avec les milliers d'articles consacrés à cette thématique dans le journal, ce projet s'intéresse à tous les domaines de l'entreprise. Huit thématiques couvrant toutes les dimensions de notre impact environnemental ont été sélectionnées : les sujets industriels, la distribution des journaux, la sobriété numérique, la gestion des déchets, la performance

énergétique des bâtiments, le transport et la mobilité des salariés, la communication interne pour mobiliser et sensibiliser les salariés, l'audit et les indicateurs pour se mesurer et progresser. En s'intéressant de près au cœur des activités de Ouest-France, cette démarche vise à diffuser une culture et un réflexe RSE dans la conduite des projets de l'entreprise.

Un plan d'action dans chacun de ces secteurs a été établi pour 2022. Le choix d'un horizon annuel est volontaire : il doit permettre à la fois de se fixer des objectifs prioritaires atteignables, de demeurer agiles dans un domaine qui ne cesse d'évoluer et d'accompagner au plus près les transformations de l'entreprise. Il sera mis à jour chaque année.

Cette année, un outil d'établissement de bilan carbone a été choisi pour aller plus loin dans le calcul des émissions de gaz à effet de serre de l'entreprise et identifier de nouveaux leviers d'actions pour progresser. Les annexes en fin de ce rapport en détaillent les résultats.

Une démarche commune avec les Groupes de la Presse Quotidienne Régionale et 366

En novembre 2020, 366, la régie nationale de la Presse Quotidienne Régionale, a mis en place un plan « IMPACT 2021 », auxquels Ouest-France, les Journaux de Loire et la Presse de la Manche participent. Avec la collaboration de la société Positive Workplace, ce diagnostic a pour objectif de soutenir et de renforcer les actions RSE mises en place dans les treize groupes français de la Presse Quotidienne Régionale. L'audit permet de consolider les bonnes pratiques, de les

partager et de progresser collectivement dans les engagements communs.

En 2022, plusieurs sociétés du Groupe, dont Ouest-France, se sont engagées dans une démarche de labellisation RSE avec ce même acteur. La prochaine étape est l'interrogation des parties prenantes (abonnés, salariés, fournisseurs) sur leur vision de la politique RSE menée par le Groupe SIPA Ouest-France.

Actions en faveur de la transition écologique et de la prévention de nos risques environnementaux

Prévention des risques environnementaux et des pollutions

Le site Ouest-France de Rennes est classé au titre de la législation ICPE et soumis à autorisation pour l'activité d'impression (rubrique 2450-3a). D'autres activités réalisées sur le site relèvent du régime de la déclaration, il s'agit :

- du stockage de liquides inflammables (rubrique 1432-2b)
- de la distribution de liquides inflammables (rubrique 1434-1b)
- du dépôt de papier (rubrique 1530-3)
- de l'installation de combustion (chaudières, rubrique 2910-a)
- de la charge d'accumulateurs (rubrique 2925)

Compte tenu des activités exercées, les principaux risques environnementaux sont l'incendie, la pollution accidentelle des eaux et la pollution accidentelle de l'air.

Concernant le risque incendie, les moyens préventifs et actions mises en place sont :

- le contrôle régulier des installations électriques
- le découpage en zone par des séparations coupe-feu
- les moyens de détection et d'extinction (détection précoce de fumées dans les TGBT (Tableau Général Basse Tension), réseaux Sprinkler, réserves incendie, RIA, etc.)
- la révision des 415 extincteurs
- les exercices d'évacuation

Aucun exercice d'évacuation n'a été réalisé en 2021.

Concernant les risques de pollution accidentelle des eaux, les moyens de prévention sont essentiellement constitués de systèmes de stockage des produits chimiques liquides avec rétention tant pour les matières premières utilisées dans le process d'impression que pour les déchets (nettoyage des rotatives).

Un système d'obturation du réseau d'eau pluviale est installé en sortie du site afin de contenir une éventuelle pollution.

Par ailleurs, tous les réservoirs enterrés contenant des liquides inflammables ou des déchets sont à double enveloppe et détection de fuite.

Le risque de pollution accidentelle de l'air est essentiellement lié au risque incendie. Par ailleurs, les installations de combustion (chaudières) et de production de froid (utilisant du gaz R134a) sont régulièrement contrôlées.

Le suivi des rejets dans l'air et dans l'eau est assuré grâce à des contrôles annuels des chaufferies (rejets dans l'air) et à un contrôle du flux de pollution rejetée dans le réseau d'assainissement de la ville de Rennes. Le réseau d'eaux usées est régulièrement nettoyé afin de garantir des bons résultats.

L'activité d'impression ne cause pas de rejets dans l'air du fait de l'absence de COV (Composés Organiques Volatils) dans la composition des encres (procédé coldset).

Les rejets dans le sol sont inexistantes et assurés par des cuves de stockage enterrées avec double enveloppe et détection de fuite (exemple : carburants véhicules, solvants de nettoyage des rotatives).

S'agissant de la prise en compte des nuisances sonores et de toute autre forme de pollution spécifique, Ouest-France est en conformité avec l'arrêté d'exploitation

qui fixe des niveaux de bruit maximum en limites de propriété, ainsi que des niveaux d'émergence. Tout nouveau projet industriel est étudié sous l'angle environnemental (déchets, nuisances sonores, rejets). Exemple : construction d'un local spécifique pour la turbine d'aspiration de l'installation de rognage à l'extérieur des bâtiments pour limiter les nuisances sonores à l'intérieur comme à l'extérieur.

Efficiences du dispositif industriel

En premier lieu, le dispositif industriel des quotidiens du Groupe SIPA a été modernisé avec le renouvellement des outils de production d'Angers (Wifag 2007), de

Nantes (Wifag 2011) et de Rennes (2 KBA 2016) qui ont permis l'arrêt de rotatives anciennes de type Nohab.

3 centres d'impression

Rennes Chantepie
La Chevrolière Nantes
Le Courrier de l'Ouest Angers



© Thomas Bregardis, Ouest-France



© Franck Dubray, Ouest-France



© Erwan Riou

En parallèle, d'autres optimisations ont été réalisées pour réduire les consommations liées à la production des journaux, avec notamment un travail sur les énergies, sur la gâche ou encore sur le recyclage de l'additif de mouillage depuis 2009. Autre chantier : la technique de traitement couleur « retrait des sous-couleurs » a permis

de réduire l'utilisation des encres primaires, de même que l'optimisation des réglages mécaniques pour limiter les pertes d'encre sur les rotatives. Au plan environnemental, ces évolutions ont été bénéfiques puisqu'elles ont permis une réduction importante :

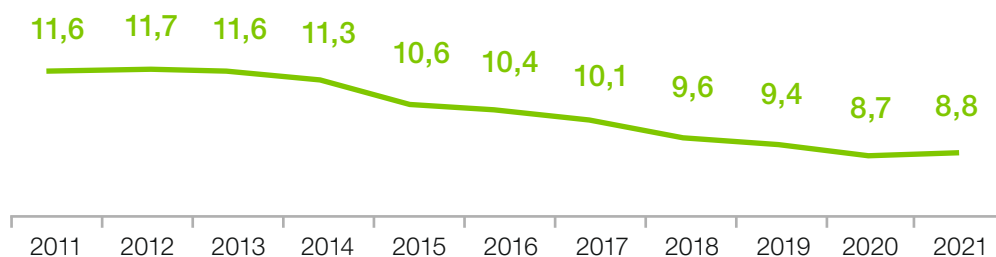
Des consommations d'énergie avec, par exemple, une forte baisse de la consommation d'électricité pour les deux sites industriels de Ouest-France (- 24 % entre 2011 et 2021).



Consommation d'électricité en GWh

Rennes Chantepie (35) + La Chevrolière (44)

-24 % en 10 ans



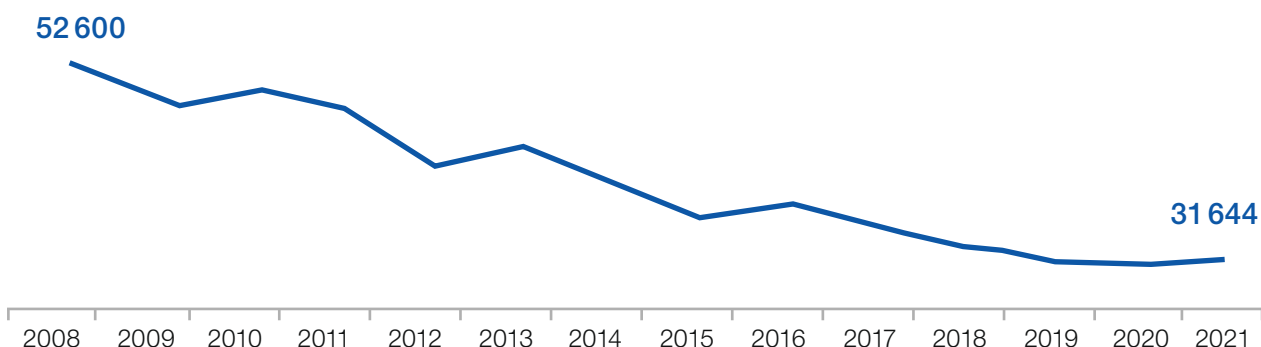
Des consommations de matière, pour le papier ou encore les plaques offset qui permettent l'impression du journal. La consommation de papier a ainsi baissé de 21 100 tonnes en 13 ans soit une diminution de - 40 %.



Tonnage papier consommé

Rennes Chantepie (35) + La Chevrolière (44)

-20 956 tonnes, soit -39,8 % vs 2008



Concernant le **papier journal**, plusieurs réformes ont été opérées pour en réduire la consommation ou l'impact environnemental :

- Recours à du papier issu de matière recyclée (82 % de fibres recyclées en moyenne) et approuvé PEFC.
- Diminution de l'épaisseur (passage d'un grammage de 45 à 42 g/m²).

- Baisse de la pagination et optimisation des éditions et des tirages.
- Passage de trois à un seul cahier d'annonces hebdomadaire, puis réintégration de ces pages dans le journal.
- Diminution du nombre de journaux papier gratuits.
- Baisse de 31 % de la diffusion papier sur cette même période.

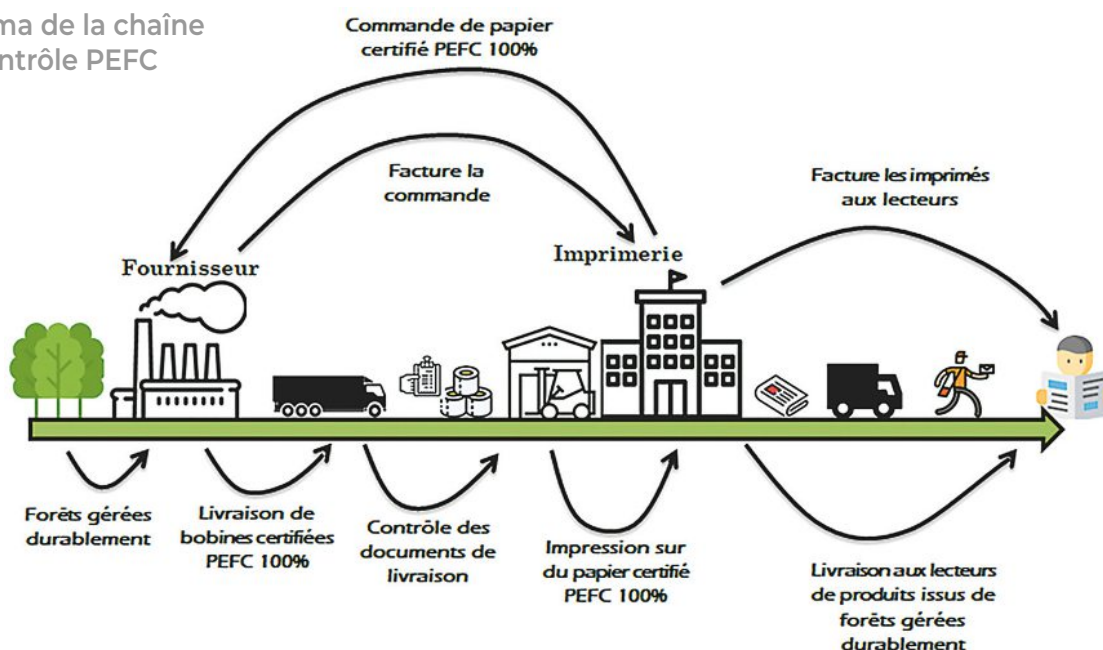
La certification PEFC

Ouest-France impose à ses fournisseurs de papier le respect de la certification PEFC lors de la fabrication du papier. En adhérant à ces certifications, les propriétaires forestiers s'engagent en faveur de la gestion durable de la forêt. Cette démarche doit permettre de produire davantage de bois tout en préservant mieux la biodiversité, ce qui doit assurer par exemple une récolte optimale des produits forestiers.

Le Groupe SIPA a obtenu en 2021 la certification

PEFC pour ses 5 sites d'impression et l'ensemble des grammages utilisés, ainsi que pour l'activité de commercialisation des hors-séries par Ouest-France. Pour chacun des sites, un responsable de chaîne de contrôle a été nommé ; ces derniers sont contrôlés par le bureau central situé au siège de Ouest-France. L'ensemble des salariés concernés par la chaîne de contrôle a été formé à cette certification PEFC.

Schéma de la chaîne de contrôle PEFC



La labellisation Imprim'vert®

Grâce à ces efforts continus, les sites de Chantepie et de La Chevrolière ont obtenu la labellisation Imprim'vert® depuis 2013 pour le premier et depuis 2017 pour le second.

Ce label accompagne et récompense depuis 1989 les entreprises mettant en place des actions pour diminuer l'impact sur l'environnement de leurs activités d'impression. 5 critères sont examinés :

1. L'élimination conforme des déchets dangereux
2. La sécurisation des stockages de liquides dangereux
3. La non-utilisation de produits toxiques
4. La sensibilisation environnementale du personnel
5. Le suivi des consommations énergétiques du site



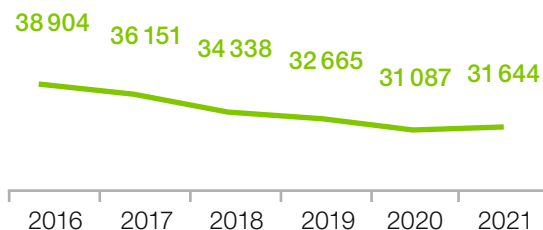
Thomas Bégardis, Ouest-France

L'évolution des consommations industrielles des sites d'impression

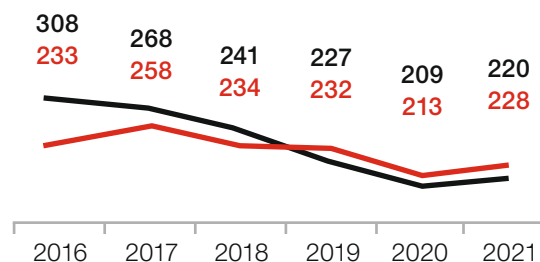
► Le recyclage des journaux et de la gâche papier



Papier journal consommé
(en tonnes)
-18,7 % en 5 ans



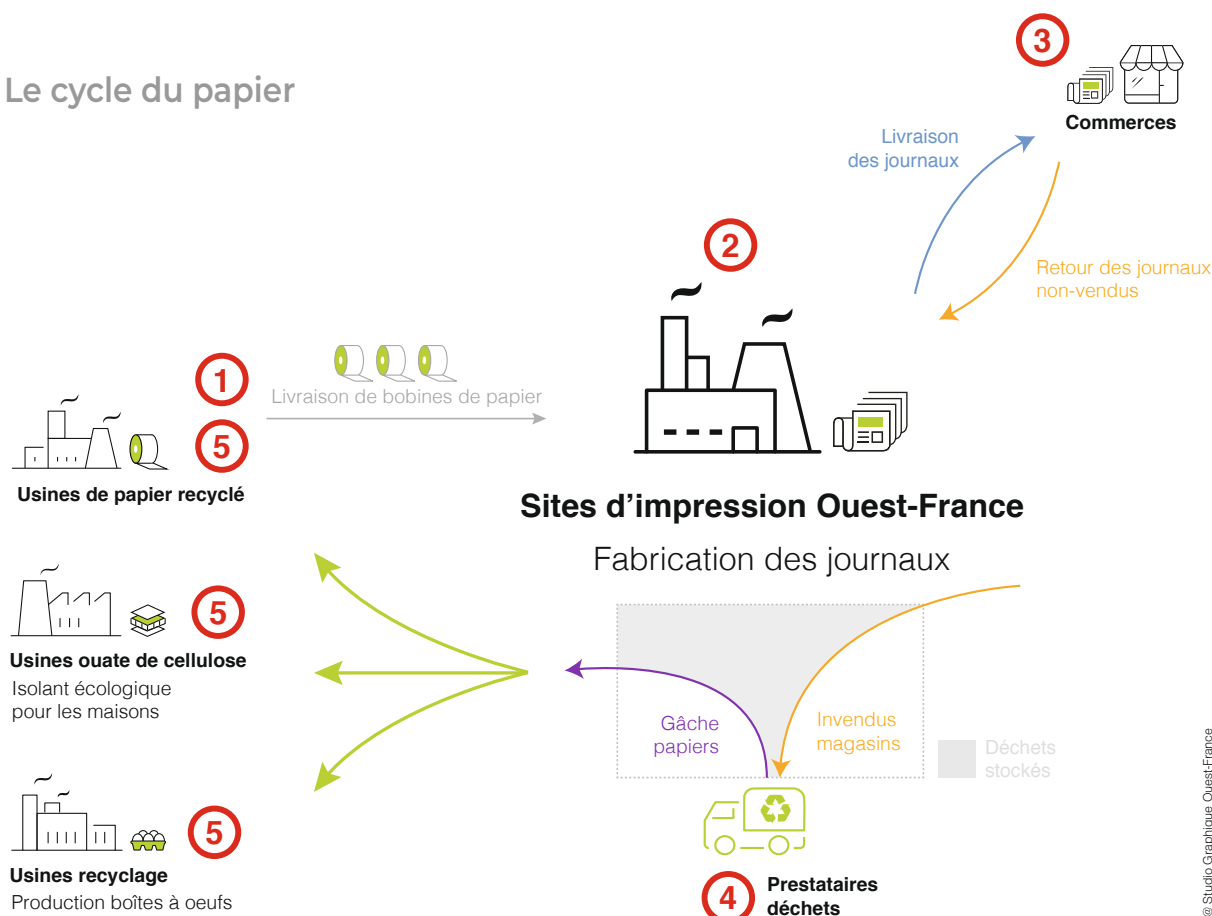
Encres consommées
(en tonnes : encre noir et encre couleur)
-17 % en 5 ans



Dans le cadre de l'appel d'offre déchets papier du dernier trimestre 2021, Ouest-France a fixé à ses candidats prestataires une exigence de recherche d'exutoires locaux ou régionaux afin de ne pas multiplier les kilomètres parcourus pour le retraitement des journaux invendus notamment. Suez et Veolia ont répondu présents sur ce critère en proposant trois exutoires régionaux. Les journaux Ouest-France sont

donc utilisés par des sociétés bretonnes et en Pays de la Loire pour produire de la ouate de cellulose, utilisée comme isolant écologique pour les habitations ainsi que pour la fabrication et la commercialisation d'emballages en cellulose moulée (comme des boîtes à œufs). S'agissant de la consommation d'encres, on note une hausse significative sur le site de La Chevrolière, liée au redémarrage d'une rotative en 2021.

Le cycle du papier



Par ailleurs, la société Suez a organisé le retraitement des déchets bobinots (bobine de papier de petites dimensions) en travaillant avec un Centre d'Aide par le Travail : cela va impliquer des recrutements puisque l'ensemble des bobinots seront regroupés dans la région rennaise pour être découpés et revendus. Concernant l'activité de production des hors-séries non

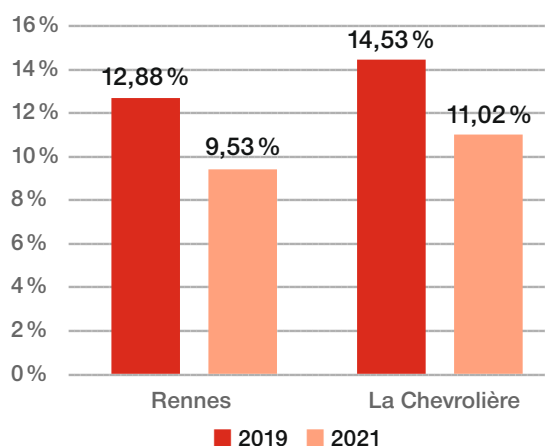
imprimés sur nos sites industriels, les imprimeurs avec lesquels Ouest-France travaille ont été fortement incités à utiliser des encres dites blanches ou « blue angel », dont la teneur en huiles minérales est très faible voire nulle. Cette mesure permet au dernier hors-série « Terre de Jardins » produit par la Rédaction, le respect des critères de recyclabilité CITEO (19T en 2021).



Taux de gâche

En juin 2021, une opération de réglage sur les machines du système de lavage a permis de diminuer les consommations de solvant et un travail d'amélioration continue est effectué sur le taux de gâche, ce qui permet de diminuer la consommation de papier.

La comparaison avec 2020 n'est pas représentative car les éditions ont été regroupées pendant près de quatre mois et le plan de tirage a été retrouvé en novembre 2020. Regrouper les éditions fait mathématiquement baisser le taux de gâche.



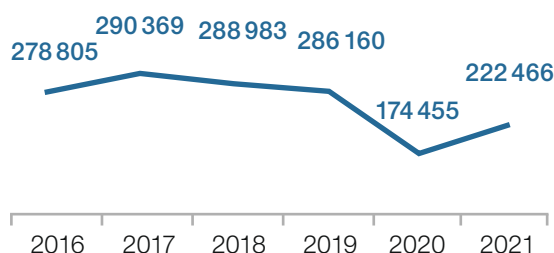
► Les plaques offset usagées

En raison de la crise sanitaire, le dispositif industriel avait été fortement redimensionné en 2020 avec, notamment, une rotative mise à l'arrêt pendant six mois sur le site de La Chevrolière. En conséquence, avec un retour à 41 éditions en 2021, on a observé une hausse de la consommation de plaques offset à hauteur de + 10 % à Rennes et de + 59 % à La Chevrolière.

Concernant la revente de plaques offset usagées, un trajet interne préexistant entre Cavan et Rennes permet de rapatrier les plaques depuis le site de Cavan* vers Rennes, selon une logique de reverse logistique, permettant ainsi de réduire les kilomètres parcourus.

Plaques offset consommées (en m²)

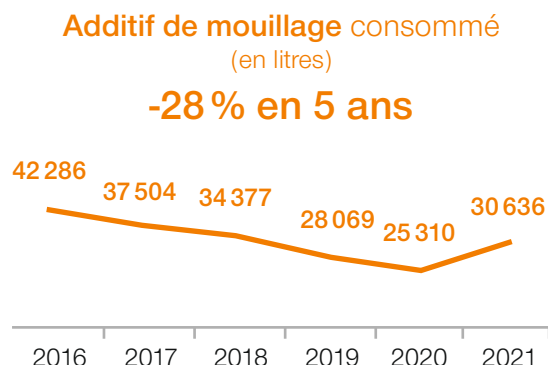
-20 % en 5 ans



* A Cavan, se situe une autre imprimerie du Groupe SIPA Ouest-France, appartenant au Groupe Publihebdos

► La consommation d'additif de mouillage

Si le site de Rennes affiche une baisse de 10% par rapport à 2020, nous observons en revanche une hausse de 76% sur le site de La Chevrolière en raison d'une panne sur le système permettant - en temps normal - le recyclage, donc la réutilisation, de la solution de mouillage.



Optimisation des implantations immobilières du journal

La stratégie poursuivie par le Groupe SIPA Ouest-France depuis 2010 a consisté à favoriser les rapprochements des équipes dans des immeubles communs. Les objectifs étant de favoriser les échanges, d'optimiser les surfaces d'occupation, de rationaliser les coûts et de réduire l'empreinte environnementale du Groupe. « Les mètres carrés les moins énergivores sont encore ceux que l'on ne loue pas, que l'on ne possède plus ».

Ces rapprochements ont concerné les équipes de la Rédaction, des ventes et de la publicité au sein d'un même titre et entre les journaux et filiales du Groupe :

- En 2020, l'ensemble du personnel rennais d'Additi, auparavant réparti sur plusieurs sites, a rejoint un nouvel immeuble construit au 10 rue du Breil à Rennes, siège de Ouest-France.
- En 2021, la rédaction Ouest-France de Falaise a mutualisé ses locaux avec Publihebdos.

Sur un plan strictement environnemental, ces rapprochements et les modernisations associées (isolation, LED..) sont vertueux : ils permettent de réduire les consommations d'électricité et de gaz du Groupe. Un plan directeur de rénovation de la partie tertiaire est mis en place. Il vise, au fur et à mesure des opérations de réaménagements, à améliorer l'isolation thermique du bâtiment administratif, en changeant les fenêtres

et en réalisant une isolation des murs. Cette opération a débuté, au siège de Ouest-France, dans le cadre du chantier de rénovation du plateau de la Rédaction, s'est poursuivie en 2018 par le plateau de la Direction Logistique et Distribution, puis en 2019 par le plateau de la Direction Commerciale et Marketing, ainsi que par la rénovation du rez-de-chaussée du bâtiment « tour » qui s'est achevée au premier semestre 2020. La rénovation des six étages du bâtiment «tour» et des locaux du service de Prévention et de Santé au Travail constituent la feuille de route 2022.

Ce plan prévoit également des évolutions des installations. Une pompe à chaleur a été installée en 2012, permettant la récupération de calories issues de nos activités pour les injecter dans les circuits de chauffage. A titre d'exemple : les salles serveurs informatiques dégagent beaucoup de chaleur, la pompe à chaleur participe à leur refroidissement et, en retour, récupère des calories qui servent au chauffage de l'eau pour les sanitaires. Le même principe est utilisé pour le refroidissement des rotatives. Cela a déjà conduit à une réduction de la consommation de gaz.

À terme, les installations tertiaires évolueront vers des équipements fonctionnant à basse température, permettant d'augmenter la plage d'utilisation de la pompe à chaleur.



La consommation de gaz a reculé de 21 % sur la même période. Les travaux de rénovation du siège ainsi que la pleine utilisation de la pompe à chaleur expliquent cette performance.

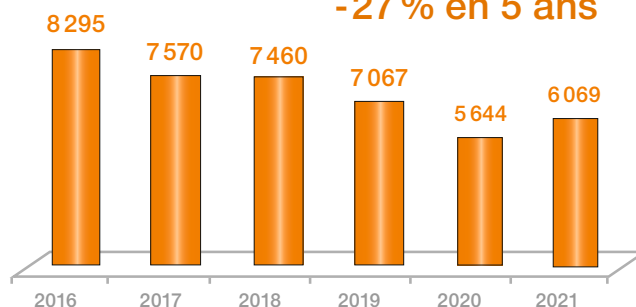
Un suivi très fin des consommations de gaz des sites de Rennes et de La Chevrolière (soit plus de 50 % des surfaces du Groupe SIPA Ouest-France) a été mis en place pour s'adapter aux conditions climatiques et éviter des dérives.

En effet, l'augmentation de la consommation de gaz à La Chevrolière est liée à une hausse du chauffage pendant la période froide, non régulée en sortie de cette période.

Note : ce périmètre inclut la consommation de gaz du restaurant d'entreprise.

Gaz consommé (en MWh)

-27 % en 5 ans

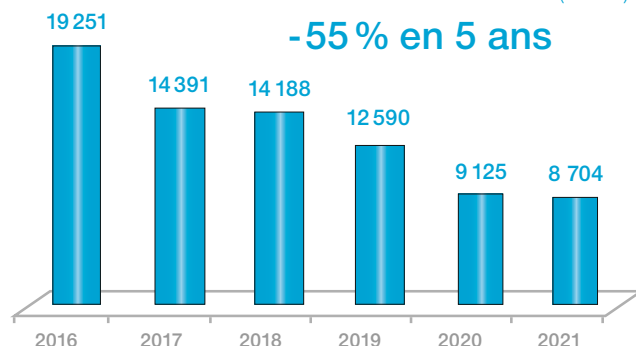


La consommation totale d'eau pour Ouest-France - comprenant le siège de Rennes, le centre d'impression de La Chevrolière et les Rédactions et sites extérieurs - est passée de 19 251 mètres cubes en 2016 à 8 704 mètres cubes en 2021 soit une diminution de 55 % en cinq ans. L'eau utilisée par Ouest-France provient exclusivement du réseau d'eau de la ville. Ouest-France n'est soumise à aucune contrainte particulière d'approvisionnement en eau.

Les données proviennent des factures d'eau et se recoupent avec le suivi réalisé par le service bâtiments. Concernant les rédactions extérieures, une partie de la consommation ne peut être chiffrée en raison de son intégration dans les charges des bâtiments en location. Notons que le développement du télétravail depuis 2020 vient mécaniquement réduire la consommation d'eau dans les bureaux.

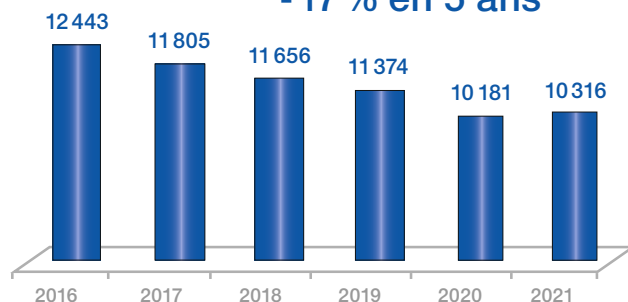
Volume d'eau consommé (en m³)

-55 % en 5 ans



Électricité consommée (en MWh)

-17 % en 5 ans



La consommation d'électricité a diminué de 17 % entre 2016 et 2021. Au deuxième semestre 2021, un plan de comptage d'énergie électrique et hydraulique a été mis en place. Cet outil de pilotage énergétique permet d'identifier les anomalies ou dérives de consommations et de mesurer l'efficacité des plans d'actions.

Note : le siège Additi est hors périmètre sur tous les fluides cités ci-dessus.



Valorisation des déchets et réemploi

Plusieurs actions de réemploi et de valorisation des déchets ont été mises en œuvre fin 2021 à l'occasion du transfert provisoire des effectifs de la Tour du siège social vers un site à proximité. Ainsi, ce sont plusieurs dizaines de mobiliers (bureaux, armoires, fauteuils, chaises) qui ont été soit réutilisés au sein des rédactions et services, soit revendus à bas prix aux collaborateurs.

Plusieurs centaines de mètres carrés de dalles textiles déposées ont été repositionnées dans certaines salles du centre de formations Ouest-France. Ce réemploi permet de limiter notre empreinte carbone

tout en améliorant les conditions de travail.

La rénovation et modernisation des espaces tertiaires du siège social est conduite dans le cadre d'une concertation continue, qui embarque six cents collaborateurs de Rennes au travers des recueils des usages, d'ateliers de co-construction, d'une communication active pour acculturer les salariés aux nouveaux modes de travail. Cette démarche de co-construction devrait permettre d'aboutir courant 2022 à la définition d'un concept d'aménagement des espaces, associé à une nouvelle charte d'aménagement.

Décret tertiaire : un contexte qui pousse à agir



- Aux attentes exprimées par les collaborateurs (l'enquête de janvier 2020 portant sur leurs attentes en termes de développement durable montrait que celles-ci étaient tournées en premier lieu vers l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments)

La mise à niveau des bâtiments du Groupe est progressive et hétérogène. Grâce au transfert provisoire des effectifs cités précédemment, le tri dans les fournitures de bureau a permis de faire un don de plus 440 kg à La Croix Rouge.

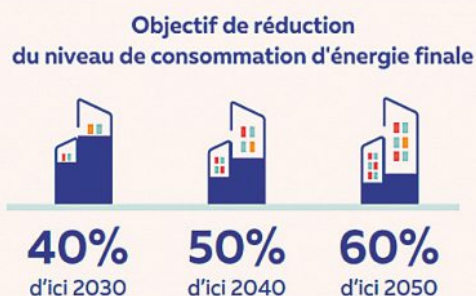
Lors de la COP21, toutes les nations sont parvenues à un accord historique pour lutter contre le changement climatique. Pour y parvenir, l'Europe et ses pays membres se sont engagés à diminuer de 40 % leurs émissions de gaz à effet de serre, objectif qui a été modifié en décembre 2020 pour atteindre une réduction de 55 % des émissions en 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

La loi du 23 novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN modifie le code de la construction, afin d'atteindre ces objectifs. Le 1^{er} octobre 2019, le décret dit "tertiaire", rédigé en concertation avec les acteurs du bâtiment, est entré en vigueur avec des objectifs ambitieux.

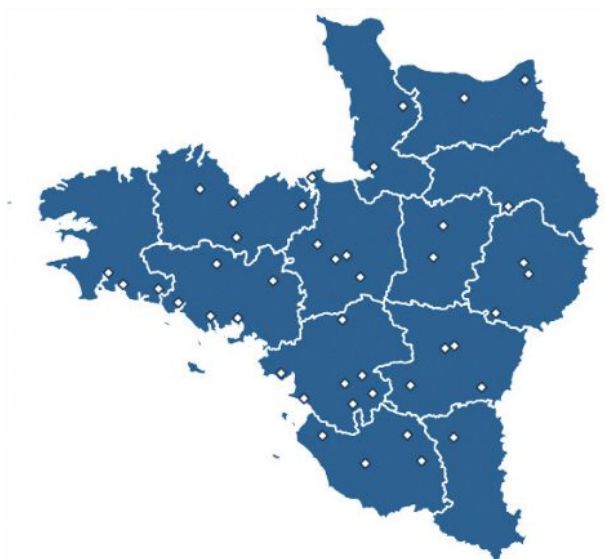
Dans ce contexte, Ouest-France doit répondre :

- À ces nouvelles exigences réglementaires

Du petit mobilier de classement, des pochettes, des classeurs, des crayons vont pouvoir servir à des associations, à des enfants et à leurs parents dans le besoin plutôt que de prendre le chemin de la poubelle.



Distribution des journaux

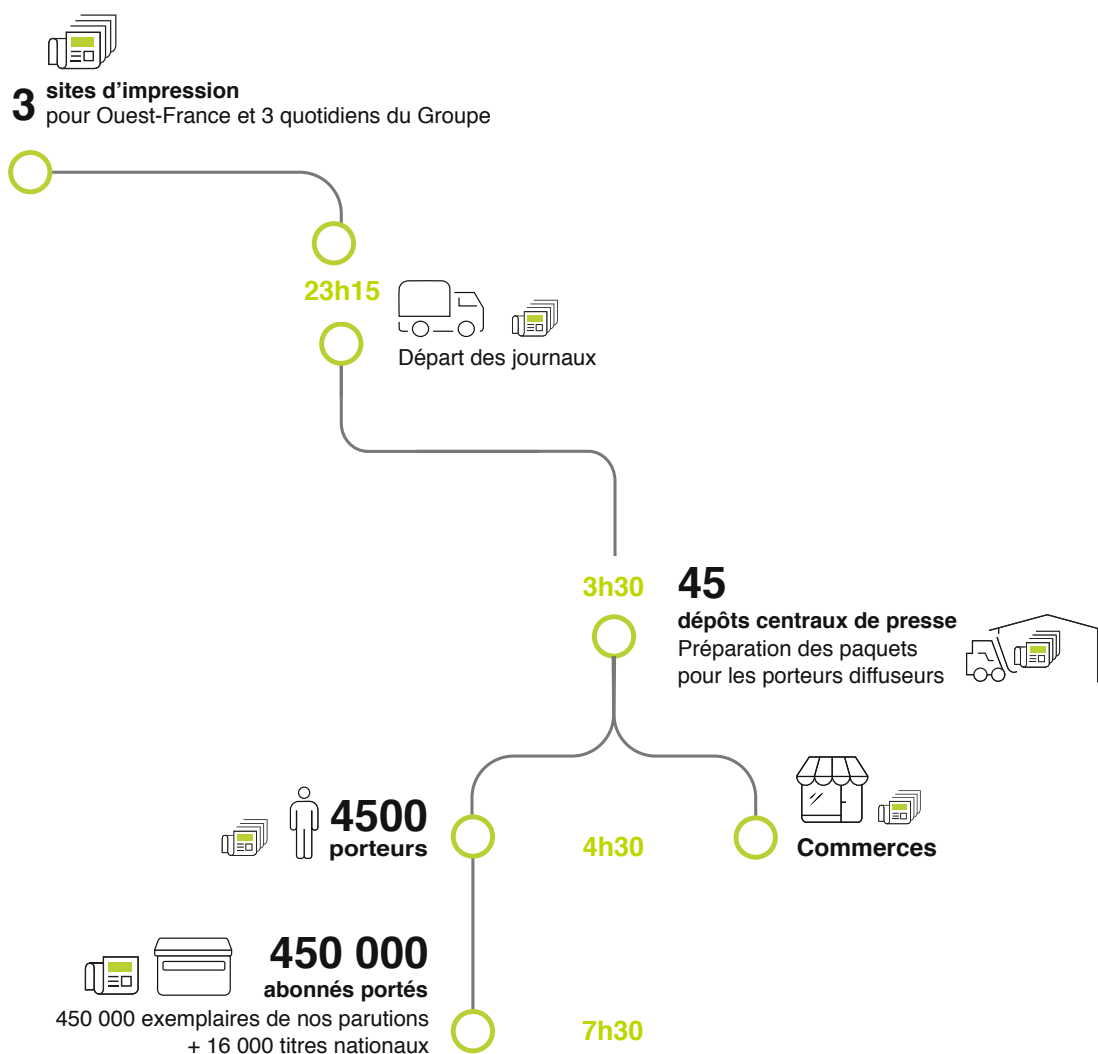


Depuis quelques années, la distribution des journaux dans l'Ouest a été un champ d'améliorations continues pour optimiser l'impact environnemental du Groupe SIPA Ouest-France.

45 dépositaires agréés répartis sur **12 départements** de l'Ouest de la France embauchent **4 500 salariés** en CDI pour effectuer **3 700 tournées de portage** chaque jour afin de livrer **450 000 exemplaires** de nos parutions, ainsi que **16 000 exemplaires** de titres nationaux* au domicile des abonnés. Ce qui représente **168 000 kms** réalisés chaque jour.

* Les titres nationaux concernés : Le Figaro, Le Monde, Elle...

Schéma de la logistique



Projet de récupération des journaux auprès de nos abonnés portés

Le lancement de ce projet part d'un constat simple : le journal a une durée de vie éphémère et il devient rapidement un déchet. Dès lors, pourquoi ne pas récupérer les journaux lus des abonnés portés à leur domicile, pour en garantir le recyclage en proximité ?

Pour ce faire, le porteur qui dépose le journal dans la boîte aux lettres de l'abonné le matin récupère les journaux déjà lus de la semaine précédente.

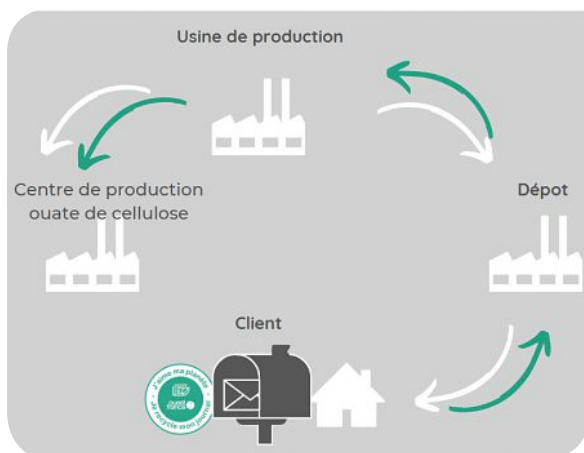
Une fois récupéré, le journal est acheminé vers un service de recyclage en circuit court, auprès d'entreprises locales grâce à un système de logistique inversée.

Après un premier test à l'automne 2020, un second test a été réalisé en avril et mai 2021, pour évaluer d'autres aspects de ce projet ambitieux :



© Marc Olivier, Ouest-France.

- Faciliter la tâche pour des porteurs
- Optimiser l'organisation logistique
- Mesurer les impacts et la motivation du réseau de distribution
- S'assurer de l'adhésion d'un plus grand panel de clients sur un test plus long



Près de **2 000 clients** concernés durant **2 mois** sur **14 tournées** de portage. **42 % des journaux** récupérés correspondant à **6,12 tonnes** récoltées, soit **40 000 journaux**.

Ce projet à l'étude pour un déploiement au cours des trois prochaines années sur l'ensemble du territoire éligible.

Solution pour les invendus ficelés

Actuellement, les journaux invendus en magasin sont récupérés puis ficelés pour être plus facilement déplacés.

Ce processus présente quatre inconvénients :

- Temps dépensé pour ficeler les paquets.
- Lien plastique qui se trouve mélangé avec la matière papier.
- Paquet d'invendus ficelés déversés en benne extérieure à la main en hauteur, un geste lourd et fastidieux pour les prestataires de routage.

- Les bennes extérieures sont à l'air libre et les invendus prennent l'eau ce qui détériore la matière.

Le projet consiste à récupérer ces invendus en vrac dans des caisses palettes qui seront ensuite déversées dans des compacteurs.

Testé en 2021 pour les invendus d'un dépositaire, les résultats du nouveau process sont concluants. Le travail continue pour son déploiement à l'ensemble de la zone.

Projet de décarbonation de l'acheminement du journal

Une réflexion est également menée pour accompagner les partenaires dépositaires vers l'utilisation d'un parc de véhicules plus respectueux de l'environnement. Plusieurs pistes sont à l'étude :

- L'opportunité d'utiliser des véhicules en autopartage et/ou des véhicules électriques. Les activités de distribution des journaux se déroulent la nuit entre 4h et 7h du matin, sur des créneaux peu utilisés par les usagers des sociétés d'autopartage. Un partenariat permettra donc à ces sociétés de remplir leurs créneaux de réservation, et pour les livreurs d'avoir accès à un véhicule plus récent.
- Inciter le réseau à transiter vers une mobilité décarbonée en centralisant les négociations auprès de fournisseurs des offres et des dispositions financières préférentielles.

Ouest-France et Le Télégramme : mutualisation des moyens et optimisation des déplacements



5 600
abonnés

Ouest-France portés
par des porteurs communs
Ouest-France / Le Télégramme

270
tournées
fusionnées

800
diffuseurs

recevant le Télégramme
et Ouest-France par un seul
et même livreur

Depuis 2020, Ouest-France assure la distribution du Télégramme dans le réseau de diffuseurs du Morbihan. Là où les diffuseurs voyaient chaque jour deux livreurs, l'un Ouest-France, l'autre Le Télégramme, c'est désormais un seul et même camion qui leur rend visite.

À l'inverse, le Télégramme distribue les parutions Ouest-France aux magasins et aux lecteurs abonnés du nord du Finistère.

Dans ce domaine, économie rime avec écologie, les kilomètres parcourus chaque matin par les uns servent aussi à acheminer les parutions des autres. Autant de kilomètres qui ne seront plus faits par ailleurs. Un accord gagnant-gagnant, aussi pour la Planète.

+ de 6 millions
de kilomètres économisés
chaque année

soit 40 fois le tour de la Terre

Mobilité des collaborateurs

Mobilité vélo

La sensibilisation des collaborateurs aux mobilités décarbonées est en enjeu fort renforcé cette année par la hausse du prix des carburants. Ouest-France poursuit donc son engagement dans la promotion de l'écomobilité dont la mobilité vélos est un pilier.

► Vélos au siège et dans les rédactions départementales



© Françoise Anderson, Ouest-France.

Des vélos sont à disposition sur plusieurs sites pour les déplacements professionnels. Depuis deux ans, dix vélos à assistance électrique (VAE) sont disponibles au siège de Ouest-France à Rennes. Trois d'entre eux sont dédiés à l'emprunt à plus long terme (une semaine au lieu de quelques heures) afin que les collaborateurs puissent tester son utilisation dans un contexte aussi bien professionnel que personnel. Le déploiement de cette mobilité douce dans des rédactions départementales est en cours et sera intensifié en 2022.

* GoodWatt est un dispositif du programme CEE O'vélo! dédié à la promotion du vélo électrique pour les déplacements du quotidien, soutenu par le Ministère de la Transition écologique et l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie).

► Des vélos électriques prêtés aux collaborateurs



© David Adémas, Ouest-France.

La révision des vélos GoodWatt.

Initié à l'automne dernier, vingt vélos électriques ont été prêtés durant plus d'un mois à des collaborateurs. Cette opération a vu le jour grâce au dispositif GoodWatt* qui aide les employeurs à faire évoluer les pratiques de mobilité des salariés de la voiture individuelle vers le VAE. Les cyclistes ont réalisé un état des lieux de leur vélo et ont profité d'une initiation au vélo électrique avec l'idée de bien appréhender les fonctionnalités du deux roues.

En complément de ces démarches, les collaborateurs sont incités depuis deux ans à participer en équipe à des projets de mobilité de plus grande ampleur comme le défi « Tous Mobil'Acteurs », organisé par Rennes Métropole.

Les déplacements professionnels des collaborateurs

Ouest-France réalise un suivi de la **consommation de carburant des collaborateurs** ainsi que des kilomètres qu'ils parcourent lors de leurs déplacements professionnels. L'évaluation de la consommation de carburant est issue du suivi de stock de la station de distribution interne du siège de Rennes, du suivi des consommations en stations Total, ainsi que de la conversion en litres des distances parcourues par les collaborateurs avec leur véhicule personnel pour des déplacements professionnels (via les remboursements de frais kilométriques). La consommation de carburant pour l'année 2021 est de 284 650 litres de gazole (+ 8 % par rapport à 2020) et de 25 749 litres d'essence SP (+ 22 % par rapport à 2020).

L'estimation des kilomètres parcourus dans le cadre des déplacements professionnels est un indicateur nouvellement suivi cette année. La somme de ces déplacements s'élève à 7 142 726 kilomètres. Elle additionne les kilomètres des déplacements suivants :

- Remboursement des frais kilométriques : 374 641 km
- Déplacements en train : 841 071 km
- Déplacements en avion : 350 402 km
- Location de voiture : 11 819 km
- Suivi du kilométrage du parc de véhicules : 5 564 793 km

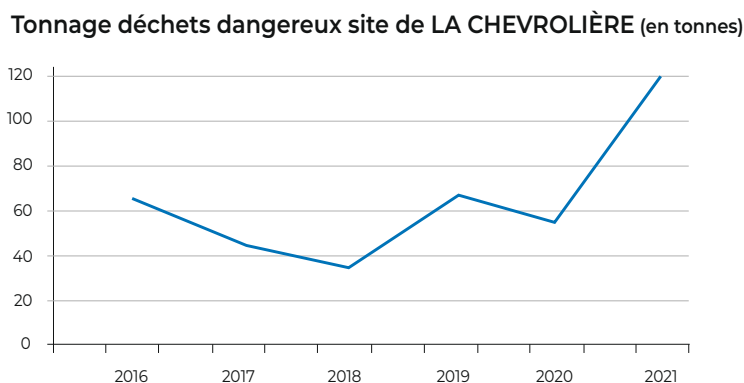
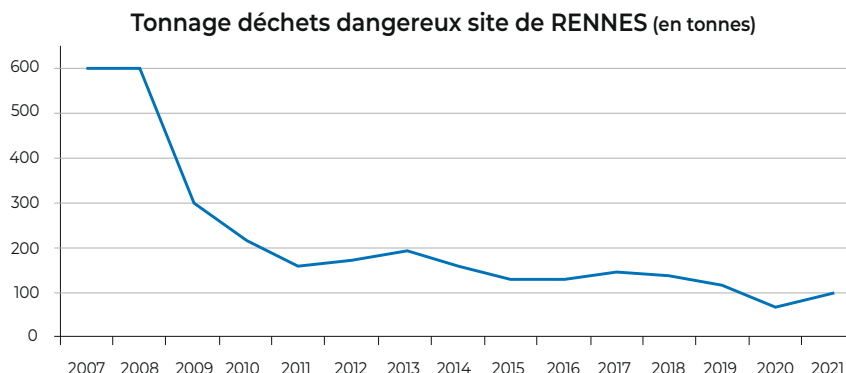
Le suivi au fil des prochaines années permettra d'estimer les progrès réalisés dans ce domaine.

Gestion et réduction des déchets

Gestion des déchets dangereux

Depuis de nombreuses années, des collaborateurs sont impliqués dans la politique de réduction, d'amélioration de la collecte et du tri des déchets (inclus dans l'activité de nettoyage). Chaque déchet banal ou dangereux est pris en charge et orienté vers la filière de recyclage ou valorisation la plus adaptée. Des stockages sont prévus sur le site, et des prestataires de collecte/traitement viennent régulièrement sur le site pour prendre en charge tous les types de déchets.

Depuis 2007, la production de déchets dangereux sur les sites industriels de Ouest-France est en baisse continue (graphique ci-contre) :



En 2020 et 2021, le tonnage de **déchets dangereux** produit par Ouest-France et les rédactions extérieures et par La Chevrolière a été le suivant :

	2021	2020	Variation
Siège Ouest-France + Rédactions extérieures (tonne)	88,896	69,065	28,71 %
La Chevrolière (tonne)	117,680	52,689	123,35 %

Pour le siège de Ouest-France, on enregistre une augmentation liée au redémarrage d'une des rotatives interrompue en 2020. S'agissant du site de

La Chevrolière, la hausse de 123,35% s'explique par une panne de la centrale de recyclage de la solution de mouillage.

Déchets non dangereux valorisés

La DPEF 2021 intègre désormais un nouvel indicateur qui correspond à la quantité de déchets non dangereux qui est valorisée (valorisation matière ou énergétique). Tous les déchets non dangereux valorisés doivent faire l'objet d'une attestation de valorisation prévue par l'article D.543-284 du code

de l'environnement. La valeur de cet indicateur pour l'année 2021 est de 99,11 %* du total des déchets non dangereux produits (6 475,62 tonnes).

* La valeur en % est obtenue en divisant cette quantité par la quantité totale de déchets non dangereux produits.

Emballage papier des journaux postés

Tous les jours, à partir des sites de production de Rennes, La Chevrolière et Angers, 35 000 journaux sont postés aux abonnés. Ces journaux étaient jusqu'à présent mis sous film plastique avant d'être routés par La Poste. Après avoir étudié les solutions alternatives de type mise sous film plastique biocompostable ou envoi à découvert, Ouest-France a opté pour une solution d'emballage papier.

Le principe de production reste identique à la différence que le film plastique thermoscellé est remplacé par du papier recyclé fermé par un trait de colle. L'adresse du destinataire restant imprimée sur le papier.

« Nous avons profité de l'arrivée de ce nouveau support pour communiquer auprès de nos abonnés, directement sur les enveloppes, au sujet des différentes actions que le Groupe SIPA Ouest-

France met en œuvre quotidiennement afin de mieux respecter l'environnement », indique la direction industrielle.

La chaîne de production s'est adaptée :

- Sur le site d'Angers, la ligne abonnés postés a été modifiée par le constructeur afin de la rendre compatible à la mise sous papier
- Les machines de mise sous film de Rennes et La Chevrolière n'étant pas modifiables car plus anciennes, la décision a été prise d'investir dans deux nouvelles machines

La démarche a permis de supprimer **30 tonnes de plastique annuelles** auparavant utilisées pour le traitement des abonnés postés.



© La Courrier de l'Ouest.



© La Courrier de l'Ouest.

Les journaux sont emballés dans du papier.

Des machines à café plus respectueuses de l'environnement

Au début de l'année 2021, de nouveaux distributeurs sans gobelets ont été installés. Pour la sensibilisation de tous les collaborateurs et afin de les inciter à apporter leur mug au bureau, un concours de "mugs kitsch" a remporté un franc succès.

Le déploiement des machines sur les autres sites du Groupe s'est fait tout au long de l'année 2021.

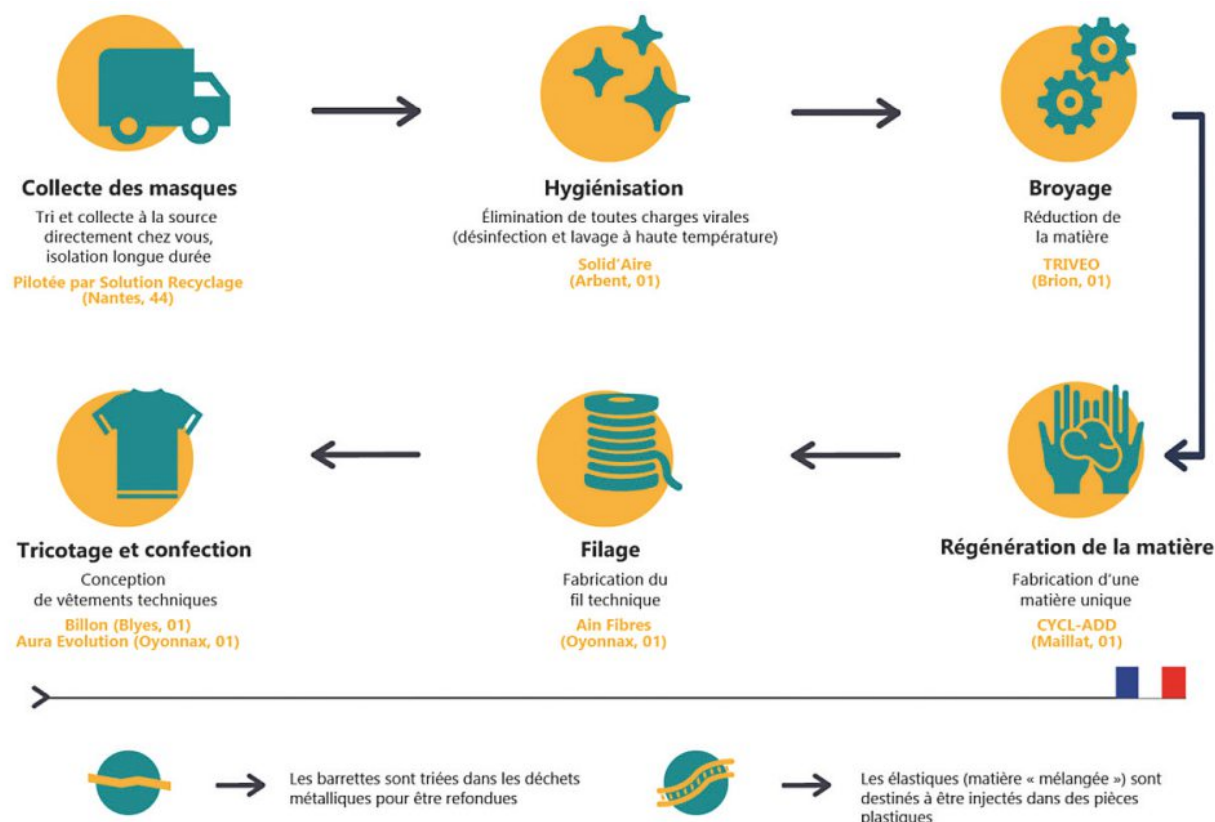
Plusieurs sites du Groupe offrent également la possibilité de déguster des cafés en grains des restaurants Café Joyeux. ESUS (Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale), les Cafés Joyeux sont présents dans plusieurs villes françaises. Leur mission : remettre le handicap au cœur des villes et des vies. Ils forment et embauchent majoritairement des personnes atteintes de Trisomie 21 ou de troubles cognitifs, tels que l'autisme.



Collecte et recyclage des masques usagés

Dans le contexte de la crise sanitaire, l'idée de s'atteler à la collecte et au recyclage des masques sanitaires des collaborateurs s'est imposée rapidement. Suite à une démarche initiée et engagée par les Journaux de Loire - alors même que les filières nationales de recyclage de

masques commençaient tout juste à se structurer - l'ensemble des sites du Groupe SIPA Ouest-France dispose désormais de bornes de récupération des masques usagés. Ces derniers permettent la confection de vêtements techniques.



L'opération « Emballez vos cadeaux de Noël avec votre journal »

Une collaboratrice a fait le constat que chaque année, des tonnes de papiers cadeaux, bien souvent non recyclables, sont utilisés et déchirés en un instant avec l'impatience de découvrir le cadeau qu'ils cachent.

Alors pourquoi ne pas repenser les emballages cadeaux ?

Ainsi l'idée est née : emballer les cadeaux de fin d'année avec le journal et des cadeaux éco-emballés ont surgi !

En interne, les collaborateurs ont été incités à faire de même et à envoyer les photos de leurs créations.

Les lecteurs ont été sollicités sur tous les canaux (articles, vidéos, réseaux sociaux...) pour envoyer, à

leur tour, les photos de leurs œuvres d'art.

Une façon ludique d'utiliser le journal lorsque celui-ci, déjà lu, devient un déchet.



Emballer vos cadeaux avec du papier journal.



Contributions à la sobriété numérique



En 2021, une politique d'allongement de l'utilisation des équipements informatiques et de leur recyclage a été mise en place.

- Conservation des écrans d'ordinateurs jusqu'à 10 ans dans l'entreprise, des PC fixes jusqu'à 7 ans et des PC portables jusqu'à 5 ans.
- Limitation du volume de déchet par la vente des équipements en état de fonctionner à des brokers afin de prolonger leur durée de vie.

Ouest-France poursuit sa démarche de sobriété, dans l'objectif d'améliorer ses pratiques et de réduire l'empreinte environnementale de ses activités informatiques et numériques.

Cette politique a été complétée par la décision d'acheter dès 2022 des smartphones reconditionnés en lieu et place de terminaux neufs. Conformément à cette politique, les anciens smartphones remplacés par des matériels reconditionnés seront eux-mêmes recyclés.

La mise en place de plusieurs autres actions est prévue pour l'année 2022 :

- Nommer un responsable et une équipe d'**ambassadeurs RSE** au sein de la Direction des Services Informatiques.
- Formaliser des règles pour les **achats responsables** en collaboration avec la Direction des achats et l'équipe RSE du Groupe.
- Inciter les collaborateurs à éteindre leurs appareils en fin de journée (écrans, ordinateurs...).
- Éteindre automatiquement les équipements situés dans les salles de réunion inoccupées.
- Verrouiller automatiquement les postes de travail avec mise en veille de l'écran au bout de quelques minutes d'inactivité.
- Mettre en place par défaut le "**darkmode**" (moins énergivore) sur les postes de travail et les smartphones des utilisateurs.
- Proposer aux internautes le "darkmode" sur l'application Ouest-France pour la rendre moins énergivore.
- Minimiser le transfert de données sur l'application Ouest-France pour la rendre **moins énergivore**.
- Optimiser les systèmes de cache (ex : Akamai) et alléger la taille des pages (- 20 %) du site ouest-france.fr pour minimiser la consommation des navigateurs internet (moins de flux de données donc moins d'énergie consommée).
- Mettre en place un outil de mesure permettant de publier régulièrement des **indicateurs reconnus** traduisant l'empreinte numérique des sites et applications.
- Lancer une action plus globale de conseil avec un cabinet spécialisé en vue de réaliser un bilan « scope 1, 2 3 » assorti d'indicateurs de progrès et d'identifier les actions prioritaires, mesurables et bénéfiques à la réduction de l'impact environnemental.



Initiatives et engagements éditoriaux pour l'environnement

Face à l'immense défi de la transition, Ouest-France a décidé de s'approprier encore plus largement cette thématique qui s'inscrit pleinement dans les valeurs du journal.

Une montée en puissance des contenus

Symbole de ce nouvel élan, 10 277 articles dédiés à cette seule thématique ont été publiés sur l'ensemble des supports au cours de l'année 2021. C'est deux fois plus qu'en 2020 où 4 519 articles consacrés à l'environnement avaient déjà été rédigés. Et près de dix fois plus qu'il y a cinq ans (1 141 sujets en 2017) ! Preuve de l'importance prise par les sujets consacrés aux questions climatiques et environnementales au cours des cinq dernières années.

Une dynamique qui s'observe également au niveau national puisque le nombre d'articles sur la transition écologique publiés par la presse d'information a été multiplié par 3 en 10 ans :

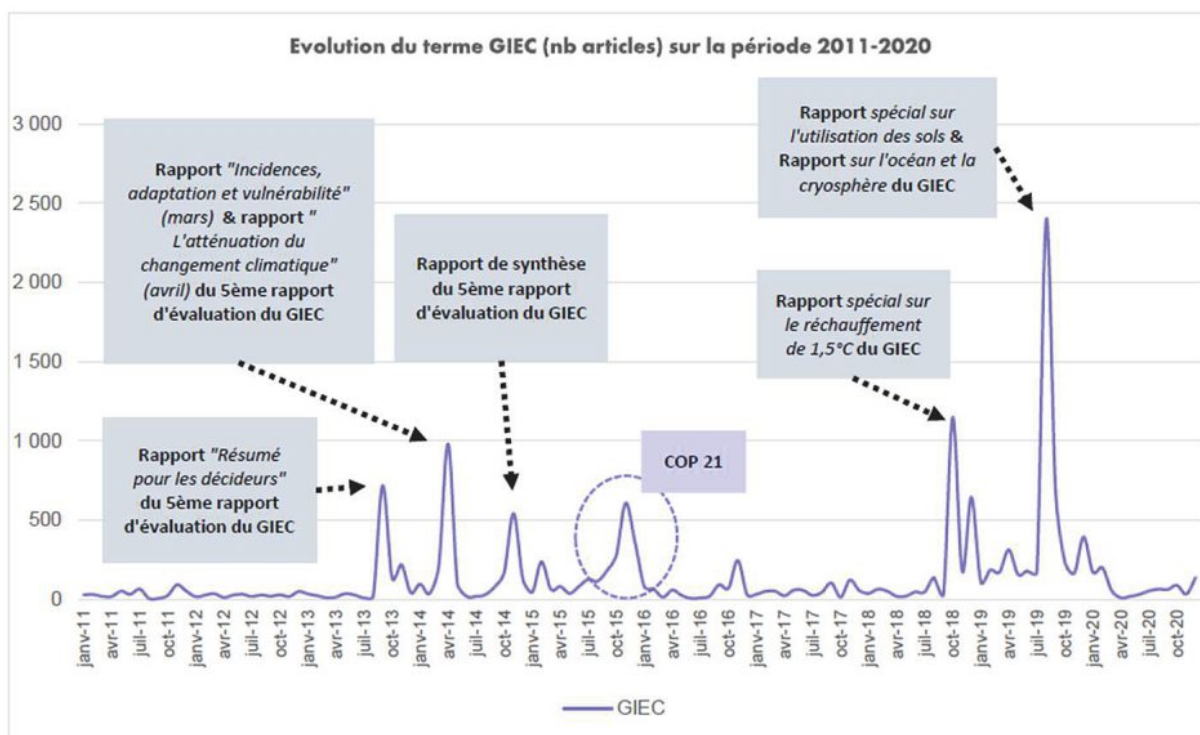
10 277
articles

dédiés à la question
environnementale

10
fois plus

qu'il y a 5 ans

Alliance
de la presse
d'information
générale



Source : La transition écologique dans la presse française, octobre 2021

Des podcasts sur l'environnement

Depuis deux ans, l'offre de podcasts autour des questions environnementales a également été enrichie.

D'abord au travers d'un podcast pédagogique, baptisé « *Y'a le feu au lac* », qui décortique ce que l'on croit savoir sur l'écologie. Ce que l'on fait de bien, ce que l'on fait mal, et ce que nous pourrions mieux faire. Des conseils pour aider les lecteurs à comprendre ce qui est bon pour la planète.

Ensuite, via un podcast baptisé « *Circuits courts* » qui dresse le portrait d'hommes et de femmes inspirants et engagés dans des démarches de production durable et raisonnée. Une occasion de faire découvrir aux lecteurs/auditeurs ces acteurs locaux de l'alimentation et les enjeux auxquels ces derniers peuvent être confrontés au quotidien (difficultés de rémunérations, changement climatique, mais aussi parfois à "l'agri-bashing"...).

Toujours dans le but de toucher le plus grand nombre, y compris les plus jeunes, la rédaction a également lancé plusieurs nouveaux formats novateurs en story vidéo au cours des derniers mois :

- C'est le cas notamment de « *T'as une minute* » un nouveau format vidéo qui explique un terme en moins d'une minute. Le premier a été consacré au « *greenwashing* ».
- C'est également le cas du format « *Si j'étais président* », initié dans le cadre du Lab présidentielle, où il est demandé à des personnalités publiques ce qu'elles feraient si elles étaient présidentes. Cyril Dion, réalisateur et écrivain y a abordé les enjeux liés à l'urgence climatique.
- Le podcast « *Y'a le feu au lac* » a également fait l'objet de plusieurs déclinaisons vidéo.



ENGAGEMENTS ET PARTENARIATS AVEC LES MONDES ASSOCIATIF, ÉDUCATIF ET CITOYEN



Ouest-France, acteur du lien social

Des événements pour accompagner les professionnels et les citoyens

Ouest-France organise chaque année des assises professionnelles et grand public. Conçues comme un prolongement éditorial du journal, ces événements offrent des moments d'échanges tout en apportant une information spécialisée aux participants présents comme aux lecteurs et internautes. Le programme est le fruit du travail de la rédaction de Ouest-France qui conçoit le programme avec des intervenants de premier plan dans chaque secteur d'activité concerné.

Les assises Ouest-France ont pour mission de :

- Réunir sur une journée ou deux, dans un même lieu, les acteurs et experts de manière à débattre

des enjeux comme des défis économiques et sociétaux des secteurs d'activités ciblés.

- Accompagner les filières et les citoyens dans une volonté de rassembler toutes les composantes de la société afin de mener des actions communes et concertées, sensibiliser les acteurs, dessiner avec eux un avenir pour leur filière.

Les assises permettent de surcroît aux professionnels présents de recevoir et bénéficier d'une information directe et de qualité, mise en valeur et en perspective par la rédaction, tout en initiant entre eux liens et rencontres.

Événements Ouest-France 2021



6 événements
professionnels

3 439
congressistes

784
professionnels sur
un événement 100 % digital

1 événement grand public avec
la 43^e édition du Spi Ouest-France

1 646
navigants
dans 341 équipages

Aucun événement n'a été organisé durant le premier semestre 2021 en raison de la crise sanitaire.

La relation avec les lecteurs et “Ouest-France & vous”



@ Ouest-France

Ouest-France se donne pour mission d'observer et d'expliquer l'évolution de la société, ses avancées, ses reculs, ses initiatives, ses originalités, ses traditions, ses soubresauts. Pour cela, il faut au quotidien et en continu rendre compte de l'actualité, la décrypter, poser la vérité des faits, proposer leur analyse. Comment être en phase avec la réalité de cette société ? En instaurant un dialogue permanent avec la diversité des personnes qui la composent.

Il est essentiel dans un contexte de défiance envers les médias de reposer et réinventer la relation avec les lecteurs. Elle passe par la nécessité de restaurer le dialogue pour renouer la confiance et créer une relation qui soit moins descendante, davantage dans l'échange et l'apport mutuel. Il est important de susciter l'adhésion et l'engagement des lecteurs dans les missions du journal, dans le travail de la rédaction au quotidien, et dans les valeurs qui guident l'approche de l'information chez Ouest-France.

Ouest-France & vous, c'est une production de contenus rédactionnels nourris de la conversation au quotidien avec les lecteurs et internautes. Et ceci sous différentes formes. Des articles réalisés par les journalistes sur la base des questions des lecteurs (Ouest-

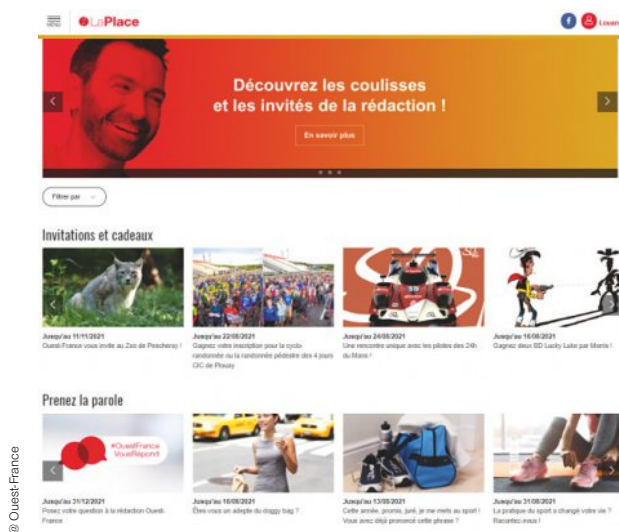
France vous répond), des points de vue sur les sujets de société adressés au Courrier des lectrices et des lecteurs du journal ou dans l'espace Débat ou encore #Moicandidat, des galeries photos révélant les talents de photographes ou de vidéastes de toute nature des habitants des territoires (Galeries photos), des articles enrichis des réponses aux appels à témoignages sur le vécu des internautes (Nos Vies, Espace magazine), des propositions de regards ou de connaissances des lecteurs sur diverses thématiques de la vie quotidienne comme la santé, le jardinage, l'histoire (Vos témoignages).

The screenshot displays the Ouest-France website interface. At the top, there's a navigation bar with the logo and links like 'Retour sur l'actualité' and 'L'actu'. The main content area is divided into several sections:

- Nos Vies**: A large featured article titled 'Les vacances d'été chez papy et mammy, « c'est la vie à la cool »' with a photo of an elderly couple and a child.
- En continu**: A vertical list of breaking news items with timestamps, including reports on migrants, PSG, and fires in Algeria.
- Actualité**: A section with a headline about climate change: 'Climat. Voici les gestes qui ont vraiment un impact'.
- TÉMOIGNAGES**: A section titled '« Ça remue » : ces agriculteurs se demandent s'ils doivent continuer ou se reconverter'.
- ENTRETIEN**: A section titled '« Le coup de foudre, c'est comme un éclair qui nous traverse de la tête aux pieds »'.
- Offres d'emploi**: A section at the bottom right listing job opportunities with Ouest-France.

On the right side, there's a sidebar with 'Ailleurs sur le Web' and 'Offres d'emploi'.

@ Ouest-France



Ce sont aussi ces conversations sur les coulisses de la couverture de l'information dans les e-rencontres entre abonnés et les journalistes de la rédaction (Les coulisses de l'information). Pour les abonnés Ouest-France, c'est la possibilité d'un espace privilégié d'échanges avec la rédaction, de rencontres privilégiées, de participation à des événements, de prises de parole (LaPlace).



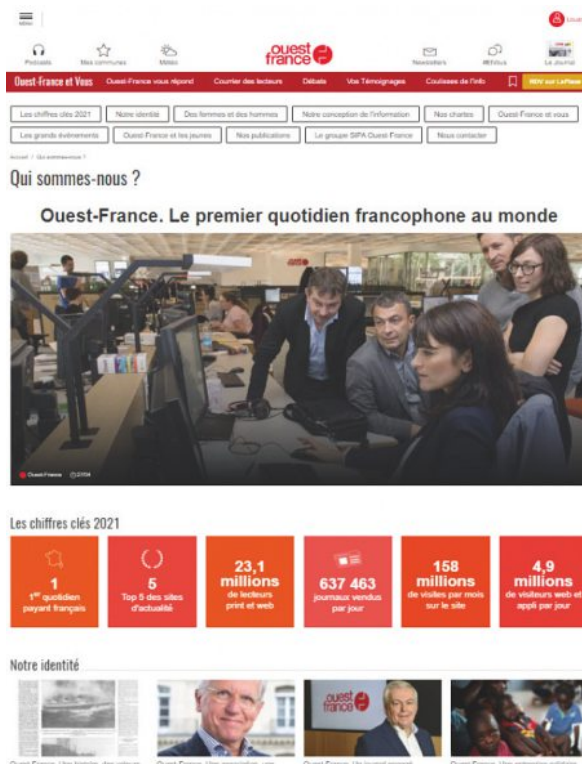
▲ Ouest-France sera d'autant plus en phase avec la société qu'il sera à la fois la voix de sa rédaction, des experts, des habitants et de ses lecteurs. C'est dans ces dimensions que se révèle l'utilité d'un média. C'est aussi pour la rédaction une nécessaire confrontation quotidienne au réel.

Une cellule dédiée a été constituée en septembre 2021. Cette équipe travaille en lien étroit et de façon décloisonnée avec les services marketing et numérique. Elle a pris en charge également la question du droit à l'oubli.

15
directs thématiques
réalisés par l'équipe
Ouest-France & vous

5 865
courriers / emails reçus
pour la rubrique
Courrier des lectrices
et des lecteurs

67 400
gratifications
abonnés
par LaPlace



▲ L'espace *Qui sommes-nous ?*, créé en février dernier, va dans ce sens. Il explique l'histoire du journal, ses chartes, sa conception de l'information, ses engagements et présente les chiffres clés à retenir. La DPEF est également téléchargeable via cette page.

Les initiatives éditoriales

Les projets engagés



FaireDemain

C'est l'abonnement solidaire mis en place par Ouest-France pour soutenir le travail et l'engagement des associations locales du Grand Ouest qui veulent construire un avenir plus responsable et solidaire. Pour 0,50 € versé chaque mois dans une cagnotte

solidaire, Ouest-France abondera en doublant la somme. L'ensemble des dons récoltés sera reversé tout au long de l'année aux projets que la communauté FaireDemain des abonnés solidaires Ouest-France aura choisi.



Explore

C'est une offre d'informations sur-mesure, coconstruite avec les entreprises de l'Ouest pour nourrir la curiosité de leurs collaborateurs, fédérer les équipes et soutenir les initiatives du territoire. EXPLORE s'articule autour de 3 piliers : s'informer / se rencontrer / s'engager.

Cinq entreprises de l'Ouest, qui considèrent que cette démarche sociétale répond à leur projet, ont déjà donné leur accord pour participer à une période test de co-construction du projet qui va s'étendre jusqu'à l'été 2022.

La Zone d'Expression Prioritaire (ZEP)

Depuis janvier 2020, chaque mois, une page du journal est consacrée à différents témoignages de jeunes (Espaces magazines fin de journal et sur le site ouest-france.fr).

La Zone d'Expression Prioritaire est un dispositif média innovant d'accompagnement des jeunes de 14 à 28 ans à l'expression par des journalistes professionnels. La force de la ZEP est d'associer des journalistes avec des jeunes issus de tous les territoires, notamment des quartiers populaires, pour qu'ils se racontent, qu'ils partagent leurs expériences sur des sujets dont ils sont acteurs ou témoins, qu'ils partagent leurs regards sur la société et qu'ils renforcent leurs pratiques médiatiques et leur esprit critique.

Il s'agit d'un formidable levier pour aider à la prise de parole et de confiance des jeunes, notamment les plus fragiles.



La place des femmes dans les médias : les initiatives de Ouest-France



Depuis quatre ans, une démarche a été engagée à Ouest-France pour féminiser ses contenus afin de tendre vers un journal plus représentatif de la société. Le constat n'est pas nouveau : la parité femmes-

hommes est loin d'être respectée dans les médias. Plusieurs actions ont été lancées pour tenter d'atteindre une parité de traitement dans les colonnes du journal et sur ses sites internet :

► La féminisation des noms et des fonctions

« La langue reflète la société et sa façon de penser le monde. Ainsi, une langue qui rend les femmes invisibles est la marque d'une société dans laquelle elles jouent un rôle second », rappelle le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. Ouest-France a donc choisi de « féminiser » systématiquement les noms de titres et de fonctions. De même que la préfète n'est plus la femme du préfet, figurent dans les colonnes de Ouest-France, des autrices, des professeures et des pompières, sur la base des recommandations émises en 2019 par l'Académie française.

► Féminicides et violences faites aux femmes

La rédaction a renforcé sa charte des faits divers en matière de violences faites aux femmes. De la même manière, sont bannies les tournures de phrase qui peuvent minimiser les faits ou tendre à excuser un conjoint violent : amour et violence sont incompatibles.

► Des annuaires de femmes expertes

Ouest-France veut enfin donner plus équitablement la parole aux femmes. Chaque journaliste a accès à l'annuaire national des expertes, permettant d'entrer en contact plus facilement avec des femmes spécialistes dans différents domaines, avant de constituer un annuaire interne des expertes dans le Grand Ouest.

► Une charte d'écriture

Les journalistes de Ouest-France s'efforcent également de ne plus poser aux femmes une question qu'ils n'auraient jamais posée à un homme, évitent les descriptions physiques inutiles et les représentations caricaturales dans les photos (les femmes à la cuisine, les hommes au bureau...). Une charte de l'écriture non sexiste rappelle à tous ces grands principes.

► Un baromètre pour mesurer les avancées

Il permet de mesurer les avancées de la représentation des femmes dans les pages du journal. Cette démarche volontariste de Ouest-France pour donner aux femmes une plus juste place est aussi la première étape d'une nécessaire évolution des contenus vers plus de diversité, afin que chacune et chacun se retrouvent dans le journal.

► Une newsletter « Égalités »

Elle est publiée tous les jeudis. Elle traite des sujets d'égalité femmes-hommes et de société en lien avec les femmes, mais aussi de la diversité en général.



Nos chartes



Ouest-France. Une charte des faits divers, le respect des personnes

📅 Ouest-France 🕒 27/04



Ouest-France. Pour une juste place des femmes

📅 Ouest-France 🕒 07/05



La charte de la traçabilité de l'information

📅 Ouest-France 🕒 27/04

L'éducation aux médias



© PODNAE Productions / Pixels

Grâce aux nombreuses actions que le journal mène, Ouest-France est un acteur majeur de l'éducation aux médias en France. Deux objectifs majeurs :

Proposer aux jeunes d'être reporters

Inciter les jeunes à scruter la fiabilité de l'information et éviter les fake news

► Classes Presse

Des journalistes de Ouest-France interviennent chaque année auprès de plus d'un millier de collégiens pour les aider à avoir une lecture critique de la presse, apprendre à écrire pour être lu et travailler sur l'actualité. Des suppléments rédactionnels rédigés par les élèves, accompagnés de journalistes, sont réalisés et publiés

dans le journal chaque fin d'année scolaire. En 2021, cette initiative a été surtout développée en Mayenne, Sarthe, Manche, Loire-Atlantique et Maine-et-Loire.

► La semaine de la presse et des médias dans l'école

La semaine de la presse et des médias dans l'école, organisée par le Centre pour l'Éducation aux Médias et à l'Information, a eu lieu en 2021 du 22 au 27 mars. À cette occasion, Ouest-France diffuse gratuitement 40 000 journaux dans près de 1 450 établissements de l'Ouest. Chaque année, un thème différent est proposé. Cette année, l'angle choisi est "S'informer pour comprendre le monde". L'objectif est d'aider les élèves, de la maternelle au lycée, à comprendre les médias, à former leur jugement critique, à développer leur goût pour l'actualité et à forger leur identité de citoyen. À cette occasion, les journalistes du Groupe répondent aux sollicitations d'enseignants en fonction de leur disponibilité.

► Les contenus et les opérations à destination des plus jeunes



DIMOITOU

© Ouest-France

Ce journal de quatre pages, pour les 8-12 ans, est inséré chaque semaine dans Dimanche Ouest-France. Il existe aussi un prix à son nom remis dans le cadre du salon "Faites lire". Il récompense un auteur de livre jeunesse.



PAGE ENFANT DU MERCREDI

© Ouest-France

Dans le quotidien, depuis 2020, une page d'informations destinée aux 8-12 ans.



C'EST QUOI ?

© Ouest-France

Une nouvelle collection de hors-séries pour les 10-15 ans où chaque numéro est consacré à un thème : espace, biodiversité, intelligence artificielle...



DES IDÉES POUR MA TERRE

© Ouest-France

Mettre en lumière les actions des élèves bretons pour préserver la planète : c'est l'objectif du défi "Des idées pour ma Terre", porté par Ouest-France et soutenu par EDF, la Région Bretagne, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et l'Académie de Rennes. Ce concours a obtenu le label Breizh Cop de la Région Bretagne. Les enfants regorgent de créativité pour économiser l'énergie, préserver l'eau, limiter et recycler les déchets, réduire l'impact des transports, consommer mieux et local ou encore préserver la biodiversité. Chaque année, les écoliers bretons relèvent le défi et partagent leurs bonnes idées avec Ouest-France.

Et parce qu'en matière de préservation de l'environnement, il n'y a pas de mauvaises idées : tout le monde gagne ! Chaque projet est publié avec photos et illustrations dans un magazine spécialement édité par Ouest-France. Le magazine, remis à chaque participant, récompense l'investissement de chacun et permet de diffuser les bonnes idées au plus grand nombre. Près de 50 classes, soit plus de 1 400 élèves participent à l'édition 2021-2022.



L'ACTU EN CLASSE

Des dossiers numériques pour les écoliers, les collégiens, les lycéens, sur des thématiques croisant l'actu et le programme scolaire (élections, énergies, égalité femme-homme, etc.)



LE JOURNAL
DES LYCÉES

46
journaux

Plus de
130 000
exemplaires

Dans
13
départements

L'Association pour le Développement des Journaux des Lycées contribue à l'éducation aux médias et à la démocratie. Elle concourt à la diffusion d'une information de proximité dans les lycées et dans les maisons familiales rurales où sont élaborés 46 journaux. Le tirage dépasse 130 000 exemplaires couvrant treize départements de l'Ouest (zone de diffusion ainsi que les départements d'Indre-et-Loire et de Seine-Maritime).

L'Association participe au développement de la citoyenneté en contribuant à faire de ces « citoyens lecteurs » des « lecteurs citoyens » et propose, ainsi, aux jeunes de devenir des acteurs de l'information, quels que soient les sujets qu'ils veulent aborder. Par l'écriture et la lecture du Journal du Lycée, l'Association leur permet d'acquérir les réflexes de lecteurs critiques, capables de décrypter les contenus de la presse, de lutter contre les fausses nouvelles. Les lycéens vérifient les faits et découvrent l'importance de savoir croiser ses sources avant de publier une information.

Dans un contexte où les réseaux sociaux occupent une place importante auprès des jeunes, attirer leur attention sur le crédit à leur apporter est un enjeu majeur. D'où l'importance d'une pratique portant sur le décodage des contenus provenant de ces réseaux. L'action de l'association repose sur l'engagement d'une trentaine de journalistes retraités ou pigistes. Ils accompagnent, avec bienveillance, les jeunes et leurs professeurs ou animateurs.

Reconnue par le ministère de la Culture et de la Communication, l'Association propose un outil éditorial unique : la mallette numérique qui permet de réaliser un journal numérique et un journal papier.

En 2021, malgré les circonstances exceptionnelles, l'Association pour le Développement des Journaux des Lycées a été à l'initiative de plusieurs opérations dont :

- La couverture de la 4^e édition du Forum Mondial pour la Paix de Caen par les élèves du lycée André Malraux de Gaillon dans l'Eure dans deux numéros de leur journal, « La Colombe », diffusé par la voie numérique dans tous les lycées normands.
- Des réflexions sur le thème de l'information et sur le crédit accordé aux médias et aux journalistes.
- La rencontre avec une soixantaine d'élèves de première du lycée Saint-Joseph de La Pommeraye en Mauges, dans le Maine-et-Loire sur le thème : l'information à l'heure d'internet.
- L'élaboration d'un escape game destiné aux jeunes sur le thème : « Il vous reste moins d'une heure pour finir l'écriture de votre article. Trouvez les dernières sources dont vous avez besoin ! ».

► Les initiatives de sensibilisation à l'information (et aux fausses informations)

GÉNÉRATION OCÉAN



@ Ouest-France

En 2022 comme en 2019, le Groupe SIPA Ouest-France s'associe à la Cité de la Mer de Cherbourg pour organiser "Génération Océan", une opération de sensibilisation de grande ampleur sur l'avenir des océans.

Les objectifs de ces rencontres :

- Sensibiliser les jeunes à la préservation des océans.
- Inciter les jeunes à puiser aux bonnes sources d'information et éviter les fausses informations qui circulent sur le sujet.

Près de 10 000 élèves venant de Normandie

(primaire, collèges, lycées et étudiants) assistent à des conférences-débats avec des invités prestigieux, grands connaisseurs du monde marin. Les thématiques sont multiples et adaptées à chaque niveau scolaire :

- "Géopolitique des pôles"
- "Enjeux climatiques des pôles"
- "Découverte du monde des Inuits"
- "À la rencontre des grandes espèces marines"
- "L'océan menacé"...

Toutes ces conférences sont animées par des journalistes du Groupe.

JEUNES REPORTERS

Une vingtaine de lycéens de l'académie de Caen ont travaillé sous la responsabilité de journalistes de Ouest-France à la réalisation d'articles dans le journal et sur le site ouest-france.fr à l'occasion de deux événements lors du :

- « Forum Mondial pour la Paix de Caen » en septembre 2021
- « Prix Bayeux des correspondants de guerre » en octobre 2021.

Forum Mondial pour la Paix de Caen

En septembre 2021, à l'occasion du « Forum Mondial pour la Paix de Caen », le Groupe SIPA Ouest-France, dans son espace appelé "Agora", a invité les milliers de lycées présents à rencontrer les invités du forum, débattre avec eux et « disséquer » l'information.

Une table ronde spécifique sur les fakes news a été organisée pour les lycéens.

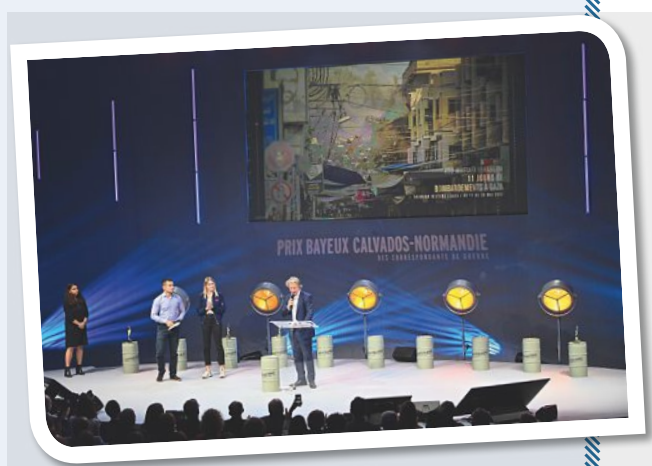


Stéphane Geurol - Ouest-France

Prix Bayeux des correspondants de guerre

Chaque année, à l'occasion du « Prix Bayeux des correspondants de guerre », Ouest-France s'associe avec le Haut-Commissariat aux Réfugiés, pour inviter 1 500 collégiens et lycéens normands sur une demi-journée à venir rencontrer des réfugiés et reporters de guerre, débattre avec eux et apprendre à reconnaître l'information vérifiée des « fake news » exposées sur les réseaux sociaux.

Un travail de plusieurs semaines est effectué en amont de ces rencontres par chaque classe, sous la houlette de leurs enseignants.



Vincent Michel - Ouest-France

Les engagements et actions de Ouest-France pour la citoyenneté et la solidarité

Europe Presse Solidarité

La vocation initiale de l'association, fondée en 1991 par François Régis Hutin, était de soutenir le développement des médias indépendants en Europe centrale et orientale.

En avril 1993, l'association a fondé en commun avec Bayard et Malesherbes un joint-venture avec l'hebdomadaire polonais Tygodnik Powszechny.

Tous les ans depuis 1996, des stages sont mis en place à Ouest-France pour les étudiants des écoles de journalisme en Europe de l'Est ainsi que des conférences de nos spécialistes dans ces établissements :

Europe Presse Solidarité est aujourd'hui le bras séculier de Ouest-France pour favoriser la mise en main du journal auprès de publics défavorisés et de nombreuses associations qui animent des lieux ouverts à un public en précarité.

Ainsi, l'Association :

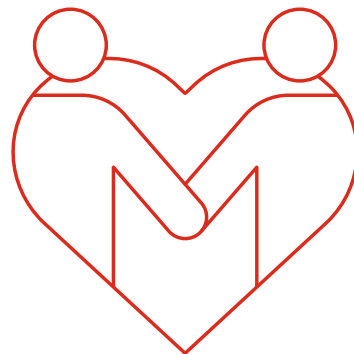
- Favorise la mise en main du journal en partenariat avec La Croix Rouge, Emmaüs, les Restos du Cœur...
- Assure tous les ans gratuitement la distribution d'1,3 million d'exemplaires de Ouest-France et de Dimanche Ouest-France aux détenus de vingt établissements pénitentiaires du Grand Ouest. Ce sont près de 6 000 détenus qui ont accès au journal.

L'Association Europe Presse Solidarité est également mobilisée pour appuyer l'action de la "Maison des Journalistes" qui accueille à Paris des reporters réfugiés. En 2022, Europe Presse Solidarité coordonne l'accueil au sein du Groupe SIPA Ouest-France d'une dizaine de stagiaires afghans mais aussi syriens et kurde-irakiens.

42
stagiaires accueillis

19
cycles de conférences
assurés à
Cracovie, Varsovie,
Vilnius et Sarajevo

6 000
détenus ont accès
gratuitement
au journal



“Les albums de notre histoire”

Les albums de notre histoire

Depuis deux ans, Ouest-France travaille à la mise en place d'une bibliothèque numérique destinée aux Ehpad. Un site dédié a été créé : “Les albums de notre histoire”.

Il est constitué principalement d'albums photos revisitant les années 1950, 1960 et 1970 dans nos territoires. Une collection de jeux adaptés est également mise à disposition. Ces supports proposés aux Ehpad et autres Résidences Seniors sont accompagnés financièrement par des Conseils départementaux. Utilisés sous le pilotage d'animateurs en gérontologie et projetés sur un grand écran, ils permettent aux aînés de ces résidences de profiter d'ateliers ayant pour objectif de stimuler la mémoire, de générer des échanges entre résidents et de passer de bons moments.

À ce stade du déploiement, sept départements ont rejoint le dispositif : Loire-Atlantique, Morbihan, Ille-et-Vilaine, Orne, Mayenne, Côtes d'Armor et Vendée. L'ensemble représente mille établissements disposant des accès au site sur les mille-sept-cents couvrant la zone de diffusion de Ouest-France.

À ce stade, la bibliothèque est équipée de quarante albums et d'une centaine de jeux numériques. L'objectif pour la fin de l'année 2022 est de convaincre les Conseils départementaux manquants encore à ce jour afin de couvrir l'ensemble de la zone de diffusion du quotidien, tout en continuant à enrichir la bibliothèque de nouveaux contenus.

Plusieurs médias s'en sont fait l'écho dont France 5 avec le Magazine de la santé.

1 000
établissements
disposent
des accès au site

40
albums

Environ
100
jeux
numériques



Une solution d'animation "Photo-Langage" clé en main

Sous le pilotage d'un animateur spécialisé et dans le cadre d'un atelier « photo-langage » regroupant une douzaine de participants, la solution proposée a pour double objectif de faire travailler la mémoire des aînés et les inviter à des échanges autour de ces souvenirs.

Concrètement, l'animateur dispose d'un accès à une bibliothèque numérique constituée d'albums thématiques, chacun composé d'une trentaine de photographies. Il les projette sur grand écran afin que chacun puisse les visualiser. Les photos sont issues du patrimoine éditorial du Groupe Ouest-France et sont soigneusement sélectionnées pour leur potentiel d'activation mémorielle. Les thèmes revisitent, entre autres, les années 50, 60, 70. Ils affichent des lieux, rappellent des événements et présentent des objets... qui racontent des souvenirs. Les résidents volontaires peuvent ensuite être invités à exprimer ce que la photo évoque pour eux. C'est généralement avec enthousiasme que la parole se libère. Les souvenirs des uns réveillant ceux des autres, l'atelier devient espace d'échange permettant à chacun de vivre un bon moment.

L'opération « Remplissez la hotte du Père Noël »

Le mois précédant Noël, une collecte auprès des collaborateurs pour trois associations, a remporté un franc succès : plus d'une tonne de dons récoltée ! Un bel élan de solidarité qui donne du baume au cœur en ce contexte chahuté.



L'association est venue chercher les généreux dons : jeux d'éveil, vêtements, accessoires pour jeunes enfants, nourriture... Les familles aidées recevront des packages pour les épauler dans leur vie quotidienne en plein chamboulement avec l'arrivée d'un nouveau-né.

240 kg
collectés pour
**Un Petit Bagage
d'Amour**



Leur mission : redonner de la dignité aux personnes SDF ou en situation précaire en leur offrant vos produits d'hygiène.

110 kg
collectés pour
Bulles Solidaires

La collecte des vêtements chauds et couvertures a apporté chaleur et réconfort aux personnes les plus démunies, notamment des migrants à Rennes.

300 kg
collectés pour
La Croix Rouge

Ouest-France Solidarité

La ligne éditoriale de Ouest-France amène à dénoncer régulièrement les atteintes aux droits de l'homme à travers le monde. Mais Ouest-France agit également à travers l'Association Ouest-France Solidarité créée en 1980. Via cette association, Ouest-France vient en aide, en faisant appel à la générosité de ses lecteurs, à des populations frappées par des drames (catastrophes naturelles ou conflits). En 2021, les lecteurs ont de nouveau répondu généreusement aux appels aux dons.

Une collecte majeure « Urgence Haïti » : 361 947 € ont été récoltés et employés pour l'aide d'urgence, la reconstruction et la santé.

L'Association a par ailleurs poursuivi ses engagements passés auprès des « Minorités persécutées au Moyen-Orient ». 29 255 € ont soutenu les familles syriennes (nourriture, micro-crédits, soins ...).

47 027 €
pour 19 projets
en France et à l'étranger

9 675 €
pour
le Liban

49 400 €
pour les personnes fragilisées par la
pandémie en France, Inde, Brésil, Yemen

29 255 €
pour les familles syriennes

361 947 €
pour « Urgence Haïti »

13 090 €
pour l'Arménie

OUEST-FRANCE SOLIDARITÉ

En Haïti et ailleurs, la solidarité des lecteurs

En Haïti, en Syrie, en Arménie ou au Liban, votre générosité a permis de venir en aide à des femmes, des hommes et des enfants, frappés par des catastrophes naturelles, la guerre et la pandémie.

Haïti aide aux victimes du tremblement de terre : 361 947 €, dix-neuf actions soutenues



Des survivants du tremblement de terre à Port-au-Prince, en Haïti.
(Photo : Anchetes St Felix Evans, Reuters)

Le tremblement de terre du 14 août a ravagé le sud-ouest de Haïti, causant près de 3 000 morts et plus de 12 000 blessés. Emportant routes, champs, maisons... le séisme a coupé du monde des communautés villageoises. 600 000 personnes ont eu besoin d'une aide d'urgence. Vos dons sont ainsi employés :

165 471 € principalement pour l'aide d'urgence : nourriture, kits d'hygiène, brouettes et autres matériels pour débayer les gravats... Mais aussi aide à la scolarité des enfants (frais de cantine, cahiers...) et à l'activité des femmes qui relancent de petits commerces.

Contribution à l'achat de semences pour les récoltes futures et au financement de deux containers transportant du matériel agricole, agricole et des pièces pour réparer les moulins à manioc assurant aux communautés villageoises leur nourriture de base. Réparation de trois réservoirs d'eau et de puits, achat de citernes pour récupérer l'eau de pluie, construction



La République d'Haïti a été à nouveau meurtrie par un tremblement de terre en août 2021.



de points d'eau potable...

130 153 € soutiennent des actions de reconstruction : rénovation d'une école publique, construction de trois salles de classe, de maisons artisaniales et restauration d'un centre de

formation détruit (déblaiement, réparation des bâtiments, des machines, du circuit électrique...). « Reconstruire la maison de chaque famille, c'est consolider les liens entre elles, c'est reconstruire la communauté », écrit



Ailleurs dans le monde...

Coropandémie (Inde 29 000 €, Brésil 10 000 €, Yémen 6 000 €, France 4 400 €) 49 400 €

Syrie 29 255 € Aides aux minorités persécutées du Moyen-Orient

Arménie 13 090 € Aide aux victimes de la guerre

Solidarité Liban 9 675 € Centre d'apprentissage

Sénégal 5 000 € Pour familles et enfants souffrant de la faim

Madagascar 3 500 €

France 4 400 €

Source : Association Ovest-France Solidarité.

Maroc 3 663 € Accueil de jeunes migrants

Laos 1 000 € Onze fontaines d'eau potable

Philippines 1 500 € Aide aux personnes handicapées mentales

Bangladesh 1 000 € Soutien scolaire

Photo : AFP - O.-F.

notre correspondant.

66 323 € pour la santé : constitution d'un fonds pour accompagner les services de santé au plus près des besoins (tentes, points d'eau, latrines, 560 kits sanitaires et nutritionnels

avec Médecins du Monde).

« Grâce à votre générosité, remercie la présidente Carine Rolland, nous allons pouvoir distribuer un grand nombre de kits à cette population qui en a réellement besoin. »

Nourriture, micro-crédits, soins... 29 255 € récoltés pour la Syrie

Pour que les familles puissent rester en Syrie, le Hope Center, soutenu par l'Œuvre d'Orient, les aide à retrouver du travail, grâce aux micro-prêts. 8 155 € ont ainsi permis de lancer deux projets comme celui de la couturière, Mme Sevanosh, qui a pu être équipée de machines à coudre.

Dans son appartement glacé où l'on voit encore les impacts des balles, Mme Sevanosh nous montre son atelier de couture. Pendant la guerre, elle a frôlé la mort, quittant son atelier juste avant qu'une bombe ne détruise l'entreprise de son frère qui fabriquait : « C'était l'œuvre de sa vie, se souvient-elle. Mais le plus important, c'est que personne ne soit mort. »

Privée de tout moyen de subsistance et la guerre faisant rage, la famille, dont la grand-mère, part se réfugier en Arménie, la terre de ses ancêtres. Mais le prix du loyer grimpe. Il faut partir. Mme Sevanosh rentre à Alep : « Ici, c'est mon pays. Je connais des gens. J'ai ma maison. »

Aujourd'hui, elle confectionne des draps chez elle, ce qui lui permet de faire vivre sa famille et de s'occuper de son fils autiste de 25 ans : « Merci pour votre aide, dit-elle courageuse. Je veux être indépendante. J'agrandirai mon entreprise. »

À Damas. 7 000 € : alimentation, médicaments, fuel domestique, aides à la scolarité, aux loyers pour

cinquante-deux familles avec la Fraternité Sarthe Orient ; 5 000 € : médicaments, nourriture, soutien psychologique aux familles chrétiennes et musulmanes de la Ghouta par les Sœurs Saints-Cœurs et l'Œuvre d'Orient.

À Alep : 3 000 € pour la caisse des pauvres de l'hôpital Saint-Louis, soutenue depuis 2016. Sans elle, « beaucoup de gens ne pourraient pas se faire soigner », remercie le médecin chef. 1 100 € pour Espace Ciel, qui aide des enfants et leurs mères traumatisées par la guerre.

À Dara'a : 5 000 € de matériel médical pour le centre de santé primaire de Médecins du Monde.



Mme Sevanosh devant l'une de ses machines à coudre.

(Photo : DR)

Arménie

Aide aux victimes de la guerre

Grâce à vos dons (13 090 €), de jeunes blessés de guerre pourront être soignés. Leurs familles et quelques autres, réfugiées à Gumri, pourront se chauffer pendant ces mois d'hiver. L'action est menée par le Centre de formation Endanik et relayée par l'Œuvre d'Orient.

Appel aux dons

Vous pouvez envoyer vos dons via le site ouestfrance-solidarite.org ou par chèque à « Ovest-France Solidarité », 10 rue du Breil - 35051 Rennes Cedex 9. Un euro donné, un euro versé. Un reçu fiscal vous sera envoyé.

9 675 € pour venir en aide au Liban

Depuis l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, vos dons ont soutenu de nombreuses actions.

En 2021, l'aide s'est poursuivie : 1 300 € ont contribué au transport d'un container de matériel médical affrété par l'Association Solidarité Santé Brest.

8 375 € ont aidé des familles à se soigner et à se nourrir, avec Libani-Beyrouth de Cholet. Et vos dons (5 000 €) ont aussi permis de soutenir la caisse alimentaire du Centre social Saint-Joseph de Beyrouth, lancée en 2019 : « Lors des grandes manifestations, nous avons senti les prémices de la crise économique et avons commencé à faire une caisse alimentaire », explique le père Gabriel Khairallah, qui en est responsable.

Après le tremblement de terre, les besoins ont augmenté. Et, depuis trois semaines, la situation s'aggrave, les demandes explosent. Les familles



Le père Gabriel (à gauche) et Sahal qui prépare les colis alimentaires.

(Photo : DR)

chrétiennes et musulmanes viennent demander de l'aide. Elles reçoivent un colis par mois. Aujourd'hui, Hussein est venu chercher le sien. Il a pourtant un métier, gardien de parking, mais son salaire ne lui permet pas de subvenir aux besoins de sa famille, de ses

quatre enfants, âgés de 13 à 25 ans. La caisse alimentaire fournit 240 à 350 colis par semaine. « Nous cibons les personnes les plus vulnérables », explique le père Gabriel. Cela ne suffit malheureusement pas à répondre à toutes les demandes.

Pandémie : 49 400 €

Inde : 29 000 € 14 000 € : kits de nourriture, masques, désinfectant, hébergement de travailleurs en grande détresse à cause de la pandémie. Dans la Fondation de l'Université de Rennes I. 400 € supplémentaires ont permis d'aider des familles en grande difficulté soutenues par la Société Saint-Vincent-de-Paul (35).

Brazil : 10 000 € En Amazonie, cette somme a permis l'achat de nourriture (riz, haricots rouges, huile, sucre, lait, farine) pour les familles vulnérables de la région de Guajara-Mirim.

Yémen : 6 000 € Pour la relance d'un atelier de couture visant à soutenir des femmes.

France : 4 400 € 4 000 € ont contribué à l'achat de colis alimentaires pour les étudiants bretons. L'action a été menée par la Fondation de l'Université de Rennes I. 400 € supplémentaires ont permis d'aider des familles en grande difficulté soutenues par la Société Saint-Vincent-de-Paul (35).

ANNEXE : BILAN CARBONE



Bilan carbone émissions de CO2 en 2021

Les facteurs d'émission utilisés pour les calculs sont issus de la Base Carbone® 2021 V21.0 du 15/12/2021 (source ADEME).

Le scope 1 et 2

Il représente les émissions directes des sources fixes et mobiles (chaudières, véhicules du parc de l'entreprise).

Poste 1 - Sources fixes (chaudières gaz + fuel + groupe électrogène) :

Consommation gaz 6 068 629 kWh

Consommation fuel 9 389 litres

Facteur d'émission gaz 0,205 kg CO2e/kWh PCS

Facteur d'émission fuel 3,25 kg CO2e/litre

Émissions 1 274 583 kg CO2e

Poste 2 - Sources mobiles à moteur thermique (véhicules légers) :

Consommation gazole 284 650 litres

Consommation essence 25 749 litres

Facteur d'émission gazole 3,1 kg CO2e/litre

Facteur d'émission essence 2,7 kg CO2e/litre

Émissions 951 938 kg CO2e

Poste 3 - Émissions directes des procédés hors énergie : NA

Poste 4 - Émissions directes fugitives :

Aucune fuite de fluide frigorigène n'est survenue en 2021 sur l'ensemble des équipements de climatisation. Les émissions correspondantes sont donc de 0 kg CO2e.

Poste 5 - Émissions issues de la biomasse (sols et forêts) : NA

Émissions totales 2021 Scope 1 : 2 226 521 kg CO2e

	2021	2020	Variation
émissions scope 1	2 226 521	2 293 781	-2,9%

Poste 6 - Émissions indirectes liées à la consommation d'électricité :

Consommation 10 315 626 kWh

Facteur d'émission 0,0599 kg CO₂e/kWh

Émissions 617 906 kg CO₂e

Poste 7 - Émissions indirectes liées à la consommation de vapeur, chaleur ou froid : NA

	2021	2020	Variation
Evolution émissions scope 2	617 906	609 869	+1,3%

Émissions totales 2021 Scopes 1 et 2

2 844 427 kg CO₂e (périmètre obligatoire du BEGES) : -2,04% vs 2020

Le scope 3

Il représente les autres émissions indirectes de Gaz à Effet de Serre. Les postes significatifs du scope 3 :

Poste 11 - Déchets :

Les données sont issues des prestataires qui assurent la collecte et le recyclage ou la valorisation. Les données ci-dessous ne concernent que les déchets des sites de Rennes (siège) et de La Chevrolière. Les facteurs d'émission utilisés sont issus de la Base Carbone® 2021. Ils sont en forte augmentation par rapport à ceux utilisés en 2020, ce qui explique en grande partie l'évolution des émissions. Les émissions de 2020 ont été recalculées avec ces nouveaux facteurs d'émission afin de pouvoir calculer les variations par rapport à l'année 2020.

Facteurs d'émission par déchet	kg CO ₂ e/tonne
Déchets industriels spéciaux	844
Déchet banal en mélange	87
Ferraille	938
Papiers	992
Cartons	992
Aluminium	873
Bois	269
Plastique (PE souple)	134

kg CO2e	2021	2020	Variation
Déchets industriels spéciaux	174 350	102 760	69,7%
Déchet banal en mélange	5 915	3 591	64,8%
Ferraille	7 260	15 833	-54,1%
Papiers	5 908 213	5 345 293	10,5%
Cartons	254 180	252 504	0,7%
Aluminium	147 642	112 530	31,2%
Bois	4 710	1 025	359,6%
Plastique	134		
Total émissions	6 502 271	5 833 536	11,5%

Poste 12 - Transport de marchandises amont :

Les émissions liées aux transports de marchandises amont ont été calculées uniquement pour les principales matières premières de production (papier, plaques et encres).

Les facteurs d'émission utilisés sont : 0,342 litre/km, 0,0853 kg CO2e/tonne.km, et 3,1 kg CO2e/litre de gazole routier (source ADEME Base Carbone® 2021). L'incertitude sur le calcul de ces émissions est de 10 %.

Émissions liées aux livraisons de papier journal :

	2021	2020	Variation
Rennes (kg CO2e)	1 272 187	1 130 591	12,52%
La Chevrolière (kg CO2e)	793 600	584 931	35,67%
EMISSIONS TOTALES	2 065 787	1 715 522	+ 20,42%

Observations :

Le tonnage reçu en 2021 s'établit à 32116 tonnes en augmentation de 4,6% (-1,9% pour Rennes et +17,2% pour La Chevrolière). Les distances moyennes évoluent de 625km pour Rennes et 645 km pour La Chevrolière à 755 km pour les 2 sites (+20% et +17%).

Émissions liées aux livraisons de plaques offset :

	2021	2020	Variation
Rennes (kg CO2e)	24777	25 090	-1,25%
La Chevrolière (kg CO2e)	5256	4 487	17,14%
EMISSIONS TOTALES	30 033	29 577	+ 1,54%

Observations :

Rennes : 15 livraisons 2021 (idem 2020). Baisse du facteur d'émission de 3,16 à 3,1 kg CO2e/litre

La Chevrolière : 12 livraisons en 2021 (idem 2020), mais 86 t (vs 60 t en 2020) expliquent la hausse de 17%.

Emissions liées aux livraisons d'encres :

	2021	2020	Variation
Rennes (kg CO2e)	45703	47 722	- 4,23%
La Chevrolière (kg CO2e)	54488	45 570	19,57%
EMISSIONS TOTALES	100 191	93 292	+ 7,40%

Observations :

La Chevrolière : la hausse s'explique par une augmentation du nombre de livraisons en 2021 (22) vs 2020 (18). Les références d'encres sont différentes entre les 2 rotatives, ce qui amène à fractionner les approvisionnements. Les émissions liées aux livraisons à La Chevrolière sont supérieures à celles de Rennes alors que le tonnage livré est de 185 tonnes vs 320 tonnes à Rennes

Les émissions totales du poste 12 Transport de marchandises amont sont de : 2 196 011 kg CO2e.

Poste 13 - Déplacements professionnels :

Les données sont issues du rapport annuel de ODT Travel qui gère les déplacements en train et avion du personnel Ouest-France pour ces modes de transport.

	2021	2020	Variation
Avion (kg CO2e)	38 071	24 447	55,7%
Train (kg CO2e)	4 410	2 816	56,6%
Location voiture (kg CO2e)	445	1 735	-74,4%
EMISSIONS TOTALES	42 926	28 998	+ 48,0%

Poste 17 - Transport de marchandises aval :

Le flux de distribution des journaux a été étudié en 2019 avec la Direction Logistique et Distribution. Il comporte 3 parties : le routage éditeur, le routage dépositaire et le portage.

ROUTAGE ÉDITEUR

Pour 2021, la donnée disponible est de 4 741 440 km (total Ouest-France + Journaux de Loire).

- La source de cette donnée est le kilométrage de chaque tournée de distribution et sa fréquence, ainsi que le kilométrage des camions loués et conduits par du personnel Ouest-France, soit 94 202 km.
- La donnée a été convertie en litres de carburant consommés suivant les catégories de véhicules.
- Les données de consommation des véhicules sont fournies par la Direction Logistique et Distribution.
- Le facteur d'émission utilisé est de 3,1 kg CO2e / litre de gazole routier (source ADEME Base Carbone® 2021).
- Les données liées au TV Magazine sont intégrées dans ces chiffres, mais pas celles de la distribution postale.
- Un prorata pour l'éditeur Ouest-France est ensuite appliqué (80% du total).

Les émissions correspondantes sont estimées à : 2 133 006 kg CO₂e.

ROUTAGE DÉPOSITAIRE

Pour 2021, les données disponibles sont :

- La distance totale parcourue pour le titre Ouest-France de 8 975 717 km, et une répartition par type de véhicule.
- Ces données sont converties en litres de carburants consommés par type de véhicule.
- Les données de consommation des véhicules sont fournies par la Direction Logistique et Distribution.
- Le facteur d'émission utilisé est de 3,1 kg CO₂e / litre de gazole routier (source ADEME Base Carbone® 2020).

Les émissions correspondantes sont estimées à : 2 707 830 kg CO₂e.

LE PORTAGE

Pour 2021, les données disponibles sont :

- Les distances des tournées de portage par jour de semaine et le dimanche en distinguant les tournées inférieures à 20 km et les autres.
- La distance totale pour le portage de Ouest-France en 2020 est de 31 545 524 km qui est traduite en litres de carburants consommés suivant les catégories de véhicules.
- Les facteurs d'émission utilisés sont de 0,0763 kg CO₂e / km pour un cyclomoteur, et de 0,218 kg CO₂e / km pour un VP (source ADEME Base Carbone® 2021).

Les émissions correspondantes sont estimées à : 6 426 443 kg CO₂e

Les émissions totales liées à la distribution de Ouest-France sont estimées à : 11 267 279 kg CO₂e.
 En 2021, les émissions générées par les affrètements de marchandises sortant des sites Ouest-France ont été fourni par GEODIS : 3 097 kg CO₂e.
 Les émissions totales du poste 17 Transport de marchandises aval sont de : 11 270 376 kg CO₂e.

Émissions totales 2021 Scope 3 - 20 011 584 kg CO₂e

Poste 8 - Émissions liées à l'énergie
non incluses dans les postes 1 à 7 : NA
 Poste 9 - Achats de produits ou service :
non renseigné
 Poste 10 - Immobilisations de biens :
non renseigné
 Poste 14 - Actifs en leasing amont : non renseigné
 Poste 15 - Investissements : non renseigné
 Poste 16 - Transport des visiteurs et des clients :
non renseigné

Poste 18 - Utilisation des produits vendus :
non renseigné
 Poste 19 - Fin de vie des produits vendus :
non renseigné
 Poste 20 - Franchise aval : non renseigné
 Poste 21 - Leasing aval : non renseigné
 Poste 22 - Déplacements domicile travail :
non renseigné
 Poste 23 - Autres émissions indirectes :
non renseigné

ANNEXE : DONNÉES SOCIALES



Les effectifs*

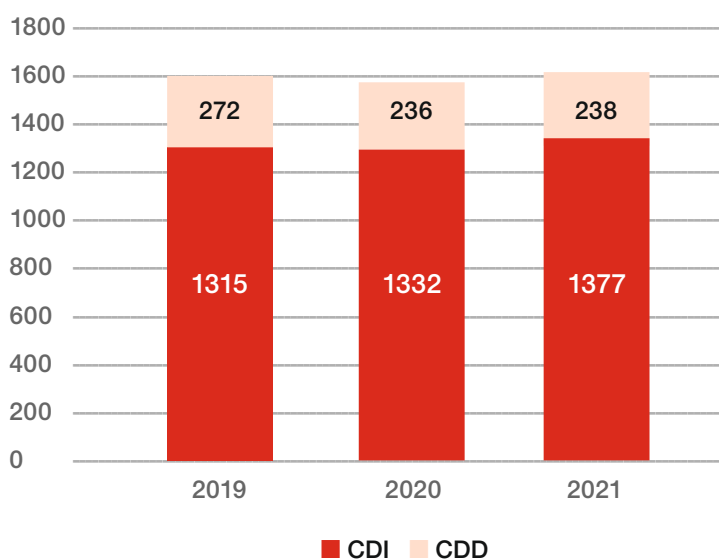
Effectif total inscrit CDI et CDD

	Cadres			Journalistes			Employés			Ouvriers			TOTAL		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Effectif CDI inscrit au 31/12	386	396	426	545	579	619	146	136	132	238	221	200	1315	1332	1377
F	161	167	185	243	265	284	129	122	120	38	33	26	571	587	615
H	225	229	241	302	314	335	17	14	12	200	188	174	744	745	762
Effectif CDD inscrit au 31/12	5	5	3	170	157	146	76	67	79	21	7	10	272	236	238
F	5	4	1	83	76	69	50	41	48	5	1	1	143	122	119
H	0	1	2	87	81	77	26	26	31	16	6	9	129	114	119
Effectif TOTAL inscrit au 31/12	391	401	429	715	736	765	222	203	211	259	228	210	1587	1568	1615
F	166	171	186	326	341	353	179	163	168	43	34	27	714	709	734
H	225	230	243	389	395	412	43	40	43	216	194	183	873	859	881

Effectif équivalent temps plein

	Cadres			Journalistes			Employés			Ouvriers			TOTAL		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Effectif moyen mensuel	391	398	418	711	721	752	227	213	205	260	236	218	1589	1569	1593

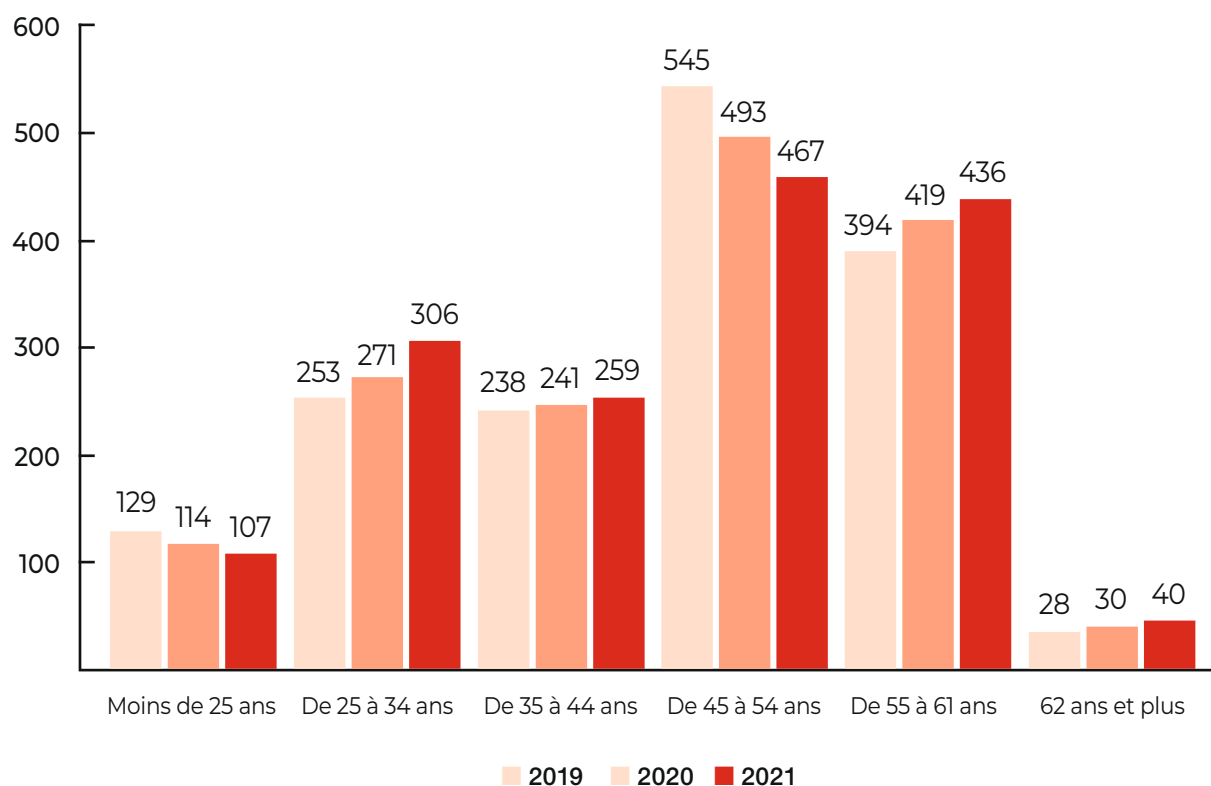
Effectifs au 31/12 par type de contrat



Au 31 décembre 2021, les effectifs CDD représentent 14,7 % des effectifs contre 17 % en 2019. Depuis 2018, l'entreprise a engagé un mouvement de réduction du nombre de salariés en CDD à la rédaction. Entre 2019 et 2021, 123 journalistes ont été embauchés en CDI dont 57 en 2021.

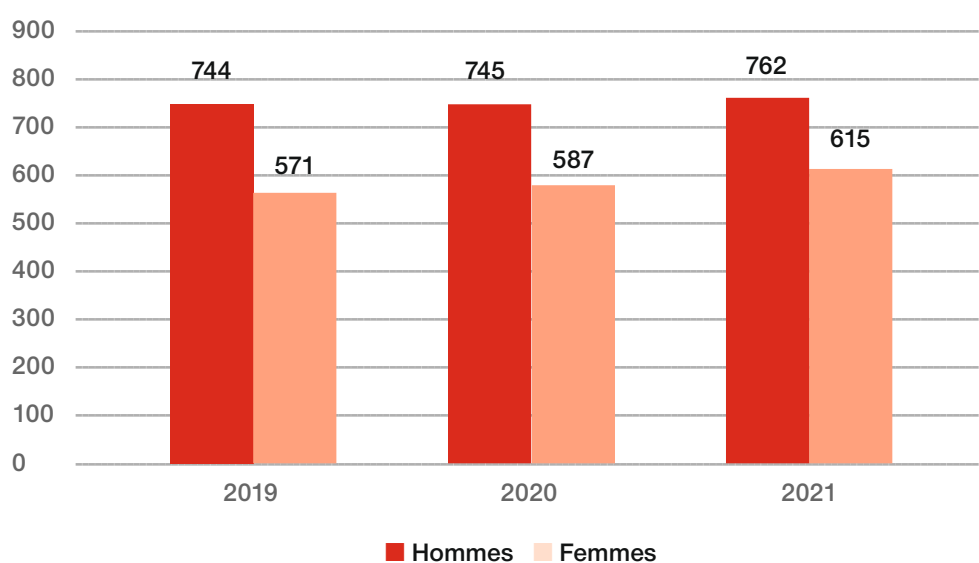
*Tous les effectifs sont exprimés au 31 décembre 2021.

Répartition par tranche d'âge de l'effectif total CDI-CDD au 31/12



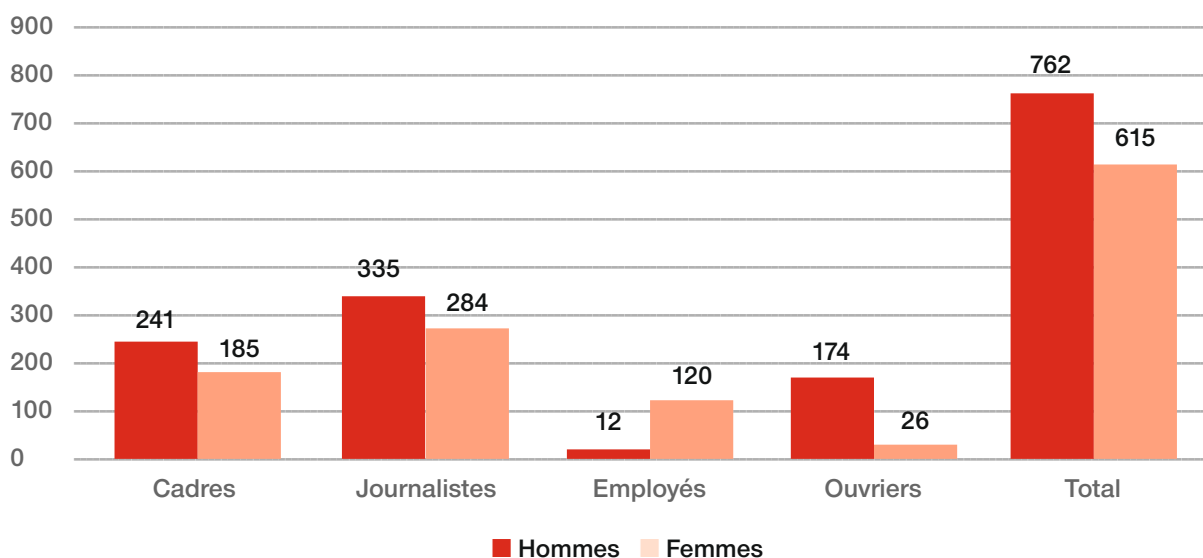
L'âge moyen de l'effectif CDI en 2021 est passé à 48 ans et 6 mois contre 49 ans en 2020.

Répartition par sexe de l'effectif total CDI au 31/12



Les femmes représentent 44,7 % des effectifs en CDI en 2021 contre 43,4 % en 2019.

Répartition des effectifs en CDI au 31/12 - Hommes/Femmes



Avec des disparités constatées selon le statut, les ouvriers sont majoritairement masculins tandis que les employés sont majoritairement féminins.

Les cadres et journalistes tendent vers un meilleur équilibre entre les hommes et les femmes, même si certains secteurs et emplois restent structurellement féminisés ou masculinisés (secteurs industriels, informatique versus tertiaire).

Les embauches et les départs

Embauches au cours de l'année

	Cadres			Journalistes			Employés			Ouvriers			TOTAL		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Durée indéterminée	31	37	41	19	47	57	2	5	7	2	59	1	54	148	106
dont filiales	6	14	7	0	1	2	2	4	2	0	58	0	8	77	11
dont jeunes < 25 ans	3	2	5	2	2	11	0	0	0	0	0	0	5	4	16
Durée déterminée	13	11	5	759	626	726	3422	998	254	1224	405	977	5418	2040	1962
dont jeunes < 25 ans	5	7	0	183	216	187	2692	771	149	573	227	570	3453	1221	906

Départs CDI au cours de l'année

	Cadres			Journalistes			Employés			Ouvriers			TOTAL		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Démissions	1	4	2	0	1	1	0	0	1	1	0	0	2	5	4
Retraites	11	9	3	21	10	11	12	9	6	21	17	17	65	45	37
Licenciements	1	1	1	1	0	3	1	0	0	2	1	0	5	2	4
Décès	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	2	1	1	3
Essai négatif	2	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3	1	2
Rupture convent.	5	7	5	6	2	2	0	2	1	0	0	1	11	11	9
Transfert filiale	1	8	1	0	0	0	0	0	0	1	58	0	2	66	1
TOTAL	21	30	14	30	14	18	13	11	8	25	76	20	89	131	60

La forte variation du nombre de départs entre 2020 et 2021 s'explique par un transfert en 2020 des salariés du site de La Chevrolière (société anciennement filiale) vers Ouest-France.

Les rémunérations et leur évolution

Masse salariale annuelle

Il s'agit de la masse salariale totale brute, exprimée en euros. Sont pris en compte les salaires bruts imposables (comprenant, par conséquent, les réintégrations de frais professionnels et les avantages en nature).

	Hommes			Femmes			TOTAL		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Cadres	15 287 260	15 401 170	15 902 363	7 904 638	8 241 680	8 882 461	23 191 898	23 642 850	24 784 823
Journalistes	17 811 435	17 858 797	18 897 715	11 493 422	11 730 902	12 943 797	29 304 857	29 589 699	31 841 513
Employés	604 686	470 061	441 571	4 166 612	3 864 882	3 874 018	4 771 298	4 334 943	4 315 589
Ouvriers	10 196 916	9 582 651	9 273 587	1 379 034	1 205 960	1 182 638	11 575 949	10 788 611	10 456 225
Salariés D.D.	4 090 662	3 475 948	3 530 845	3 818 623	3 584 537	3 449 490	7 909 285	7 060 485	6 980 335
TOTAL	47 990 959	46 788 627	48 046 081	28 762 328	28 627 961	30 332 404	76 753 287	75 416 588	78 378 485

Évolution de la masse salariale par rapport à l'année précédente

	De 2020 par rapport à 2019			De 2021 par rapport à 2020		
	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL
Cadres	0,75%	4,26%	1,94%	3,25%	7,77%	4,83%
Journalistes	0,27%	2,07%	0,97%	5,82%	10,34%	7,61%
Employés	- 22,26%	- 7,24%	- 9,15%	- 6,06%	0,24%	- 0,45%
Ouvriers	- 6,02%	- 12,55%	- 6,80%	- 3,23%	- 1,93%	- 3,08%
Salariés D.D.	- 15,03%	- 6,13%	- 10,73%	1,58%	- 3,77%	- 1,14%
TOTAL	- 2,51%	- 0,47%	- 1,74%	2,69%	5,95%	3,93%

Ces évolutions intègrent l'incidence des effectifs, des augmentations indicielles et personnelles, de l'ancienneté et des accords. S'agissant de la masse salariale totale, ces chiffres comprennent les réintégrations de frais professionnels, les avantages en nature et la partie imposable des indemnités de départ en retraite.

Rémunération moyenne mensuelle en euros de l'effectif permanent

Il s'agit du salaire moyen mensuel (rémunération annuelle brute totale divisée par douze) de l'effectif permanent (CDI à temps complet) minoré des salariés ayant eu des absences non payées au cours de l'année.

Cet indicateur ne concerne que les CDI présents à temps complet toute l'année et qui n'ont pas eu d'abattement de leur rémunération pour quelque motif d'absence que ce soit.

Compte tenu de l'activité partielle en 2021, l'indicateur de rémunération moyenne mensuelle est non applicable sur certaines catégories / sexes, et non représentatif des rémunérations moyennes réelles sur la plupart des autres catégories / sexes. En conséquence, cet indicateur ne peut être présenté pour l'année 2021.

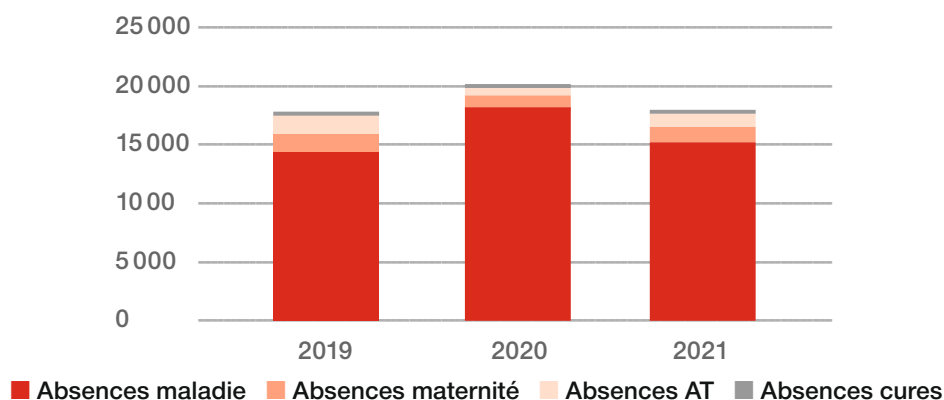
Salaire mensuel brut permanent de l'effectif CDI équivalent temps complet

Le salaire brut permanent prend en compte tous les éléments mensualisés, y compris le treizième mois, le supplément de 62 % et l'indemnité de transport, c'est-à-dire la rémunération de base du poste, la rémunération complémentaire du poste (prime de fonction, prime 5/7, ...) les contraintes fixes du poste (indemnités de nuit permanentes, contrainte équipe/roulement, ...), l'ancienneté, les primes accords permanentes (prime accord 1999, prime d'astreinte permanente, ...) et la garantie de salaire. Sont exclus tous les éléments variables.

	Hommes			Femmes			TOTAL		
	2019	2020	2021	2019	2020	2021	2019	2020	2021
Cadres	5 645	5 639	5 373	4 301	4 546	4 404	5 095	5 190	4 966
Journalistes	5 082	5 075	4 980	4 434	4 472	4 405	4 803	4 813	4 725
Employés	2 930	3 249	2 961	3 024	3 357	3 045	3 012	3 345	3 036
Ouvriers	3 992	4 499	4 152	3 458	4 037	3 871	3 917	4 440	4 118
TOTAL	4 909	5 082	4 880	4 018	4 253	4 116	4 536	4 733	4 552

Absentéisme en nombre de jours

Les jours d'absence comptabilisés sont des jours calendaires correspondant aux arrêts de travail sécurité sociale renseignés de date à date. En 2020, le nombre de jours d'arrêt a évolué sensiblement. Ce phénomène est imputable à la crise sanitaire et au Covid-19.



Notes

A blank sheet of white paper with horizontal ruling lines, set against a light gray background. The paper has a folded corner at the bottom right.

Notes

A blank sheet of white paper with horizontal ruling lines, set against a light gray background. The paper has a folded top edge and a folded bottom-right corner, giving it a three-dimensional appearance. The ruling lines are evenly spaced and extend across the width of the page.

Notes

A blank sheet of white paper with horizontal ruling lines, set against a light gray background. The paper has a folded corner at the bottom right.

Mise en page : Studio graphique Ouest-France.

Impression : Cloître Imprimeurs, 29419 Landerneau, France.

Imprimé sur du papier FSC, fabriqué en France avec 100 % de fibres recyclées. Eutrophisation : 0 kg/t.



Ouest-France, un journal engagé au service de la Démocratie.
Un média d'information populaire, de qualité et accessible à tous.

Notre devise

“ Justice et Liberté. ”

Notre mission

“ Éclairer, informer, relier les citoyens
pour faire progresser le bien commun,
dans le respect de la dignité de chacun. ”

Notre charte

“ Dire sans nuire,
Montrer sans choquer,
Témoigner sans agresser,
Dénoncer sans condamner. ”